

le collectif momentum

**MEMENTUM: C'EST LA MÉMOIRE QUI
CRÉE LE MOUVEMENT**

*Autogestion, grèves et actions directes
à l'Université de Montréal depuis 1919*

collectif momentum

MEMENTUM

**C'EST LA MÉMOIRE
QUI CRÉE LE MOUVEMENT**

*Autogestion, grèves et actions directes
à l'Université de Montréal depuis 1919*

aura

table des matières

Introduction	4
Oser s'élever contre le pouvoir Bribes d'histoires de 1919 à 1968 Joëlle Dussault	9
1968-2000 La consolidation d'un mouvement Gabriel Clermont	24
2000-2004 Le CIEL, la ZLÉA, Pepsi Myriam (dani) Tardif	34
2005-2008 La grève (bis), La CALESH, le BROUHAHA, la Faim du monde, le PLUM Jean-Pascal Bilodeau	54
Les années pré-2012 Le RUSH et la mobilisation graduelle contre la hausse des frais de scolarité Philippe T. Desmarais	71
La grève de 2012 Auteur·e·s multiples	85
L'après-grève, 2013, 2014, et encore Auteur·e·s multiples	100
Conclusion	115

introduction

Novembre 1965. Des étudiant·e·s de l'École Polytechnique interceptent un camion de livraison sur le campus de l'Université de Montréal. 10 000 exemplaires du Quartier latin¹ (QL), journal de l'université, sont aussitôt saisis. Jugés «doctrinaires et socialistes», ils sont tous brûlés. Sur le campus, ce qu'on appelle depuis l'autodafé du Quartier Latin met le feu aux poudres. L'équipe du journal crie au fascisme ; le directeur du Poly-information, feuillet de la Polytechnique, rétorque: «Nous avons répondu à l'extrémisme (...) par l'extrémisme».

Le climat à l'Université de Montréal est alors particulièrement tendu. Le Poly-Information et le Quartier Latin se livrent une guerre de mots depuis plusieurs semaines. L'AGEUM, l'Association générale des étudiant·e·s de l'Université de Montréal, qui fonctionne de concert avec le QL, essuie elle aussi une salve de critiques : centralisation des pouvoirs dans les mains de l'exécutif, mauvaise gestion des fonds, politisation absente ou excessive, structures déficientes... Presque tout est matière à reproches. Parallèlement, le Quartier Latin est la cible d'une vague d'attaques médiatiques qui dépasse de loin la montagne: la radio CKLM, le Journal de Montréal et des revues comme Aujourd'hui Québec le traînent tour à tour dans la boue sur leurs plateformes respectives. Un juge va même jusqu'à appeler à « l'épuration » des

rédaçtrices et rédacteurs, sous prétexte que l'imprimé serait contrôlé par des communistes (QL se compose effectivement de militant·e·s de diverses affiliations de gauche). La pression est si forte que, du côté de l'AGEUM, l'exécutif doit démissionner en bloc, incapable de désamorcer les tensions internes.

La revue Parti pris, en citant l'incident, consacre un numéro entier à la question de la « morale révolutionnaire ». Le Quartier latin et l'AGEUM auraient ainsi pêché par excès de zèle ; trop radicaux, ils se seraient créés de nombreux ennemis. Quoi qu'il en soit, l'éditorial du numéro spécial pose à tout le moins un constat assez juste: «Le syndicat des étudiant·e·s de l'Université de Montréal est en état de crise, dans le contexte d'une poussée anti-démocratique qui s'étend présentement au sein de la société québécoise».

De notre passage militant à l'Université de Montréal, nous nous souvenons, quelques années plus tard, des heures englouties dans la rédaction de tracts et dans la mobilisation, des interminables assemblées générales et des soirées à boire dans les locaux associatifs ou le Café anthropo. Aujourd'hui, nous savons que le militantisme y survit toujours à travers plusieurs initiatives. Nous en sommes témoins. Mais nous sommes aussi témoins d'un autre phénomène : dans les nouvelles cohortes, la mémoire, même celle d'évènements aussi récents et médiatisés que la grève de 2012, s'efface. Très peu savent ce qui s'est déroulé, hors des grandes lignes, entre les murs de l'université, ce qui s'y est organisé, débattu,

¹ Le journal Quartier latin est le journal étudiant de l'Université de Montréal. Fondé en 1919, il s'agit d'une source d'information et de mobilisation majeure à l'UdeM, mais aussi à Montréal et pour les autres universités. C'est un outil qui a aidé les Luites udeumiennes à plus d'une reprise.

combattu, rit, pleuré, les grandes solidarités qui s'y sont tissées, et les non moins grandes trahisons qui les ont brisées, la répression sous toutes ses formes et les manières qu'ont trouvées les militant-e-s pour la vaincre ou au moins s'en protéger.

Et nous, que connaissons-nous de celles et ceux qui nous ont précédé-e-s ? Quelques bribes d'histoires, quelques légendes aujourd'hui invérifiables, de grandes lignes lues dans le peu d'ouvrages généraux qui existent sur les luttes étudiantes. Nous connaissons le grand récit devenu éponyme de Benoit Lacoursière. Nous connaissons grosso modo la vision de l'ASSÉ, de la FEUQ, de la FAÉCUM et la posture qu'incarnaient certaines associations à d'autres époques. Nous savons qu'il y avait eu une tendance « concertationniste » et une tendance « combative ». Mais sur le quotidien de la lutte ou sur la créativité des groupuscules qui l'ont portée, rien. À titre d'exemple, le Café anthropo, un des seuls espaces encore ouverts au militantisme, est né d'une occupation. Mais de cette prise de l'espace, que pouvons-nous en dire ? Ce seul fait : un jour, des étudiant-e-s ont obtenu un local pour y établir un accroc dans l'imperméabilité des couloirs, et illes n'ont pas demandé la permission. Ce qui est encore plus troublant, c'est que si nous le savons, c'est parce que le café est aujourd'hui menacé d'éviction parce qu'il n'est pas en règle. Il aura fallu la menace de la disparition pour que ressurgissent ces histoires oubliées.

Autre constat : ce savoir s'est perdu parce qu'il n'a pas été partagé. De nombreuses

raisons expliquent cette absence : manque de temps ou d'énergie, parce que le militantisme draine les deux, ou le roulement constant des cohortes qui rend assez difficile d'inscrire quoi que ce soit dans la durée. Mais il y a aussi que ces histoires ont été rendues invisibles pour des raisons à la fois de « branding » universitaire – l'Université de Montréal se perçoit elle-même comme une institution prestigieuse qui trône dans les palmarès – et de centralisme militant ou de luttes intestines. Beaucoup de débats n'apparaissent pas dans les archives de la FAÉCUM : ils n'ont pas été retranscrits, tenus secrets par les huis clos dont la fédération est si friande. De même, les archives de l'association d'Anthropologie ont été brûlées au début des années 2000, pour des motifs qui sont aujourd'hui inconnus.

En tant que militant-e-s, nous voulons aussi témoigner de tous les efforts que nécessitent l'implication politique et le combat pour faire entendre une pluralité d'idées radicales dans un milieu aussi hostile que l'UdeM. Memento, c'est ainsi un memento, cette petite note écrite et fragmentaire destinée à se souvenir, qui s'acharne à garder vivant le momentum. Voilà sûrement l'idée qui fonde ce livre : c'est la mémoire qui crée le mouvement. Sans mémoire, on répète les mêmes erreurs. À l'inverse, si cette mémoire existe mais est séparée de l'action immédiate, elle devient folklore et fossile ; elle est aussitôt reléguée aux tablettes pour y moisir. Souvent, elle devient même l'arme des pouvoirs plutôt que de celles et ceux qui leur résistent.

Au début, notre démarche nous semblait assez incertaine. Nous avions la conviction profonde qu'il devait y avoir eu un militantisme actif à l'Université de Montréal, et ce à toutes les époques. Mais comment le faire ressurgir de l'oubli? Comment ne pas rester prisonnier·e-s des mêmes archives qui font aujourd'hui consensus? Comment accéder à ce qui a été précisément effacé de l'histoire? Comment faire revivre les récits perdus?

Comme bien souvent, c'est dans la mémoire orale que nous avons trouvé l'essentiel de ce que nous cherchions. Notre méthode a d'abord consisté à sonder nos réseaux, à lancer des appels sur les listes de diffusion militantes. De fil en aiguille, nous avons rencontré des militant·e-s de diverses époques, qui nous mettaient en contact avec d'autres personnes, et ainsi de suite. Nous avons procédé à des entrevues de groupe chaque fois que c'était possible. Ces entrevues avaient de nombreux avantages : d'abord, elles nous permettaient de sauver du temps et d'obtenir une lecture cohérente des événements. Là où la mémoire des un·e-s faisait défaut, celle des autres prenait le relais. Surtout, ces entrevues faisaient apparaître, hors de tout discours, le nœud relationnel que constitue tout groupe humain: les dynamiques de groupe, les rapports de pouvoir, les amitiés et les intimités, les vieilles rancunes et les débats théoriques. Elles nous permettaient de comprendre les groupes en tant que groupes, d'observer les histoires biographiques se percuter et se nouer. Beaucoup de ces personnes ne se voyaient plus depuis longtemps. Les militant·e-s de la

CALESH, un projet qui avait voulu se substituer à la FAÉCUM après la grève de 2005, nous ont reçu·e-s tout en se retrouvant pour la première fois depuis des années. Entre les histoires du « bon vieux temps » et les verres d'alcool, ce ne sont pas seulement les récits d'une mémoire collective qui se sont renoués, mais aussi des liens.

Pour les groupes plus récents encore, une nouvelle difficulté s'est imposée : l'épuisement et l'amertume dans lesquels beaucoup de militant·e-s ont quitté l'UdeM les rendaient souvent réfractaires à replonger dans leur parcours. Plusieurs·e-s ont décliné nos demandes: soit parce qu'elles ne voulaient plus rien savoir, ayant quitté le groupe en question en mauvais termes, soit parce qu'elles s'impliquaient aujourd'hui dans d'autres communautés, ce qui leur laissait peu de temps. Certain·e-s, aussi, ne voyaient pas l'intérêt de ressasser de vieilles histoires qui appartenaient au passé qu'il valait peut-être mieux laisser tranquille. Ce fut le cas du RUSH: seulement une partie du groupe a accepté la rencontre, et, même durant celle-ci, les tensions demeuraient vives.

Quand les rencontres de groupe n'étaient pas possibles, nous avons essayé d'obtenir des entrevues individuelles. Plusieurs raisons expliquaient l'impossibilité des rencontres de groupe : dispersions des personnes dans le monde, conflits d'horaire, refus purs et simples, etc. Dans certains cas, les militant·e-s d'autrefois sont devenu·e-s les politicien·e-s d'aujourd'hui. Mais le plus souvent, c'était

l'impossibilité de les retracer qui nous faisait obstacle. Faute de carnets d'adresses ou d'archives claires, remonter la généalogie des militant·e·s n'était pas chose facile. Les quelques rencontres individuelles ont tout de même posé des jalons importants à notre travail; elles ont rendu possible l'émergence d'une lecture plus subjective des événements, plus ancrée dans les sensibilités de l'époque. Elles ont aussi fait ressortir des contre-histoires, des événements, débats et anecdotes qui sont passées entre les mailles des récits officiels.

Plus les années nous éloignaient de l'époque étudiée, plus nos réseaux faisaient défaut. Pour les périodes où nous ne disposions que de quelques fragments d'histoire et d'à peu près personne vers qui nous tourner, nous nous sommes appuyé·e·s sur une revue de littérature. Or, aucun·e de nous n'est spécialisé·e en histoire ou en archivistique. Nous avons donc appris en fouillant les classeurs et les procès-verbaux pêle-mêle, en parcourant les quelques articles et ouvrages qui traitaient directement ou indirectement de la question. Quiconque a fréquenté le milieu associatif étudiant sait quel fouillis cela peut représenter.

Avouons-le : le travail qu'exigeait une telle entreprise dépassait de loin nos capacités et le temps dont nous disposions. Déjà, ce qui devait être zine est devenu livre, et ce qui devait ne prendre qu'une session a pris plusieurs années. Nous n'avons pas la prétention de l'exhaustivité. Bien au contraire, nous souhaitons que les militant·e·s

d'aujourd'hui comme d'hier se réapproprient leurs histoires comme nous nous la sommes réappropriée. Chaque fois que c'était possible, nous avons essayé de laisser les militant·e·s parler d'elles et d'eux mêmes. Les éclats de ces voix parsèment tout l'ouvrage : poèmes, analyses, récits, manifestes, bilans. Nous avons essayé d'inclure autant de manières de raconter ces histoires qu'il y en a eu de les vivre. Cette polyphonie fait peut-être toute la valeur de notre approche. Plutôt que de réduire les contradictions au minimum, d'établir un seul récit linéaire, nous avons préféré assumer les ruptures autant dans la forme que dans le fond, entre nous comme entre les différentes personnes qui nous ont prêté leurs récits.

C'est aussi pourquoi nous invitons toute personne qui se sent concernée à faire revivre la chaîne de la mémoire orale et écrite à critiquer et à nous critiquer, mais aussi à poursuivre le travail de défrichage que nous avons entrepris, à l'enrichir de nouvelles histoires et de nouveaux savoirs de toutes sortes. Nous lançons un appel à entreprendre la création de mémoires communes pour tous les groupes, qu'ils soient ou non universitaires, afin d'enrichir d'expériences singulières la courtepoinTE des contre-histoires. Les savoirs qui sont ici partagés ne doivent pas demeurer sur les tablettes, pas plus qu'ils ne doivent faire « autorité ». Nous ne visons pas à fournir des leçons faciles ou des solutions pratiques et concrètes mais à reprendre le contrôle des récits susceptibles de garder vivant ce feu qui nous anime.

**Oser s'élever contre le
pouvoir;
Bribes d'histoires
de 1919 à 1968**

Joëlle Dussault

Au début, la montagne

À quel moment un contrepouvoir s'installe-t-il au sein d'une institution? Quels sont les facteurs de mobilisation pour s'y organiser collectivement? Quand peut-on identifier la formation d'un mouvement étudiant dans l'histoire de l'Université de Montréal? Puisque les archives de l'époque sont fragmentées, ce chapitre se propose de révéler quelques moments, des bribes d'histoire des débuts d'une mobilisation étudiante à l'UdeM pour répondre à ces questions. C'est à travers ces histoires que sont illustrées les premières tentatives de formation d'un mouvement étudiant cohérent et organisé.

Dès sa fondation en 1878, l'UdeM est déjà bien structurée puisqu'elle est en fait issue de l'Université Laval, à Québec. Son campus se situe dans le Quartier Latin de Montréal et on y enseigne trois disciplines: la théologie, le droit et la médecine, avec un total de 86 étudiant-e-s. Entre 1919 et 1928, trois feux auront raison de l'université alors située sur la rue St-Denis, poussant l'administration à investir dans la construction de bâtiments situés sur le Mont-Royal. À son inauguration en 1943, le chancelier Mgr Joseph Charbonneau ne manque pas d'enthousiasme : « En 1643, M. de Maisonneuve plantait la croix sur la montagne de Montréal. À 300 ans de distance, nous inaugurons, sur cette même montagne du Mont-Royal, la Cité du savoir »¹. Running gag qui traverse

les âges, l'architecture du pavillon principal de l'Université laisse quelque peu à désirer. Une grande tour, communément appelée le phallus, permet à la succession de recteurs de regarder de haut le campus universitaire. Loin de la base, loin des gens, mais surtout représentative d'une culture hiérarchique et méritocratique contestée par les différentes générations militantes de l'UdeM.

L'organisation des étudiant-e-s en groupes politiques n'a pas lieu dès la fondation de l'UdeM puisque le contexte s'y prêtait peu. À l'époque, le clergé représente un obstacle important : sa rigidité organisationnelle, qui gère l'ensemble de la vie universitaire, freine tout élan de mobilisation. Aussi, malgré l'enthousiasme que provoque la relocalisation du campus, le cœur militant et intellectuel reste dans le quartier latin, au bas de la montagne, où les étudiant-e-s se réunissent selon leurs idéologies et non autour d'un sentiment identitaire lié au statut étudiant. C'est aussi que le statut universitaire n'a aucune crédibilité à cette époque qui considère les étudiant-e-s comme des enfants. Sans propriété, mariage ou emploi, leur raison dépend encore de celle de leurs parents. Impossible, alors, de voir ce groupe comme un égal qui pourrait avoir une voix politique.

Influences idéologiques et structuration du mouvement étudiant

La première association étudiante de l'UdeM émerge en janvier 1922 : la l'AGÉUM,

¹ Site web de l'Université de Montréal pour ses 125 ans d'histoire. «1943: Le phare sur la montagne»; consulté en ligne le 10 octobre 2016: <http://www.125.umontreal.ca/histoire/1943-a.html#a>

l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal. Cette dernière n'a ni constitution, ni assemblée générale, ni mécanisme d'élection avant 1940. À cette époque, l'AGEUM se veut moins politique que sociale : « Ses activités visent alors essentiellement à planifier des services, des manifestations culturelles, sportives et religieuses »².

Mais à travers toutes ces années, où sont les femmes? On ne sait pas trop. Aucune archive consultée ne témoigne de la présence des femmes dans l'implication politique étudiante de l'époque. Les premières cohortes de l'UdeM se composent entièrement d'hommes blancs qui ont pu avoir accès au collège classique. Lorsqu'on apprend que le premier diplôme de baccalauréat décerné à une femme dans l'histoire du Canada français est en 1911 à Marie Gérin-Lajoie à l'Université de Montréal, on se doute que la place des femmes était restreinte et fragile. Il est choisi de tout de même féminiser le contenu de ce chapitre pour rendre justice aux combats que les femmes ont dû faire pour avoir accès à l'université et pour y rester.

Encore à ses premiers développements, le mouvement étudiant de l'UdeM s'organise d'abord au travers de la FNEUC, Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens. Fondée en 1926, elle émerge dans

la foulée des grands mouvements idéologiques internationalistes. Elle vise d'abord à rassembler l'ensemble des étudiant-e-s du Canada selon une perspective marxiste qui oriente la façon dont le mouvement se structure et se lie à d'autres organisations. Malgré les réticences de l'administration, les débats à propos des conditions matérielles de vie ne manquent pas de visibilité au sein de l'UdeM. La vie politique du campus reste tout de même centrée sur des enjeux qui lui sont extérieurs et sert de lieu de rassemblement autour de questions sur la politique internationale.

Transnationalisme et influences marxistes

En 1946, l'Union internationale des étudiants (UIE) est formée. Elle regroupe des associations étudiantes de 72 pays différents autour du projet marxiste de l'organisation d'une lutte de classe transnationale. La FNEUC prend part à cette organisation qui tente de regrouper des associations de pays de l'est et de l'ouest de l'Europe, alors même que la situation politique internationale les sépare idéologiquement. Le Coup de Prague en 1948 (la prise de pouvoir par le parti communiste en Tchécoslovaquie) génère de telles tensions que les enjeux étudiants se retrouvent relégués à l'arrière-plan des questions idéologiques et nationalistes.

La tendance internationaliste à l'Université de Montréal influence le choix des réseaux que les militants et les militantes développent. Puisque le mouvement étudiant se

² Division de la gestion des documents et des archives,
Université de Montréal. Association générale des étudiants de
l'Université de Montréal

concentre sur les opportunités de mobilisation proposées par les acteurs de différents pays, la scène politique locale est désertée par les groupes étudiants. C'est dans ce contexte que Denis Lazure, président de l'AGEUM et délégué aux affaires internationales de la FNEUC, met en 1950 beaucoup d'énergie à la sauvegarde de l'UIE. Les étudiant-e-s de l'Université de Montréal ont alors l'espoir de conserver une fraternité mondiale grâce à la centralisation que permet l'UIE, malgré les conflits internes. C'est dans cette optique que Lazure, accompagné de William Turner de l'Université de Toronto, se fait mandater pour aller à Prague au Congrès mondial des étudiants de l'UIE. Cette décision a pour objectif de consolider les alliances et les convictions idéologiques dans le but d'organiser des actions collectives concertées.

Une fois arrivés aux rencontres de l'UIE, Lazure et William constatent cependant que les conflits entre nations bloquent les opportunités de solidarité. L'investissement stratégique transnational ne fonctionne pas; après la désillusion vécue devant le peu de possibles réels qu'offrait la structure de l'UIE, la FNEUC et l'AGEUM décident de se retirer de l'Union internationale des étudiants et d'investir autrement la politique en tant que groupe étudiant.

Les études universitaires en français et accessibles : échelle nationale de mobilisation

La désillusion vécue avec l'UIE et les problématiques locales orientent les

étudiant-e-s de l'UdeM vers une mobilisation à l'échelle nationale, qui devient, elle aussi, difficile. La solidarité pancanadienne est en fait une alliance fragile, tiraillée par la lutte interne des universités francophones pour leur représentation et leur inclusion. Ceci dit, « à défaut d'un meilleur modèle organisationnel, elles vont tenter tantôt de la réformer, tantôt de s'en dissocier »³. Le conflit prend racine dans les défis de communication entre les groupes étudiants anglophones et francophones de la FNEUC. Les débats, tous en anglais, sont mal compris des étudiant-e-s francophones. La barrière de la langue et le manque de référents communs nuisent à l'échange en compliquant non seulement les débats, mais aussi le passage à l'action.

Face à ce problème, les étudiant-e-s de l'Université de Montréal fondent, en 1950 via l'AGEUM, l'ACULF : l'Association canadienne des universitaires de langue française. Celle-ci a pour objectif de prendre une place dans le mouvement étudiant national et donc, d'établir un rapport de force envers la FNEUC. Cette initiative ne réduit absolument pas les tensions, de sorte que l'AGEUM quitte la FNEUC en 1952, d'abord temporairement, puis définitivement en 1953.

À cette époque, les divisions identitaires à l'UdeM se font sur deux fronts principaux : d'une part via l'influence catholique et d'autre

3

Division de la gestion des documents et des archives,
Université de Montréal. Association générale des étudiants de
l'Université de Montréal

part via la séparation idéologique binaire entre les théories communistes et les traditions conservatrices. En filigrane de ces dissensions, la portée de l'appel au conservatisme de l'Église catholique oriente le débat entre tradition et changement social, un appel auquel plusieurs étudiant·e·s répondent. Par exemple, à l'UdeM, le groupe PaxRomana crée une cellule autonome à l'université qui lutte pour la rechristianisation de l'éducation et contre le communisme comme orientation politique du mouvement étudiant⁴.

Les réactions étudiantes au rapport Massey, publié en 1951, témoignent de ces divisions. Ce rapport, qui porte sur l'état des arts et de la culture au Canada, contient une recommandation à propos l'investissement financier de l'État dans le milieu universitaire. Bien que l'AGEUM salue la proposition de financement public des universités, le manque d'intérêt envers la question de l'accessibilité et de la langue d'enseignement déçoit. En effet, il y a un gros problème d'accessibilité aux études supérieures pour la plupart des jeunes montréalais·e·s unilingues francophones, souvent issus de milieux catholiques défavorisés, qui n'ont ni l'opportunité d'accéder au collège classique, ni à l'université. Le problème de la distance géographique est lui aussi écarté. L'AGEUM dénonce qu'il ne soit pas question d'une décentralisation des campus vers des zones plus accessibles pour les

familles rurales du Québec. Le rapport Massey est donc dénoncé par l'AGEUM comme une négation des conditions matérielles de vie des étudiant·e·s francophones et comme un choix de ne pas les considérer dans les changements à apporter au système d'éducation du Québec.

Mouvement anti-duplessiste et censure

Dans la foulée du développement national du mouvement étudiant francophone, les mesures que le gouvernement de Maurice Duplessis applique à la province aiguillent le travail local des étudiant·e·s de l'UdeM. Fervent traditionaliste, Duplessis valorise les valeurs de l'Église catholique et du traditionalisme conservateur. Spécialiste des grands discours démagogiques, de la corruption et du trafic de résultats électoraux, les considérations estudiantines sont loins de faire partie de ses priorités. Dans cette logique, le Quartier Latin est l'objet d'une censure littéraire qui le contraint à orienter largement ses publications politiques. Devant l'obligation de se conformer à l'opinion de deux modérateurs sélectionnés par le recteur de l'université, le journal, lu à travers Montréal, devient apolitique pendant plusieurs années.

Contre ce contrôle arbitraire, un mouvement de protestation s'organise sur le campus. Il donne lieu, en octobre 1950, à une manifestation étudiante sur le thème du droit étudiant. Cette dernière interrompt la parade annuelle organisée par l'université. L'AGEUM réussit à chambouler la rentrée scolaire grâce à cette action directe qui rend visible la

⁴ Neatby, N. (1997) Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme. McGill Queen University Press.

dissidence au sein des murs de l'UdeM⁵.

En 1956, la politique partisane envahit l'ensemble du mouvement étudiant de l'UdeM. Le déclenchement d'élections provinciales et municipales soulève des questions quant à la direction idéologique que prend le Québec. Les enjeux locaux sont délaissés au profit des campagnes électorales dans lesquelles les associations s'investissent. Deux figures charismatiques incarnent le débat entre tradition chrétienne et modernité : Maurice Duplessis d'un côté et Jean Drapeau de l'autre. Le premier, politicien provincial de l'Union Nationale prône les valeurs traditionnelles et la religion catholique comme fondements des institutions. Jean Drapeau, « Ti Jean », amène des idées plus libérales qui renouvellent la vision de la politique municipale dans une perspective de revitalisation urbaine. D'ailleurs, c'est assez troublant de lire l'idéalisation qui est faite du personnage qu'était Ti-Jean. Peut-être est-ce plus facile rétrospectivement, mais la destruction, l'invisibilisation et le mépris que Drapeau avait envers les gens des quartiers défavorisés de Montréal ne donne en aucun cas l'envie de l'opposer à Duplessis sous la figure du bon politicien novateur.

La même année, la victoire de l'Union Nationale au niveau provincial provoque une mobilisation large chez les étudiant-e-s francophones qui veulent lutter contre l'influence duplessiste à l'université. Plus encore, la volonté de penser autrement la politique qu'à travers les discours partisans

aide à mobiliser les groupes de l'UdeM et revendiquer des structures officielles pour s'organiser politiquement. Les étudiant-e-s de l'UdeM militent notamment pour la création d'un département de sciences politiques, car « de l'avis de ces jeunes universitaires, il faut reconnaître que, dans l'ensemble, les Canadiens français n'ont pas les outils qui puissent former leur sens critique des événements publics et politiques »⁶. Directement tourné-e-s vers l'État dans leurs revendications, les étudiant-e-s se mobilisent pour avoir accès à une formation qui soutient le développement d'une pensée critique. Les étudiant-e-s obtiennent gain de cause en 1959 avec l'inauguration du département de sciences politiques.

Structuration locale du mouvement étudiant

Balbutiements d'une grève locale, le changement de stratégie d'action échoue

À la fin des années 50, la question de l'accessibilité à l'université pour les francophones agit comme levier dans l'expérimentation de nouvelles stratégies d'action collective. 1956 marque la première grève étudiante à l'UdeM.

Dans cet élan, le comité de direction de l'AGEUM fonde en octobre 1956 le Comité de vigilance pour étudier les moyens de pression dans la lutte pour l'accès aux études post-

5 Voir page 33.

6 Robichaud, J. « Les Canadiens français et la politique fédérale ». Quartier Latin, p. 9, 6 décembre 1956

secondaires. Or, au même moment où l'échelle d'action des étudiant-e-s change (devenant plus locale), leurs stratégies d'action aussi. C'est un moment très intéressant parce qu'il foisonne d'innovations, d'expérimentations, de curiosité. Pourtant, ces nouveaux moyens d'action n'ont pas d'appui substantiel et connaissent un succès plus ou moins retentissant.

L'objectif de la campagne de 1956 est très simple: proposer treize recommandations à la direction de l'université pour améliorer la qualité de la vie étudiante. Les recommandations cernent différents thèmes : la démocratisation, l'accès aux études avancées et même la gratuité scolaire! Complètement dirigée vers l'autorité rectorale, la mobilisation pour la grève échoue. En quelques années seulement, les étudiant-e-s de l'UdeM ont complètement changé leurs stratégies d'action. Délaissant les luttes idéologiques et les alliances internationales, les militant-e-s s'intègrent à une échelle politique plus locale et se concentrent maintenant sur des enjeux liés au milieu étudiant québécois. En ce sens, l'AGEUM opère une refonte de sa charte en 1957 qui officialise le rôle d'abord politique de l'association étudiante.

Jusqu'alors, les étudiants s'identifiaient au nom de «carabins», bizarrement féminisé en «pouchinettes». Ces termes étaient directement associés à une vision de l'implication étudiante selon des considérations de loisir, alors que le politique était laissé aux partis officiels. Les changements apportés à la charte orientent dorénavant le rôle de l'association vers une représentation politique des étudiant-e-s.

Le rôle de l'organisation n'est plus uniquement d'alimenter la vie sociale, mais bien d'investir un rôle politique au sein de la communauté étudiante.

Gratuité, grève et nouvelles tactiques

Les changements effectués dans les orientations des implications étudiantes ont tôt fait d'être mis à l'épreuve par le gouvernement provincial de Duplessis. En juillet 1957, le gouvernement annonce une hausse des frais de scolarité de 25 %. Alors que les étudiant-e-s sont de plus en plus mobilisé-e-s autour de l'accessibilité aux études, cette nouvelle vient toucher directement leurs préoccupations et leur confirme qu'elles ne sont pas considérées comme un groupe politique qui a son mot à dire.

Mobilisation provinciale et importance des médias

Dès l'automne de 1957, les associations étudiantes organisent une lutte contre la hausse des frais de scolarité. Étant donné que l'adversaire a des moyens largement plus puissants que les leurs, les associations laissent leur stratégie d'action être largement influencée par le calcul des réactions médiatiques. Le jeu médiatique se fait sur deux aspects : d'abord, rejoindre l'opinion publique (en considérant qu'une certaine approbation du public donne légitimité sociale). Des lettres d'opinion sont rédigées et envoyées à différents journaux

du Québec par les étudiant.e.s pour expliquer leurs points de vue sur la libéralisation de l'éducation. Aussi, les médias deviennent un moyen de rivaliser avec le gouvernement. Celui-ci utilise fortement la presse pour y faire valoir ses positions et pour discréditer, au passage, les étudiant.e-s et leurs idées de gratuité. L'utilisation des médias prend une telle envergure au cours de la campagne que, pendant plusieurs mois, ce sont les journaux qui font office de canal de communication entre les deux parties qui y débattent publiquement.

En plus de se créer une stratégie médiatique, les associations étudiantes des différentes universités décident de former un nouvel organe national dans une nouvelle tentative d'union entre les universités québécoises. La Coalition des présidents des universités du Québec (la PUQ) naît en 1957 et se met rapidement en action. La PUQ rallie l'ensemble des étudiant.e-s des différentes universités du Québec (sauf Sherbrooke). L'objectif : devenir un acteur d'envergure et gagner du poids dans le rapport de force contre le gouvernement duplessiste. À travers l'organisation de la PUQ, chaque association universitaire accepte le mandat de préparer un mémoire sur l'éducation pour ensuite les synthétiser en un document signé au nom de la PUQ. Adressé au premier ministre de la province, le mémoire paraît le 8 janvier 1958. Dans cet élan, les étudiant.e-s de l'UdeM organisent une campagne d'information ainsi qu'un symposium qui questionne la responsabilité individuelle et collective du financement des universités francophones. Plus précisément, cette rencontre aborde la

question de « La participation au financement d'universités de langue française au Québec: a) de l'étudiant b) de la société c) de l'État provincial »⁷.

Parmi les groupes sympathisants qui aujourd'hui peuvent nous sembler inusités, c'est la Société Saint-Jean-Baptiste qui organise du 7 au 9 février 1958 à l'UdeM une conférence provinciale sur l'éducation. Étant l'un des groupes les plus actifs de l'époque, les militant.e-s de l'UdeM perçoivent cette présence comme un encouragement et un gain de crédibilité. À l'époque, on qualifie cette conférence d'états généraux de l'éducation, regroupant 130 délégué.e-s et 700 observateurs et observatrices. Sans se positionner vraiment sur la hausse des frais de scolarité ou sur la gratuité scolaire, on souligne que l'heure est au changement et que la logique opérationnelle de Duplessis est désuète dans le domaine de l'éducation. Parmi les grands changements observés à cette conférence, on remarque que les laïcs s'intéressent de plus en plus à l'éducation, domaine encore chapeauté par l'Église.

Avec tous ces événements, les militant.e-s étudiant.e-s ont l'impression d'être à l'avant-scène politique. Ils et elles pensent avoir, pour la première fois, un impact social et politique, alors qu'elles constituent un groupe sans position sociale a priori valorisée. À

⁷ Neatby, N. (1997) Carabins ou activistes? L'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme. McGill Queen University Press. p.120.

travers les publications journalistiques, la PUQ somme Duplessis de la rencontrer pour parler de leur mémoire et de l'avenir de l'éducation au Québec. La PUQ propose même plusieurs dates de rencontre, mais n'obtient aucune réponse.

UdeM la radicale

Les mois de mobilisation à l'échelle provinciale donnent suffisamment confiance aux étudiant-e-s pour qu'elles augmentent la pression sur le gouvernement. Sous l'égide de la PUQ, elles parlent de plus en plus d'une grève étudiante pour forcer Duplessis à les rencontrer. Des derniers mois de mobilisation émerge un slogan aux airs nouveaux de syndicalisme de combat: « Nous sommes 21 000, prenez garde.»

Lorsque Duplessis sent que la menace est bien réelle, il laisse savoir, via les journaux, que le temps lui manque pour lire le mémoire et recevoir les étudiant-e-s, mais qu'il l'étudiera avec un soin particulier⁸. Face à sa réponse jugée de mauvaise foi, le mouvement étudiant n'abandonne pas l'idée de la grève. Le 6 mars 1958, une journée de grève est votée par référendum à la grandeur de la province. Il s'agit de revendiquer une meilleure accessibilité aux études supérieures et d'exiger que le Premier Ministre lise leur mémoire. Alors que les universités Bishop, Laval, McGill, et Sir George William votent pour une grève limitée (Sherbrooke vote contre la grève), les étudiant-e-s de l'Université de Montréal votent

pour une grève générale illimitée, une première dans l'histoire du militantisme étudiant au Québec⁹.

Le même jour, 150 étudiant-e-s de l'UdeM bloquent les voies d'accès aux bâtiments universitaires grâce à des lignes de piquetage. Il s'agit d'un nouveau genre d'action directe pour eux et elles. La grève et le piquetage fonctionnent et ont pour effet d'empêcher la tenue des cours. Certains allié-e-s extérieur-e-s viennent en renfort cette journée-là, non seulement pour augmenter le nombre de grévistes, mais aussi pour aider à la réussite des actions. Ainsi, le Congrès du travail du Canada (CTC) et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) sont présents pour les supporter. Le directeur des affaires externes de la CTCC passe les jours précédents la grève avec les étudiant-e-s pour partager le savoir des travailleurs et travailleuses sur plusieurs types de moyen de pression.

La journée de grève est aussi l'occasion de remplacer le savoir institutionnel par une réflexion critique : des détracteurs de l'Union Nationale participent à une conférence publique que les militant-e-s organisent à l'UdeM. André Laurendeau, Jean-Louis Gagnon, René Levesque, Gérard Pelletier et Pierre Elliott Trudeau répondent à l'appel pour présenter leurs réflexions sur le système d'éducation et la gestion politique du gouvernement duplessiste. Importants dans la mobilisation, certains journaux prennent publiquement position en

faveur du mouvement étudiant. Guy Lamarche, ancien journaliste du Devoir, explique que c'est le pouvoir discrétionnaire de l'État, de l'Église et des compagnies privées qui est profondément critiqué par les étudiant-e-s, et donc par tous les groupes progressistes qui les appuient¹⁰. Bien qu'il n'y ait pas d'incident notable durant la journée de grève, une cinquantaine de policiers municipaux passent la journée sur le campus, aidés d'une escouade étudiante bénévole de surveillance. Si la perspective d'un corps policier estudiantin volontaire puisse soulever quelques nausées, il souligne bien les tensions internes. Ceci dit, les militant-e-s considèrent la journée de grève comme une victoire grâce à son efficacité, mais aussi grâce au sérieux des militant-e-s et de l'ordre qui y avait régné, des critères qui, selon les archives consultées, leurs sont importants. Malgré le sentiment de victoire, illes semblent bien reconnaître que quelques heures de contestation ne peuvent suffirent à effacer vingt ans de conservatisme.

Derrière la question de l'éducation se trouve cependant un enjeu plus profond, car l'organisation du système d'éducation et les voix émergentes pour sa démocratisation vont de pair avec le libéralisme qui s'installe au Québec. Ce sont ces mobilisations qui sont en amont d'une réflexion large sur le fonctionnement sociétal et l'orientation politique des grands systèmes collectifs développés au Québec.

10 Labrecque, J.-C. (1990) L'Histoire des trois. Office national du film, Montréal.

Les trois braves

Dans la foulée de la journée de grève, trois étudiant-e-s de l'UdeM partent à Québec avec l'objectif de faire un sit-in dans l'antichambre du bureau du premier ministre Duplessis. Jean-Pierre Goyer, Francine Laurendeau et Bruno Meloche s'y rendent avec le mémoire de la PUQ en main. Première surprise, il n'y a pas d'antichambre! À la place, illes s'adressent à l'adjoint de Duplessis et errent aux abords du bureau.

Jour après jour, « les Trois » tentent de présenter le mémoire et d'obtenir une rencontre entre Duplessis et la PUQ, essayant des refus systématiques. Goyer, dans une entrevue faite des années plus tard, décrit l'importance de ce geste, alors que chaque jour, trois étudiant-e-s s'immiscent physiquement dans des sphères politiques noyautées en y questionnant la légitimité populaire des décisions : « À chaque fois, on frappait les murs du pouvoir »¹¹. Leur initiative est d'abord personnelle, mais ensuite soutenue par des groupes importants de l'époque, comme la Confédération des Syndicats nationaux (CSN). Plus les jours avancent, plus les journaux en parlent. Le sit-in est bientôt soutenu par l'ensemble des conseils étudiants de la province qui nomment les Trois officiellement mandataires de la PUQ.

Premiers balbutiements d'occupation dans l'histoire militante étudiante du Québec, les Trois occupent les couloirs du bureau du premier ministre pendant trois mois. Un

11

Idem

capital de sympathie grandit constamment à leur égard, notamment grâce à la couverture médiatique qui en est faite. Pour les Trois, l'objectif du sit-in représente bien plus qu'une rencontre avec le premier ministre. Leur présence conteste le paternalisme et le favoritisme. Dans les entrevues qu'elles donnent, elles critiquent les faveurs que le gouvernement octroie à certaines universités, dénoncent le financement arbitraire de celles-ci et la restriction de l'accès aux savoirs universitaires. Dans un entretien avec Radio-Canada, Goyer dit qu'il milite à l'époque pour que «l'instruction soit une question de talent et non d'argent». L'éducation est encore destinée à une classe privilégiée. À titre d'exemple, l'Université de Sherbrooke reçoit 300 000\$ de la part du gouvernement au lendemain de son refus d'aller en grève. Une grosse somme d'argent qui envoie un message très clair : la politique est l'affaire du gouvernement, ne vous en mêlez pas¹².

Une autre lutte se joue au même moment, moins visible, mais toujours présente; la place des femmes dans le mouvement étudiant. Intégrer Francine Laurendeau est d'abord une tactique pour attirer l'attention médiatique. Au départ, les deux militants ne veulent pas d'une femme. Ils disent même n'avoir aucun souvenir d'une femme qui se soit impliquée dans le mouvement étudiant. Chaque jour, Francine Laurendeau est perçue d'abord comme une femme et ensuite comme une militante. Elle ne dort pas dans la même chambre que les hommes, on lui cède

le passage à l'entrée de l'Assemblée nationale, on l'appelle mademoiselle et on commente ses vêtements. Dans une entrevue donnée à René Lévesque, Laurendeau défend clairement le rôle social et politique des femmes : « il faut cesser de revendiquer nos droits, il faut qu'on les prenne »¹³.

Après une centaine de jours, les Trois cessent d'occuper les devantures du bureau de Duplessis pour mener le débat dans la population. Leur appel est clairement entendu et de nombreuses actions se poursuivent partout au Québec. Leur retour à l'UdeM est cependant moins glorieux. Comme c'est le cas pour beaucoup de militant-e-s, les Trois vivent les conséquences personnelles de cette action collective. Elles perdent notamment leur année scolaire, décision du recteur de l'Université, fidèle ami du pouvoir¹⁴.

Développement du « statut universitaire » au Québec

Les luttes et les changements dans l'organisation étudiante donnent aux militant-e-s une nouvelle crédibilité. À partir des années 60, le mouvement étudiant consolide son rôle et clarifie sa structure au niveau local et provincial. Sortis de l'ère duplessiste, les groupes étudiants prennent cette opportunité politique pour se construire comme acteur d'influence. C'est dans un contexte où l'État prend plus de distance face à l'Église et que les

12 Scallon-Chouinard, P. (2012) « Les Trois Braves et la grève étudiante de 1958: entretien avec Francine Laurendeau ». Histoire engagée, consulté sur <http://www.histoireengage.com>

13 Labrecque, J.-C. (1990) L'Histoire des trois. Office national du film, Montréal.

14 Voir page 34.

conditions de travail et les mesures de santé s'améliorent que les étudiant-e-s commencent à investir d'autres sujets de revendications.

L'identité politique étudiante commence à prendre forme. En 1961, l'AGEUM adopte la Charte de l'étudiant universitaire qui s'inspire des principes de la charte de Grenoble. Cette dernière propulse les luttes de reconnaissance du statut étudiant à l'avant-plan des mobilisations. C'est à partir de la Charte de Grenoble que l'on reconnaît les étudiant-e-s comme des travailleuses et travailleurs qui ont des droits et des besoins essentiels pour contribuer à la société. Cette initiative aide la conception de l'université non pas comme un lieu clôt d'érudition ni comme l'espace pour la croissance d'une élite, mais bien comme un espace d'apprentissage qui permet un épanouissement individuel et collectif.

Du côté de l'UdeM, le mouvement étudiant s'inscrit de plus en plus dans son milieu de vie en créant, en 1962, l'Organisation anticapitaliste et pro-ouvrier, le Comité de lutte et finalement l'Organisation politique des étudiants de l'Université de Montréal (OPEUM). Une vision combative se retrouve dans l'ensemble de ces groupes en émergence sur le campus. La vie universitaire devient de plus en plus teintée d'une solidarité anticapitaliste étudiante qui soutient les mobilisations des autres corps de l'université. À titre d'exemple, les étudiant-e-s tiennent, en 1962, une journée de grève en support aux employé-e-s de l'Université qui réclament leur droit de syndicalisation. La participation des

étudiant-e-s est perçue comme un élan de solidarité entre travailleurs et travailleuses d'un même milieu. La vie sur le campus et le travail intellectuel prennent une toute autre signification, dorénavant associés au concept de travail et à la contribution des travailleurs et travailleuses au sein de la société.

Laïcisation et prise en charge étatique de l'éducation

À travers ce vent de changement, dans lequel les autorités universitaires et ministérielles sont constamment interpellées, l'université s'éloigne des études classiques. Elle intègre des domaines non professionnels et laïcs qui comprennent une analyse critique, comme le département de sciences politiques et en 1961 son département d'anthropologie.

Ce n'est une surprise pour personne, le Rapport Parent est à la fois une victoire pour les groupes de mobilisation de toutes les universités et un point de départ pour une conception renouvelée des études. En 1965, l'éducation au Québec devient enfin laïque et est maintenant prise en main par le tout nouveau Ministère de l'Éducation. À l'Université de Montréal, la décision est officialisée avec le premier recteur laïc : Roger Gaudry. Dès sa nomination, il souligne que « c'est le fait d'être une des plus grandes universités d'expression française au monde qui caractérise l'Université de Montréal, et non son caractère religieux », rompant avec la tradition catholique des quatre précédents recteurs.

Parallèlement à ces changements structuraux, le mouvement étudiant au Québec continue son essor, notamment avec l'arrivée de nouveaux et de nouvelles actrices dans le milieu étudiant. Étudiant de l'Université de Montréal, Bernard Landry est parmi les fondateurs de l'UGEQ, l'Union générale des étudiants du Québec (1964- 1969). À travers sa volonté de regroupement de l'ensemble des groupes étudiants, l'UGEQ a pour revendication principale la gratuité scolaire pour tous les paliers d'éducation. L'AGEUM y participe, tout en organisant une mobilisation locale par des manifestations et l'opération Gratuité scolaire.

C'est à la fois grâce à la conjoncture politique et à la mobilisation étudiante que plusieurs systèmes, encore aujourd'hui si précieux et fragiles, font leur entrée au Québec. L'Aide financière aux études est créée en 1966 et représente un gain remarquable dans la lutte pour l'accessibilité aux études post-secondaires. Évidemment, 20 % du budget est amputé dès l'année suivante. Dans le même élan, c'est le 29 juin 1967 que l'on met sur pied les Cégeps. Ce palier d'étude supplémentaire permet un accès facilité aux familles plus défavorisées à des études post-secondaires. La massification de l'éducation élargit le bassin d'étudiant-e-s, permet de pousser les réflexions et d'user de nouveaux moyens d'action. Ces changements mettent en place des conditions pour une mobilisation d'une plus grande ampleur, à laquelle les étudiant-e-s de l'Université de Montréal ne manquent pas de participer.

Quartier latin, 3 octobre 1950.

LÂCHER SON FOU

Il n'existe aucune tradition qui dit que notre parade universitaire doit être insensée. La seule tradition qui devrait nous inspirer c'est que la parade est la plus grandiose manifestation de notre exubérance et de notre désinvolture; c'est l'occasion unique pour chaque étudiant de lâcher son fou. Celui que les études rendent crispé, celui qui se voit condamné à être toujours sérieux, celui qui a besoin d'air, c'est pour chacun d'eux que la parade est inventée.

Judi le 5 octobre l'AGEUM va "lâcher son fou", mais un "fou" sérieux. Nous pourrions bien simplement descendre dans la rue, crier et brandir des pancartes en couleurs. Mieux que cela: nous allons crier pour quelque chose et nos pancartes auront un sens. Le thème de notre parade cette année c'est: DROITS DES ETUDIANTS.

Nous sommes citoyens de la société au même titre que l'ouvrier. Quand l'ouvrier dit: "Donnez-moi un meilleur salaire", l'étudiant dit de son côté: "N'en ajoutez pas sur notre budget". Et quand l'ouvrier dit: "Je veux un meilleur logis", l'étudiant reprend: "Moi j'en veux un!" L'ouvrier possède un syndicat pour s'exprimer ou se défendre; ne serait-il pas normal que notre FÉDÉRATION NATIONALE eut quelques droits, un certain poids. Et il y a la liberté aussi; nous croyons que la liberté est encore la seule pédagogie féconde, et que le reste, éducation d'empêchement, de censure . . ., risque de détériorer ce qu'il veut conserver, c'est-à-dire: la BONNE SANTÉ de l'étudiant.

Nous n'aimons pas être traités comme des enfants. Notre journal est à nous et nous tenons à nous y exprimer tel que ça vient. On veut nous faire taire, adoucir les angles de notre sincérité, mais décidément, cela ne convainc pas.

Les DROITS DES ÉTUDIANTS existent: le droit de s'exprimer librement, le droit de rire quand cela nous plaît, le droit au respect aussi. Droits irréductibles!

Notre parade est un témoignage de notre inépuisable liberté d'étudiants. Nous, les étudiants, nous nous vidons le cœur à notre façon, c'est-à-dire sans façons. Nous ne mettons pas les gants blancs pour dire le fond de notre pensée. C'est moins compliqué comme ça, et cela nous plaît.

Le Conseil de Direction
de l'Association Générale des
Étudiants de l'Université de
Montréal

**Quartier Latin,
extrait d'un article écrit par Les Trois,
19 mars 1958.**

Et quand je considère les problèmes exaspérants dans lesquels se débat mon Université, problèmes qui empêchent son déploiement et sa mise en valeur je ne peux que m'attrister et en éprouver beaucoup d'inquiétude.

Les étudiants de la province ont présenté un mémoire au gouvernement, mémoire qui en définitive demande que soit créé un milieu physique et économique favorable au développement normal et idéal de nos universités qui doivent être avant tout des centres de recherches et de diffusion de la pensée et de la vérité; de cette vérité qui n'appartient à personne mais qui s'appartient à elle-même, parce qu'éternelle et conforme au réel.

Les étudiants des 5 universités ont manifesté publiquement contre la situation intolérable qui est imposée à nos universités et par là même à tous les étudiants de notre province.

Nous sommes ici au Canada, un petit peuple de tradition et culture françaises et nous sommes en train de nous détruire nous-mêmes par l'insuffisance de nos moyens d'expression dans tous les domaines, spécialement dans l'économie et d'éducation.

Notre système d'éducation se débat actuellement dans un marasme sérieux, et grave, il ne réussit pas à mettre en valeur ce que M. J.-Charles Falardeau, vice-doyen des Sciences Sociales à Laval, nommait "notre Ungava intellectuel". Il allait même jusqu'à dire (lors d'une allocution aux étudiants pendant leur grève) que le jour n'est pas loin où il faudra planter partout dans la province des écriteaux sur les-

quels on pourrait lire: "Cerveaux en friche".

La journée de grève fut un cri d'alarme, un effort vers un éveil brutal mais nécessaire et urgent.

N'aura-t-elle aidé qu'à susciter dans tous les milieux responsables une salutaire réflexion qu'elle aura valu la peine. Et quand je dis milieux responsables je pense d'abord et en premier lieu aux gouverneurs de mon Université qui se désintéressent totalement de son avenir, de son intégrité, de sa liberté et de son développement.

Notre manifestation s'est avérée un succès à tous les points de vue. Ordre, discipline et surtout, sérieux. Elle n'a pas apporté la solution immédiate au problème. Il ne fallait pas s'y attendre et personne ne nourrissait cette illusion.

Nous sommes dans le domaine de l'agir, il faut respecter les étapes et l'évolution des esprits et des mentalités et Dieu sait comment l'évolution n'est pas un phénomène courant et propre au Canada français!

Trois étudiants appuyés par votre AGEUM ont posé un geste. Chaque matin, ils se présentent au bureau du Premier Ministre et demandent une entrevue pour les présidents des Universités.

Ensuite ils se rendent à la galerie de la presse transmettre aux journalistes et aux agences de presse les résultats de leurs démarches. Puis ils descendent ensuite à la bibliothèque du Parlement recueillir de plus amples données sur le problème de l'éducation. L'après-midi,

même stage d'études et rencontres avec les officiels de l'A.G.E.L. Le soir, rencontres avec les étudiants et discussions au Centre des Étudiants de Laval.

A quoi sert notre geste? Sera-t-il utile?

Peut-il aider la cause de l'éducation et surtout amener des réformes urgentes.

Nous n'en savons rien et personne ne peut le dire sans émettre des hypothèses et des probabilités. Mais nous sommes certains d'une chose c'est que trois étudiants vont chaque matin demander au Premier Ministre de leur province, d'accorder une entrevue aux 21,000 étudiants qui veulent tout simplement et tout naturellement le mettre au courant des difficultés que nous rencontrons dès que nous formulons le désir et que nous nous efforçons de connaître plus et de nous instruire davantage.

Nous sommes en veilleuse et nous rappelons à toute la province que le problème numéro 1 est présentement la question de l'éducation.

Nous espérons par ce moyen, le plus simple et le plus inoffensif qui soit, forcer et attirer l'attention des gens responsables sur ce problème vital.

En terminant, je vous remercie tous et chacun pour le pain que vous nous envoyez tous les jours.

Québec est une belle ville, la plus jolie de la province. Je vous transmets les saluts de tous vos confrères de l'A.G.E.L.

"Les Trois"

Studio Landry

**1968-2000;
la consolidation
d'un mouvement**

Gabriel Clermont

Hiver 68, les premiers instants de janvier laissent présager le développement d'une contestation radicale. Ce changement se ressent dans le choix des mots alors que « les discours des dirigeant-e-s étudiant-e-s deviennent plus radicaux que ceux de leurs prédécesseur-e-s »¹. À la suite des discours mobilisateurs et des critiques à l'égard du statu quo, une révolte latente s'installe, prélude à un octobre agité. Le 23 janvier 1968, plus de 1 500 étudiant-e-s investissent la colline parlementaire à l'appel de l'Union Générale des Étudiants du Québec, l'UGEQ, pour défendre les revendications étudiantes. Le froid du mois de février ne mine en rien la contestation. Cette mobilisation porte aussi une critique du modèle universitaire, et un groupe d'étudiant-e-s en sciences sociales de l'Université de Montréal signe un manifeste intitulé « L'Université, ou fabrique des ronds de cuir ». La critique est acerbe et sans précédent. Dénonçant la reproduction de la relation paternaliste entre la ou le professeur comme détenteur de la vérité et l'étudiant-e contraint-e à la passivité, ce manifeste est une invitation à repenser l'ensemble des pratiques pédagogiques, avec, en trame de fond, un appel clair à la réappropriation des lieux de savoir.

L'Université de Montréal connaît un mois de février et un mois de mars agités. Se succèdent « une courte grève et une non moins courte occupation des locaux administratifs

de l'Université de Montréal »,² paralysant, du coup, les facultés de sciences sociales et de philosophie. Avec la publication de leur manifeste, les étudiant-e-s réclament de profondes transformations de l'enseignement qu'elles reçoivent. Elles contestent notamment leurs cours magistraux par l'emploi d'une rare violence verbale à l'encontre du corps professoral. Le contenu théorique des cours est, lui aussi, soumis à la critique. Pour les sciences sociales, on exige une meilleure application aux besoins de la société québécoise, principalement pour répondre aux besoins de la classe ouvrière. La métaphore de la « fabrique des ronds de cuir » sous-entend l'éclatement de l'Université en tant que fabrique de futur-e-s bourgeois-e-s. La réplique de l'administration se fait rapidement entendre: elle considère que les recours utilisés par les militant-e-s sont abusifs. Hors de question de négocier l'application des règlements, la grève des cours et examens au département de philosophie doit cesser. La décision est appuyée par les doyens des facultés et par l'Association des professeurs de l'UdeM.

Malgré l'étranglement rapide des initiatives militantes, ces premiers soubresauts revendicatifs ont des retombées bénéfiques. L'une des leçons retenues par les étudiant-e-s est résumée par Louis Falardeau, un militant étudiant de cette époque, qui affirme que « la lutte à l'intérieur de l'université est une perte de temps bien inutile, et que c'est l'université

¹ Bélanger, Pierre, Le mouvement étudiant québécois: son passé, ses revendications et ses luttes(1960-1983), Association Nationale des Étudiantes et Étudiants du Québec, 1984, p.31

²

Ibid, p. 31

bourgeoise comme telle qu'il faut contester »³.

Ce commentaire décrit l'amertume de ceux qui acceptent de s'en remettre à un comité universitaire pour obtenir des réponses à leurs revendications et qui réalisent que le mouvement reste prisonnier du cadre dicté par l'université. Malgré tout, et sans s'en douter, ces militant·e·s de l'Université de Montréal aident à préparer le terrain des contestations futures qui vont s'inscrire dans le contexte des soulèvements de 1968.

Du prélude à l'action ; Octobre 68

La saison estivale, marquée par ses phénomènes migratoires importants et le retour de l'impératif productiviste, est plutôt associée à un redoux militant. Ce désengagement s'observe souvent au moment des vacances scolaires. Pour autant, les premiers instants de l'été 68 s'entament sur une note différente, marqués par « les émeutes de la St-Jean ». Ce qui se présente comme un défilé traditionnel de la fête de la Saint-Jean-Baptiste se teinte d'affrontements violents, où les données statistiques témoignent d'une violence exacerbée: 250 blessé·e·s et plus de 290 personnes arrêtées par les forces de l'ordre. Cet événement sanglant témoigne du malaise profond qui anime le Québec où « la jeunesse s'affirmait de façon bien différente et ne voulait plus seulement se faire entendre; elle désirait briser avec le mépris des politicien·ne·s francophones que l'on associait bien volontiers

à l'establishment anglophone qui contrôle, affirme-t-on, le Québec »⁴. Ici se dessine le refus du titre de serviteur·euse·s soumis·es à une domination coloniale et à une exploitation capitaliste.

Une panique médiatique s'ensuit. « Rentrée sanglante », « octobre rouge », l'emploi des qualificatifs misant sur la peur provoque une suite de déclarations prophétiques et catastrophistes. Le 7 août 1968, quelques semaines avant le début des cours, l'exécutif de l'AGEUM tient une conférence de presse. On y annonce « que les étudiant·e·s ne sont pas satisfait·e·s de la culture qu'elles reçoivent à l'université et poursuivront à l'automne leur contestation ». L'intention, clairement, n'est pas de calmer le jeu. Suite à cette déclaration et à la veille de la rentrée des classes, le président de l'AGEUM assure que « la violence ne viendrait pas des étudiants »⁵ propos aussitôt nuancés par l'affirmation d'une probabilité escalade des affrontements. Nourrie par l'autoritarisme rampant et les méthodes répressives de l'époque, la confrontation paraît inévitable.

« La gaffe de la participation », c'est cette formule que Bédard et Charron, anciens présidents de l'AGEUM et désormais présidents de l'UGEQ, utilisent pour inviter les associations à rompre les liens qu'elles entretiennent avec le gouvernement. Selon

4

Ibid, p. 34

5 BÉLANGER, Pierre, Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983), Association Nationale des Étudiantes et Étudiants du Québec, 1984, p.35

eux, il faut cesser de participer aux comités « consultatifs » qui ne font qu'avaliser les politiques des dirigeants. L'accalmie qui suit la rentrée est rompue le 8 octobre. Cette journée-là, les étudiant-e-s du collège Lionel-Groulx votent à majorité pour une grève générale illimitée et planifient l'occupation de leur institution. Le vote passe avec 508 voix pour, et 331 contre sur 1 100 élèves.

Un déferlement de votes de grève a lieu dans les jours qui suivent. En l'espace de deux jours, plus de cinq cégeps, principalement situés dans la région de Montréal, se joignent au mouvement. En plus du débrayage, des comités d'études au sujet des revendications s'organisent dans de nombreuses autres institutions pour jauger leur éventuelle participation. Dans le cas précis de l'Université de Montréal, les étudiant-e-s de sciences politiques entament une grève. Quatre jours s'écoulent et le mouvement s'étend à dix autres cégeps et gagne lentement les facultés universitaires. À la lumière des résultats des votes de grève et de la réussite des occupations, une euphorie grandissante habite le cinquième étage de la rue Saint-Paul, chef-lieu de l'UGEQ.

La contestation déborde de manière limitée des enceintes collégiales. Elle reste circonscrite aux quelques facultés « considérées plus à gauche ou moins conservatrices »⁶ dans les universités, créant un mouvement quelque peu maladroit. Ce phénomène isole les cégeps, qui luttent contre les pressions grandissantes

⁶ Ibid, p. 41

des administrations locales. Celles-ci marquent la fin précoce du mouvement dès le début du mois de novembre. Pourtant, une deuxième phase de débrayage étudiant se produit quelques semaines seulement après la fin de cette première grève. Les actions se multiplient: sit in au Cégep de Chicoutimi, occupations au Cégep de Jonquière et tentative par un groupe de 500 à 600 étudiant-e-s de forcer les portes des bureaux administratifs au collège Lionel-Groulx, sous les slogans « on veut le pouvoir, on a le pouvoir ». Ce second épisode est très animé. En contrepartie, il connaît une répression tout aussi forte, et, malgré le courage et la diversité des actions entreprises, la grève s'arrête le 9 décembre.

Le temps de la dissolution

Les conséquences immédiates de ce mouvement historique se font sentir très rapidement du côté des associations étudiantes. Sous la pression d'énormes difficultés financières et d'une crise de représentativité démontrée par l'incapacité de remobiliser les étudiant-e-s, de nombreuses associations ne survivent pas à cette conjoncture critique. L'AGEUM n'y échappe pas. L'ensemble de ces difficultés font que l'association finit par se dissoudre dans les mois qui suivent. Plusieurs explications sont proposées pour justifier la fin de l'association. D'abord, on accuse l'AGEUM de nuire à la spontanéité des masses et d'empêcher le développement d'un véritable mouvement de contestation qui part de la base. Autre motif, on soupçonne que l'AGEUM soit instrumentalisée par l'administration de

l'université, puisque certain·e·s étudiant·e·s de l'association siègent aussi dans des instances universitaires. La chute de l'AGEUM symbolise la fin d'une tradition historique avec des revendications bien définies, mais aussi la fin de l'accès à des moyens financiers et techniques énormes qui avaient été très utiles lors des luttes précédentes.

Au fil des diverses phases de la contestation, les étudiant·e·s démontrent leur potentiel et leur capacité de mobilisation pour faire valoir leurs revendications. La fin du mouvement historique de 1968 coïncide avec de nombreux bouleversements au sein de l'UdeM : la dissolution de l'AGEUM et la mise à mort du Quartier Latin par l'admin. Menacée de faillite, l'université saisit l'occasion pour obliger le journal à tenir un référendum pour qu'il obtienne sa cotisation « à la source » (donc pour qu'il soit financé par les étudiant·e·s). Dur revers qu'éprouve le journal qui obtient une réponse négative des étudiant·e·s. Ce verdict tue rapidement le journal, « et tout ce qui restait de militant·e·s combatif·ve·s à l'Université de Montréal »⁷. L'inauguration de l'UQAM offre un nouveau départ pour plusieurs d'entre elleux.

Octobre 70 ou la suspicion devenue reine

Face à un État policier qui s'assume pleinement, l'inquiétude de partager sa classe avec des indic' de la police suscite un

climat de suspicion au sein de l'UdeM. La moindre caractéristique physique différente justifie toute délation : en anthropologie, des étudiant·e·s dénoncent à leur enseignant, Gabriel Gagnon, un individu qu'ils perçoivent comme un infiltré par son âge « au-dessus de la moyenne ». Dans les faits, ce dernier s'avère être un auditeur libre, psychiatre, ami du professeur. Autre exemple, selon *Le Polémique*, le journal étudiant de l'association de sciences politiques, leur association étudiante a été fondée par un indic' au début des années 70. En effet, « la police était tellement bien intégrée que, quelques années plus tard, au début des années 70, un des trois leaders ayant formé l'association des étudiant·e·s de sciences politiques avec notamment Gérard Boismenu (devenu doyen à la Faculté des arts et sciences désormais) étaient justement au service de la police »⁸.

L'apogée de la Crise d'Octobre se manifeste par une série de réunions et d'appels à la solidarité au sein de l'UdeM. Plusieurs militant·e·s participent à la création du « comité québécois des défenses des libertés » qui organise de nombreux événements pour exiger la libération de leurs camarades arrêté·e·s lors de la nuit de la matraque. Illes veulent aussi les soutenir lors des procès qui rythment la crise. Outre le comité, un mouvement de débrayage de deux jours débute à l'UQAM et à l'UdeM pour revendiquer la libération des prisonniers et prisonnières politiques. Le Quartier Latin, récemment ressuscité, n'est pas exempt de

cette répression et voit même sa cinquième édition retardée suite à une perquisition à ses bureaux. Malgré la tension et la peur qui habitent les rues de Montréal, malgré la présence de l'armée et les descentes policières, les cours sont maintenus. Selon beaucoup de professeur·e-s, la décision se justifie dans la proximité des autorités universitaires et du gouvernement Trudeau.

Les années 70, une décennie morte ?

La décennie 70 se présente, à la lumière de nos recherches, comme un épisode peu documenté sur le plan militant à l'Université de Montréal. L'un des rares instants où l'agitation se propage jusqu'aux flancs de la montagne, c'est en 1976, alors que plusieurs manifestations s'organisent contre les nouveaux modes de perception des frais de scolarité. Une injonction est émise et coupe l'herbe sous les pieds des protagonistes de cette lutte. Cette « accalmie militante » est expliquée de différentes manières: d'abord, l'univers des associations apparaît être en réorganisation. Cette période culmine avec la fondation de la Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) le 31 octobre 1976. Ensuite, le fait qu'aucune association de l'UdeM ne soit membre de l'ANEQ (L'association nationale des étudiants du Québec)⁹, la nouvelle association nationale

étudiante remplaçant l'UGEQ disparue en octobre 68, nous laisse penser que les revendications locales perdent de la visibilité, faute de médiateur sur le plan national.

Si la prison vous intéresse : l'Université de Montréal vous attend¹⁰

L'acte incendier se produit au courant du mois de mars de 1979. À ce moment, le gérant des résidences de l'Université de Montréal, Gilles Morissette, décrète une hausse du coût des loyers de 8,5% par mois, une troisième hausse en trois ans. Insultée, l'association des Étudiants en Résidences de l'UdeM (AERCUM) s'oppose à cette nouvelle hausse et mandate un comité ad hoc de produire un rapport sur les moyens de pression à exercer. La réponse est sans équivoque et des mesures visant à frapper l'administration de plein fouet sont proposées, au rang desquelles figurent une occupation immédiate et illimitée des bureaux de l'administration et la retenue des chèques de loyer jusqu'à un dénouement convenable du conflit.

En quelques heures, entre la soumission des recommandations à l'assemblée et les premiers instants de l'occupation le soir même, le comité, appuyé par des résident·e-s, fomenta les

⁹ Fondée le 22 mars 1975, l'ANEQ se fait la porte-parole d'un courant qui défend avec ardeur le droit à l'éducation de la population du Québec, qui lutte contre la dégradation des conditions de vie et d'études de la jeunesse étudiante et qui se solidarise constamment, avec les luttes des travailleuses et travailleurs locaux, mais aussi d'ailleurs dans le monde

¹⁰ Si la prison vous intéresse: l'Université de Montréal vous attend, de l'autoritarisme et de la répression comme outils de négociation à l'Université de Montréal, document préparé par le Comité anti hausse des Résidences de l'Université de Montréal, 2 juillet 1980

préparatifs de l'action. Dès 21 heures, les locaux administratifs des résidences sont occupés et les administrateurs et administratrices sont congédié·e·s. Durant la nuit, le comité tient une réunion extraordinaire pour l'organisation de l'occupation dans ses détails : l'organisation d'un horaire de mobilisation, la préparation des tracts et plusieurs aspects administratifs.

Devant le refus du comité de quitter les lieux, l'administration des résidences refuse de reconnaître le comité comme un interlocuteur légitime des résident·e·s et émet un communiqué vantant les mérites des résidences. Le comité anti hausse répond en faisant état des moyens de pression entrepris. En plus de dresser un état des lieux, le comité dévoile de l'information obtenue de manière anonyme et diffuse la véritable hausse souhaitée par l'administration, qui prévoit déjà une marge à concéder aux étudiant·e·s en diminuant la hausse de 8,5% à 6,1%. Ces informations divulguées prouvent la possession de documents compromettants par les occupant·e·s et l'administration se voit obligée de convoquer le comité pour négocier. Cette rencontre force la reconnaissance du comité anti hausse comme interlocuteur légitime.

Les propositions soumises par l'administration confirment le peu d'espoir partagé par les occupant·e·s à l'égard des négociations. En bref, l'université propose une diminution des loyers accompagnée d'une baisse de service. Le comité de négociation répond avec des propositions de solutions

concrètes pour réduire la hausse des loyers de manière tangible. L'impasse est manifeste, outre l'interruption constante des négociations par l'administration. Celle-ci hausse le ton, menaçant les résident·e·s qui renouvellent leur bail en septembre de ne pas leur accorder leur ancienneté. Entre les déclarations mensongères et la campagne de peur, la tentative de liquider la lutte est assumée.

Le matin du 7 avril, à huit heures, la direction des résidences, accompagnée d'agent·e·s de police de la communauté urbaine de Montréal (CUM), expulse les occupant·e·s. Pour « protéger » les lieux, Gilles Morissette embauche d'anciens lutteurs. Leur salaire journalier représente alors l'équivalent de la hausse de l'année suivante pour dix étudiant·e·s et donc de 300 à la fin du mois. Consterné·e·s et outré·e·s, les résident·e·s organisent une manifestation surprise le 10 avril et retapissent les murs de l'administration avec des oeufs et des tomates. Les tensions restent très vives.

La lutte continue contre la hausse

Au début du mois de mai, le comité anti hausse retient encore les chèques de loyer et de dépôt pour l'année suivante, ce qui représente près de 65 000 dollars. Le comité craint que l'université annule ces chèques et du même coup, leur enlève leur moyen de pression. On adopte donc une nouvelle stratégie : retirer l'argent pour donner l'impression d'un abandon de la lutte en les remettant à l'administration. Au moment de retirer les fonds, les deux membres du comité, Guy Héroux et Étienne

Paquette se font intercepter à l'entrée de la banque par deux policiers en civil. Suivant l'interpellation, le contenu du coffre est saisi et les deux protagonistes sont emprisonnés sans avoir le droit de communiquer avec l'extérieur. Ils sont relâchés quelques heures plus tard.

Le samedi 14 juin 1980, 22h30. Alors que Guy Héroux circule en voiture dans les environs de Trois-Rivières, il est intercepté par des agent-e-s de la Sûreté du Québec pour une infraction au code de la route. Lors des vérifications d'usages, on lui somme de mettre ses mains sur le coffre arrière de son auto. Menotté et embarqué dans l'auto-patrouille, Héroux est ensuite conduit au quartier général de la police de Trois-Rivières où on lui annonce qu'un mandat d'arrestation a été émis contre sa personne le 11 juin à Montréal pour le vol et le recel de chèques totalisant environ 70 000\$. Emprisonné à Trois-Rivières, transféré peu de temps après vers Montréal, Guy Héroux reçoit son acte d'accusation et le mandat d'arrestation uniquement vers 22h30 le dimanche 15 juin, dans lequel on le convoque à comparaître le lendemain. Passible de dix ans de prison, il est relâché sous conditions, dans l'attente de son procès.

Il ne s'agit pas d'une simple poursuite judiciaire contre Bruno Guy Héroux, mais bien d'une tentative de la part de l'administration de l'Université de Montréal de mettre un terme aux moyens de pression exercés par l'AERCUM. La stratégie est simple: concentrer ses efforts contre un individu en entreprenant d'énormes procédures judiciaires, de manière

à semer la peur dans les rangs militants. Fort heureusement, ce long procès se solde sur une note positive puisque, malgré l'illégalité des moyens employés, l'étudiant en question exécutait un mandat de son association et non de simples volontés personnelles. Il est acquitté par un juge.

Polytechnique ou l'antiféminisme meurtrier

Difficile de traiter des luttes qui traversent notre institution sans énoncer les événements violents que celle-ci a connus. L'attentat antiféministe de Polytechnique le 6 décembre 1989 fait partie de ces événements. Ce jour-là, Marc Lépine assassine quatorze femmes à l'École polytechnique de Montréal. Au lendemain de l'attentat, les textes ouvertement féministes restent minoritaires au sein des grands quotidiens et sont relégués à des espaces restreints. Les réactions à l'attentat ne laissent que peu de place à une analyse féministe et en réactualise la nécessité. Jusqu'aujourd'hui, beaucoup de discours visent trop à taire la tragédie et proposent de tourner la page ou de réaliser un recueillement silencieux. Il est complexe de saisir les conséquences de ce geste sur l'édification d'une identité féministe sur le campus et au Québec. Pour autant, il va de soi que ce moment est un épisode majeur qui définit les luttes féministes à venir.

Une dernière tentative de lutte acharnée à la polarisation référendaire

Les grèves de 1988 et de 1990 se

présentent comme les derniers instants combatifs à l'Université de Montréal pendant la période « pré-référendaire ». Une grève éclate en 1988 pour exiger l'amélioration du régime de prêts et bourses. Bien que l'on affirme que le Québec détient le meilleur régime d'aide financière au Canada, la province possède le plus bas taux de scolarisation. 70% des étudiant-e-s travaillent à temps partiel, 60% ne touchent pas du tout l'aide financière parentale calculée par le gouvernement et une proportion importante d'étudiant-e-s, à hauteur de 20%, doivent délaissier momentanément leurs études pour des raisons financières. Contrairement à l'Association nationale des étudiant et étudiantes du Québec (ANEEQ) qui se prononce en faveur du déclenchement d'une grève générale illimitée, l'exécutif de la FAECUM avait, d'emblée, rejeté l'idée de se joindre au mouvement. L'insatisfaction se propage à travers de nombreux départements tandis qu'une dizaine de personnes s'affairent à bâtir un mouvement pour mener à la grève, ainsi qu'à l'organisation d'une multitude d'autres actions. Limité aux départements « combatifs » à l'UdeM, le mouvement décline sur le plan national avant que l'ANEEQ décide d'y mettre un terme le 13 novembre.

Deux ans plus tard, en 1990, l'ANEEQ et la nouvelle Fédération des étudiantes et étudiants du Québec (FEEQ, qui deviendra plus tard la FEUQ) appellent à la grève générale illimitée pour contrer le dégel des frais de scolarité qui augmenterait les frais de 540\$ à 890\$ l'année suivante, puis à 1240\$ l'année d'après. De l'avis des instigateurs et instigatrices

de ce combat à l'UdeM, une certaine morosité règne depuis les événements de 88. Peu sont enthousiastes à s'entretenir sur l'éventualité d'une nouvelle grève, malgré le mouvement qui se développe à l'extérieur de l'enceinte de l'université. Face à ce refus d'ouvrir le débat, le temps d'une nuit, une centaine d'affiches sont posées sur les poteaux avoisinants les pavillons, diffusant un message plus clair : « UdeM EN GRÈVE ». Le lendemain, un vent de panique s'empare de l'UdeM. La tranquillité ébranlée, tout le monde se met à parler de la grève et de ses enjeux. Une grève se déclenche, dans un nombre restreint de départements toutefois. Le triste scénario de 88 se reproduit, la grève n'atteint qu'une douzaine de cégeps et trois universités au plus fort de la mobilisation. Le mouvement perd de son importance, sans réussir à faire fléchir le gouvernement.

Ces deux événements inaugurent une décennie tranquille sur le plan de la contestation étudiante, particulièrement à l'UdeM. Outre la grève générale de 1996, qui dénonce une hausse des droits de scolarité à l'université et une augmentation des frais afférents au cégep, mouvement auquel l'Université de Montréal se joint plutôt tardivement, la majorité de l'énergie militante apparaît se focaliser dans la première moitié des années 90 sur la question référendaire. À la lumière de nos recherches, une polarisation se produit sur cet enjeu, animant, voir accaparant, les pages des journaux étudiants de l'époque. Le mouvement étudiant n'évolue pas en vase clos mais reproduit et participe aux débats qui animent l'ensemble de la province.

Les lendemains référendaires ressuscitent un certain espoir militant à l'Université de Montréal. Nombreux et nombreuses sont les militant·e·s qui participent au Plan G, initiative appelée par le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE). Cette organisation se réclame d'une mouvance radicale et critique et organise une occupation du complexe G, centre nerveux du gouvernement du Québec, le 3 novembre 1997. Pensé sur des principes d'horizontalité et de non-violence, l'action est une réussite, si l'on en croit l'avis des militant·e·s impliqué·e·s, principalement étudiant·e·s de l'association d'anthropologie. Outre cette initiative, un comité de mobilisation inter départemental de l'Université de Montréal émerge en 1997. Son opposition au Forum jeunesse, organisé en marge du Sommet des Amériques par le gouvernement du Québec, représente son principal cheval de bataille et conteste par le fait même la participation de la FAÉCUM à celui-ci.

**2000-2004,
Le CIEL, la ZLÉA, Pepsi**

Myriam (dani) Tardif

Au début du millénaire, le mouvement altermondialiste secoue le Québec. Le Sommet des Amériques, en 2001, est une image forte qui marque cette période. L'année précédente, la mobilisation contre le sommet du Québec et de la jeunesse est forte même si moins reconnue. Malgré une étude selon laquelle 77% des jeunes du Québec ne s'intéressent pas au Sommet et ne s'identifient pas à un parti politique¹, celui-ci est quand même organisé par le Parti Québécois afin de cibler « l'électorat jeune » en vue d'un possible référendum sur la souveraineté. La FEUQ et la FAÉCUM participent à l'événement mais un contre-sommet est organisé par une coalition de groupes communautaires et de groupes étudiants. Là, on s'intéresse plus à l'aide sociale, à la vie dans la rue, à la criminalisation des jeunes et à l'exclusion sociale. Les manifestations qui ont lieu pendant le contre-sommet sont violemment réprimées par l'escouade antiémeute. Pour apaiser les manifestant-e-s, le gouvernement promet d'injecter un milliard de dollars dans le secteur de l'éducation sur trois ans. Cette promesse est accueillie plutôt froidement étant donné que « depuis son arrivée au pouvoir en 1994, le PQ a réduit le financement des universités de plus de 15%, éliminé plusieurs centaines de postes de professeurs et augmenté les frais de scolarité de 250% »².

C'est dans ce contexte que plusieurs associations étudiantes se regroupent au Cégep de Sherbrooke en février 2001 pour fonder l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Toutefois, aucune association étudiante de l'Université de Montréal n'est présente. Pourquoi? En raison d'un attachement à la FAÉCUM? Peut-être, mais pourtant elles ne sont pas toutes fidèles à la fédération, par exemple, l'asso d'anthropologie qui est en est désaffiliée depuis le début des années 80. Dans les procès-verbaux de certaines assos étudiantes de l'UdeM, on sent une certaine méfiance envers ce nouveau syndicat, même de la part de celles dites plus « combattives », comme sociologie.

Mais que se passe-t-il alors à l'Université de Montréal? Pas grand-chose, si l'on en croit les militant-e-s de l'époque avec qui nous avons discuté. Le bureau exécutif de la FAÉCUM³ est perçu comme carriériste, sa structure, ankylosante. Il y a un grand trou dans la mémoire populaire à l'UdeM concernant la vie politique sur le campus dans les années 90. Aussi, début 2000, il n'y a pas d'organisation ou de réseau plus combattifs connus à l'UdeM. Ça ne veut pas dire que c'est un espace politique homogène ou consensuel, bien au contraire. Des groupes de militant-e-s essaient de s'organiser de manière autonome.

¹ « Sommet Contre-Sommet » dans : Archives Radio-Canada. (20 février 2000). Consulté en ligne le 22 avril 2015 : <http://archives.radio-canada.ca/societe/jeunesse/clips/6912>

² Richard, Jacques (2000). « Le Sommet du Québec et de la jeunesse: quel est le véritable agenda du gouvernement ? » World Socialist Web Site. Consulté en ligne le 22 avril 2015: http://www.wsws.org/francais/News/2000/mars00/5mars00_sojeune.shtml

³ À l'époque, mis à part certains débats sans fond, comme l'organisation d'un référendum en janvier/février 2001, elle organise une campagne pour le retour de 400 millions de dollars qui auraient été coupés en éducation. Suite à cela, huit étudiant-e-s de l'asso de physique sont arrêté-e-s pour avoir posé des collants; illes ont la chance d'être soutenu-e-s ardemment par la FAÉCUM lors de leurs contestations légales.

Le CIEL⁴ Création et structure

C'est dans ce contexte qu'est créée la Coalition interdépartementale des étudiant·e·s libres de l'Université de Montréal, le CIEL. C'est un projet qui a été développé par plusieurs personnes qui voulaient remédier au manque d'espaces politiques collectifs sur le campus. Lors d'un party de sociologie, à la session d'automne 2000, un groupe discute de comment « tout est d'la marde » à l'UdeM, parce qu'il ne se passe « rien », alors que plusieurs mobilisations sont en cours ! L'importance de la création d'un comité de mobilisation sur le campus est mise de l'avant.

L'effervescence de cette soirée mène à l'organisation d'une première rencontre du futur comité/coalition de mob. Plusieurs mettent la main à la pâte : on le sent, ça va être gros ! On se rencontre dans le local de sociologie, au 5^e étage du pavillon Lionel-Groulx, qui deviendra le QG militant du début des années 2000. Celia, militante de sociologie, arrive en retard à cette réunion qu'elle avait aidé à organiser. Quelle surprise quand elle réalise qu'il n'y a qu'une dizaine de personnes dans la salle ! En fait, même si lors de certaines actions le CIEL peut rassembler jusqu'à quelques centaines de participant·e·s, elle ne survit que par les efforts colossaux de moins d'une dizaine de personnes

qui tiennent le projet à bout de bras. Selon Celia, il y a deux vagues d'implication dans le CIEL : une lors de sa formation, grâce à la mobilisation contre le Sommet des Amériques, et une deuxième suite à cette période (quelques personnes ont quitté ensuite en raison de dissensions politiques).

En théorie, la structure du CIEL est celle d'une coalition. Les membres (membership individuel) se répartissent dans différents comités d'actions (mobilisation, information, culture, équité et responsabilité sociale, etc.). Ensuite, une personne par comité se rend au comité de coordination pour informer les autres de leurs actions, problèmes et besoins. C'est un mode d'organisation horizontale et, selon leurs dires, d'une structure de pouvoir « circulaire », à savoir qu'il y a une rotation des personnes qui vont faire les comptes-rendus en réunion. Le CIEL organise aussi des assemblées générales et y convie les militant·e·s qui s'impliquent dans la coalition mais aussi les sympathisant·e·s. La première a lieu le 7 novembre 2001. Chaque projet n'a pas besoin d'être décidé en assemblée, puisque l'idée n'était pas d'être une instance décisionnelle mais plutôt de coordination.

Mais en pratique, les rapports entre les militant·e·s sont un peu différents. Plus une personne s'implique, plus cette personne gagne une forme de pouvoir et d'influence sur la structure de l'organisation, car elle « accumule », en quelque sorte, de l'information. De fait, elle peut gagner beaucoup de pouvoir symbolique et donc a plus de contrôle sur la direction que prend le groupe : sa parole a plus de poids que

⁴ Sur le genre du CIEL : en français, on dira « la coalition » et « le ciel ». Dans les faits, le monde du CIEL disait « le CIEL » et le monde de la FAÉCUM, « la CIEL ». Nous avons décidé d'utiliser les mêmes termes que les gens qui le faisaient vivre, mais il se peut que le féminin soit utilisé à l'occasion.

d'autres lors des débats. Un avantage de la structure reste que les militant·e·s choisissent avec qui s'impliquer et sur quels enjeux. Elles ne sont responsables que des tâches qu'elles se donnent à elleux-mêmes et n'ont pas l'obligation, ni l'intention, de représenter d'autres qu'elleux-mêmes. Chaque session amène son lot de nouveaux et de nouvelles militantes dans le groupe, beaucoup introduit·e·s par le réseautage entre ami·e·s.

Le CIEL n'a pas de programme ou de plateforme politique, regroupant à la fois les habitué·e·s de la tactique du black bloc, que ceux qui gueulent à la FAÉCUM. « Y'avait des anarchistes et des « cool-réfos-président-de-socio ». Il y eut tout de même des débats quand certain·e·s ont voulu changer le « L » de libre pour Libertaire. Ça n'a pas passé. Certain·e·s pensaient que « vu qu'à l'UdeM ce sont des câlisses de gros conservateurs, il ne faut pas dire qu'on veut trasher le bureau du recteur pour recruter des militant·e·s... être en apparence gentil·le·s pour rallier plus de monde », nous disait Celia. Elle pense que les militant·e·s qui sont dans le CIEL sont déjà connu·e·s et/ou ostracisé·e·s sur le campus et donc qu'il aurait mieux valu assumer pleinement cette radicalité politique. Plusieurs voient le CIEL comme une manière de sortir de la politique institutionnelle des assos étudiantes, même si l'organisation existe aussi grâce aux subventions de ces assos. Paradoxalement, le CIEL aurait eu du mal à survivre sans la FAÉCUM car la fédération aide à les financer.

Bien que le CIEL est le lieu de longs débats récurrents, il y a peu de conflits ouverts. Le CIEL rassemble les gens sur une base affinitaire et il est plus courant de voir les membres quitter le groupe que résoudre de grosses dissensions. La coalition entretient aussi des liens informels avec des groupes militants extérieurs à l'UdeM, comme l'ASSÉ et la CLAC, par l'entremise des individus qui s'y impliquent.

Le CIEL réunit des gens de disciplines variées, bien que la plupart étudient en sociologie et en histoire. Elle attire aussi beaucoup d'étudiant·e·s en sciences politiques, qui considèrent leur asso trop à droite et décourageante politiquement, mais aussi des gens des assos de médecine, d'ergonomie, de pharmacie, etc. Les étudiant·e·s d'anthropo mettent plus de temps à se joindre car illes ne sont pas membres de la FAÉCUM et donc possiblement moins dérangé·e·s par les déficits démocratiques et autres problématiques. Illes deviennent rapidement essentiel·le·s en raison de l'importance du Café anthropo comme lieu stratégique de rassemblement.

Les conseils de coordination aux deux ou trois semaines sont essentiels dans un contexte où l'utilisation d'internet et des cellulaires est encore marginale. Par contre, la coalition a une adresse courriel et un forum, définitivement sous-utilisés. Vers la fin de son existence, les militant·e·s du CIEL s'informent des différents enjeux et actions par le biais d'un groupe Yahoo, encore accessible sur internet aujourd'hui. Aussi, le CIEL communique par le biais de tracts et d'affiches, mais surtout grâce à leur journal et à

une émission de radio, « Tombés du CIEL ». Certaines personnes écrivent des « fascicules bleus », courts textes d'informations sur des enjeux précis; par exemple sur la lutte contre Pepsi ou sur le débat entre les espaces publics et privés. À l'UdeM on aime mieux distribuer ces fascicules que les Ultimatums, journaux de l'ASSÉ, perçus comme « faisant CÉGEP » et qui répètent toujours les mêmes discours. La description de l'émission est publiée sur le site du Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ), et l'émission est sur les ondes de CISM 89,9 de 2002 à 2004.

L'émission traite d'actualité politique et invite souvent les militant·e·s à présenter leurs projets : par exemple, des personnes du Salon du livre anarchiste et de la Coalition Opposée à la Brutalité Policière (COBP) sont venues parler sur les ondes. « Tombés du Ciel » a de très bonnes cotes d'écoute, mais est annulée à l'automne 2004, parce qu'elle présente « trop »

de contenu politique et pas assez de musique. Au CIEL, on pense que c'est plutôt parce que le nouveau directeur musical n'aime tout simplement pas la gang et l'émission. Est-ce en prévision de la grève générale de 2005 qui commence à se faire sentir ? Quoi qu'il en soit, malgré une pétition pour garder l'émission en onde, rien n'y fait et c'en est terminé pour « Tombés du Ciel ». Plusieurs personnes font coïncider la fin de leur émission avec la fin de la coalition.

Actions et activités du CIEL

Grâce à la force du collectif, le CIEL réussit tout de même à organiser plusieurs activités engagées à l'Université de Montréal, qui se sont répétées par la suite au fil des années, comme la Semaine de la consommation responsable, les Journées sans achats, la Semaine du cinéma engagé, ainsi que plusieurs

La théorie et les graffitis contribution anonyme

Nous étions trois. Nous avons un club de lecture qui se réunissait une fois toutes les deux semaines. Nous lisons un texte philosophique avec une portée politique qui nous faisait réfléchir, débattre, nous remettre en question. À propos de la diversité des tactiques, de l'engagement, sur la portée et la responsabilité de nos actions, sur l'aliénation, sur ce qui nous intéressait. Un texte que nous n'aurions jamais eu à lire dans nos cours à l'Université. Nous en discutons quelques heures, puis la nuit bien tombée, nous partions faire une action qui faisait écho à nos principes. Et bien sûr, nous faisons des actions « chez nous », à l'UdeM. Des graffitis qui ne duraient jamais très longtemps. L'administration était rapide à effacer toute trace de contestation. Enfin, jusqu'à ce qu'on découvre la division du territoire : les graffitis réalisés à même les trottoirs relèvent de la ville de Montréal et non pas de l'Université. Et l'arrondissement avait d'autres chats à fouetter que de s'occuper de la peinture, quand même bien que celle-ci recouvre le trottoir à l'entrée du pavillon Jean-Brillant. Les graffitis que nous y avons alors faits y sont demeurés des années. Les premières neiges les recouvraient. Nous, comme tou·te·s les étudiant·e·s, avons même le temps de les oublier durant les longs hivers. Puis, la neige fondait. Et pour nous, le signe du printemps résidait dans cette redécouverte, dans le fait que chaque matin, le cortège d'étudiant·e·s marchant du métro Côte-des-Neiges jusqu'au pavillon Jean-Brillant se faisait accueillir de nouveau par les lettres rouges et bleues qui les sommaient de se positionner :
« UdeM : ESPACE PUBLIC ou ESPACE PUBLICitaire? »

mobilisations et actions directes ponctuelles. En mars 2002, la Semaine du cinéma engagé est un grand succès; le journal montréalais Voir annonce les événements, les amphithéâtres sont pleins... Pierre Falardeau vient même faire un discours lors de l'ouverture du festival.

Un exemple d'action directe organisée par le CIEL pourrait être la « Simulation de manif aux HEC » à l'occasion de la première Simulation de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) organisée par les étudiant·e·s des HEC en 2003. La Simulation de l'OMC est une compétition universitaire internationale organisée par la Société des Relations d'Affaires des HEC de Montréal. Pour l'occasion, le CIEL invite les étudiant·e·s à se déguiser en cowboys et en policier·e·s. Les manifestant·e·s arrivent aux HEC et réalisent qu'il n'y a qu'un seul gardien de sécurité devant la porte. Ils entrent de force à l'intérieur en lançant des bombes puantes. De grosses confrontations entre la sécurité, la direction des HEC et les militant·e·s s'en suivent. L'année d'après, le périmètre est sécurisé et la police attend la manif à la sortie du métro Université de Montréal. Par la suite, les gens du CIEL décident plutôt d'organiser « InterAgora », une série de conférences en marge de la Simulation des HEC.

C'est la fête !

Les membres du CIEL traînent au café de socio au lieu d'aller à leurs cours, illes en ont fait leur quartier général. C'est aussi là qu'illes tiennent la plupart de leurs réunions, parlent de politique et se rassemblent pour

fumer. Il s'agit du seul lieu qui ne respecte pas la nouvelle interdiction de fumer à l'intérieur. C'est souvent la fête... À plusieurs reprises dans les procès verbaux de la FAÉCUM ou des assos étudiantes de l'époque, on peut lire des passages qui font référence à la consommation d'alcool et de cigarettes sur le campus. Jusqu'au jour où « l'Escouade de la Moralité » de la Police de Montréal et la Sûreté de l'UdeM présentent le point « Alcool sur le campus » lors du conseil central de la FAÉCUM, le 6 février 2002. En voici quelques extraits :

« Les responsables font un exposé sur le stockage de l'alcool dans les locaux des associations étudiantes après la tenue d'activité avec permis. Les dispositions et l'application de la loi sont expliquées.

Sociologie demande aux représentants de la police et de la Sûreté de l'UdeM quel est leur « maudit problème ».

Criminologie/Sécurité et Police⁵ demande si les caisses de bouteilles vides peuvent être entreposées. Le délégué demande également d'où proviennent les preuves qui ont été présentées à la police et à la Sûreté de l'UdeM. Réponse : l'entreposage de bouteilles vides ne contrevient pas aux règlements. Quant aux preuves, elles font suite à des plaintes qui ont été déposées. Il y a eu des saisies et des amendes imposées par la cour municipale. Les responsables soulignent que l'objectif est d'informer et non d'effectuer de la répression. (...)

Sociologie demande si la police peut intervenir

à l'UdeM sans autorisation.

Réponse : oui (...)

Science Politique souligne l'importance de la vie sur le campus. L'alcool ternit moins l'image de l'UdeM que d'autres problèmes sur le campus. Un terrain d'entente devrait être possible ».⁶

Le problème met environ un an à se régler, comme nous pouvons le voir dans cet extrait d'un procès verbal d'une assemblée de l'asso d'anthropologie en 2003 :

« Bilan 5 à 7; permis d'alcool et d'occupation révoqués. Par contre, selon M. Thibault, la sécurité nous enlève notre permis parce que les heures de fermeture n'ont pas été respectées, trois contraventions pour la cigarette, des graffitis sur l'auto de sécurité (aucune plainte de leur part, parce qu'ils n'ont pas de preuves, mais semblait-il qu'on était les seuls en 5 à 7 à ce moment-là... évidemment, nous savons qu'il y en avait deux autres)

X propose une motion de blâme contre la sécurité.

Y seconde, adopté à l'unanimité ».

En fait, une bonne partie de ce à quoi se concentre le CIEL peut être placé sous le sceau de la culture ou de la « vie étudiante ». C'est une de leurs stratégies pour politiser et de radicaliser les étudiant-e-s : les rassembler et discuter d'enjeux politiques dans des espaces informels. C'est un moyen pour rejoindre des types de personnes diversifiés en faisant de la mob « un à un », dans des ambiances chill et

festives. C'est tout aussi politique car devant le vide d'activités culturelles sur leur campus, illes s'organisent ensemble pour créer la vie étudiante dont illes ont envie : présentation de films, ateliers, journal étudiant, émission de radio critique, club de lecture, etc. Cette partie du CIEL plaie à la FAÉCUM et aide à redorer leur blason auprès d'une partie de la population étudiante qui n'apprécie pas le CIEL de prime abord mais qui réussit à en récupérer certains éléments, comme la semaine de consommation responsable. Soulignons aussi que l'organisation de partys est leur principale source de financement. En fait, le CIEL et la FAÉCUM ont déjà organisé un party ensemble — avec Mononc' Serge — ce qui avait permis au CIEL de gagner 1500\$ de bénéfices!

Malgré tout, trois ancien-ne-s militant-e-s du CIEL nous avouent que le local était quand même sale. Il n'y a pas de fenêtres et la fumée s'accumule à l'intérieur, ce qui vaut plusieurs amendes à l'asso. D'ailleurs, le fait que le QG du CIEL soit aussi le local du RÉÉSUM⁷ devient peu à peu une contrainte. Chaque association étudiante a le droit d'occuper un local, mais le CIEL, qui n'est pas officiellement reconnu, n'en a pas. Les militant-e-s finissent par se marcher sur les pieds et c'est une des raisons de la fin du groupe. « La régie des immeubles n'acceptait que la FAÉCUM comme interlocuteur et refusait donc de s'entretenir avec nous concernant les locaux », ajoute un autre représentant de la coalition qui préfère garder l'anonymat. Selon

lui, « la difficulté d'être joint physiquement, sans local, était un grand handicap pour [leur] mouvement. Ça a été le début de la fin ».⁸

Le CIEL et la FAÉCUM

Le CIEL et la FAÉCUM n'entretiennent pas des relations très harmonieuses. Pourtant, une personne du CIEL décide d'aller présenter la coalition lors du conseil central du 24 octobre 2001.⁹ Son objectif est de faire connaître le groupe et d'inviter les étudiant·e·s à la prochaine assemblée générale. Le militant précise que, malgré le texte paru dans le Quartier libre la même journée¹⁰, le CIEL n'est en fait pas opposé à la FAÉCUM. Le texte serait plutôt une manifestation de son caractère « libre ». Personne ne peut parler en son nom et, en même temps, tout le monde peut le faire. Les délégué·e·s présent·e·s s'inquiètent :

*« Période de questions
Science politique demande aux représentant·e·s de la CIEL pourquoi illes ne veulent pas travailler à l'intérieur des instances de la FAÉCUM (CC, Congrès) puisqu'illes veulent un mouvement étudiant uni et fort. Le délégué considère que la CIEL est une structure parallèle. Cependant, certaines des idées*

⁸ Romdhani, Aymen. (2004). « La nuit tombe sur la CIEL », Archives du Quartier Libre. Consulté en ligne : <http://www.ql.umontreal.ca/volume12/numero13/campusv12n13e.html>

⁹ PV CC 364, FAÉCUM

¹⁰ Péloquin, Tristan. (2001). « La Ciel est rouge ». Archives du Quartier Libre. Consulté en ligne : <http://www.ql.umontreal.ca/volume9/numero5/campusv9n5c.html>

avancées lui semblent très bonnes. Le délégué soulève d'autres questions : quelles seront les sources de financement de la CIEL? Quelle est la source à l'origine de la question d'un prêt de 400 000 \$ contracté par la FAÉCUM (tel que mentionné dans l'article du Quartier Libre) étant donné que ce devrait être confidentiel? Quels sont les fondements des accusations à l'égard de la FAÉCUM portant sur une coopération entre la FAÉCUM et l'UdeM? Pourquoi le comité de mobilisation ne pourrait pas exister à l'intérieur du mouvement étudiant actuel à l'UdeM? Pourquoi aucune association n'a formulé de telles demandes auparavant? [...]

CIEL répond que le mouvement n'est pas constitué que de l'association de Sociologie. Il s'agit d'une coalition. Le Bureau exécutif est invité à favoriser la création de tels regroupements. La structure de la CIEL ne vise pas à remplacer celle de la FAÉCUM. Les représentant·e·s ont présenté publiquement la CIEL afin d'informer les étudiant·e·s. Pour ce qui est d'accusations portant, notamment sur le carriérisme à la FAÉCUM, les représentant·e·s donnent quelques exemples d'anciens membres du Bureau exécutif. [...]

Communication/Science politique considère qu'il s'agit de l'expression d'une voix dissidente. La déléguée reconnaît le droit à la dissidence, mais il faut éviter les dédoublements. La déléguée souligne un des points soulevés par la CIEL, soit les rapports et les négociations avec le rectorat. Sans quoi, la question de la dissociation se pose. [...]

Pharmacie invite la CIEL à soumettre ses idées en CC. Quant à la prétendue dette de la FAÉCUM, le délégué rappelle que ce n'est pas ce qui avait été présenté lors du dernier Congrès.

[...]

Enseignement secondaire doute qu'un dédoublement du mouvement étudiant contribue à le rendre plus fort. De plus, plusieurs des points soulevés par la CIEL font déjà partie des débats au sein de la FAÉCUM. »¹¹

Certain·e·s membres du CIEL retournent de manière sporadique dans les CC pour solliciter des prises de position politiques. D'ailleurs, illes y retournent pour inviter les délégué·e·s réuni·e·s à la manifestation contre la ZLÉA¹² :

« Les représentant·e·s font part des positions de la CIEL dont l'éducation laïque gratuite, l'ingérence du privé dans l'éducation, la mondialisation (ZLÉA) qui est contraire au bien commun et les effets négatifs du néolibéralisme. La CIEL entend combattre la ZLÉA. Les représentant·e·s invitent la FAÉCUM à revoir ses positions à ce sujet qui semblent trop corporatistes à certains égards puisque la Fédération s'isole de certains groupes de la société civile. Une manifestation contre la ZLÉA aura lieu le 31 octobre. Le départ se fera de l'Université Concordia. Les représentant·e·s distribuent des affiches, un journal et une lettre. L'invitation à une participation commune et

élargie est lancée »¹³.

Le Bureau exécutif propose d'obtenir un mandat pour une levée de cours durant l'après-midi du 31 octobre 2002 pour permettre aux étudiant·e·s de participer à la manifestation contre l'inclusion de l'éducation dans le programme de la ZLÉA. Cette demande est présentée à la direction de l'UdeM qui la rejette. La FAÉCUM va de l'avant avec son mandat et loue des autobus pour se rendre de l'UdeM à Concordia, décision largement contestée parmi les étudiant·e·s.

Mobilisation contre la Zone de Libre Échange des Amériques

« C'est avec qui tu milites qui fait l'activisme, que si ce n'était pas pour les gens, tu ne le ferais pas. Lutter, c'est aussi les liens entre les gens, la camaraderie, le plaisir, et surtout à qui tu fais confiance. Militer dans le CIEL, c'était aussi rencontrer ces gens, les militants et les militantes, ce qui impliquait beaucoup de plaisir à militer, mais aussi beaucoup de chicanes, surtout dans le contexte de la ZLÉA et du Sommet des Amériques » - Celia.

À l'UdeM, la mobilisation contre la ZLÉA est principalement coordonnée par le CIEL. De nombreux conflits émergent de cette mobilisation qui créent une division entre deux tendances politiques, une liée à la

¹¹ PV du CC no. 364, 24 octobre 2001, FAÉCUM.

¹² Zone de Libre Échange des Amériques

¹³ PV du CC no. 364, 24 octobre 2001, FAÉCUM

GOMME¹⁴ et l'autre à la CLAC¹⁵. La CLAC a beaucoup de ressentiments face à la GOMME qui est composée de groupes étudiants et communautaires (dont « Alternatives »). Les militant·e·s de la CLAC considèrent que l'autre groupe essaye de récupérer le travail de mobilisation qu'elles accomplissent depuis des mois avec CASA¹⁶, tout en dénonçant la diversité des tactiques qu'elles mettent de l'avant.

Durant l'année de préparation avant le Sommet des Amériques, plusieurs moyens de mobilisation sont utilisés. Certains matins, jusqu'à quinze militant·e·s tractent à la sortie de la station de métro sur le campus. On organise de la mobilisation « 1 à 1 » et des conférences sur la ZLÉA mais aussi sur l'économie mondiale capitaliste, les conditions politiques et sociales en Amérique latine, etc. Finalement, trois ou quatre autobus partent de l'UdeM pour le Sommet des Amériques entre le 20 et le 22 avril 2001. Ceux-ci sont payés par la FAÉCUM après de longues batailles en conseil central. De son propre aveu, Norbert nous dit qu'il va se « ridiculiser » à la FAÉCUM : « j'allais gueuler là. J'les haïssais, ils votaient tous contre moi ».

Plusieurs actions directes et manifestations sont aussi organisées. Il y a des graffitis, des drapeaux de bannières, etc. Néanmoins, Celia nous raconte que la répression sur le campus n'est jamais semblable

à celle qui se vit plus tard, en 2012. Seulement quelques gardiens de sécurité surveillent. Tout au long de l'année, les militant·e·s voient quand même clairement une escalade des moyens de répression de la part des forces policières. Celles-ci pratiquent leurs tactiques dans les rues de Montréal en attendant le Sommet des Amériques, ce qui provoque beaucoup de violences et de traumatismes (stress, paranoïa). Selon elle, les actions militantes manquent de préparation et d'organisation (mauvaise connaissance des lieux, pas de repérage) et elles en ressortent souvent blessé·e·s. Certains épisodes d'infiltration auraient pu être plus facilement évités (elle donne l'exemple de l'histoire de Germinal¹⁷).

Le Sommet des Amériques¹⁸

Le Sommet des Amériques est la rencontre où les « puissant·e·s » doivent décider des clauses entourant l'application de la ZLÉA. Pour les dizaines de milliers de manifestantes et de manifestants qui participent aux nombreuses actions de contestation (manifestations, actions directes, Sommet des Peuples), il s'agit d'une expérience de lutte et de répression intense

14 Groupe opposé à la mondialisation des marchés

15 Coalition des luttes anticapitalistes

16 Comité d'accueil du Sommet des Amériques

17 Les membres du Collectif Germinal avaient comme objectif de faire tomber un pan de la clôture de sécurité autour du Sommet. Elles furent infiltré·e·s par la police et avant même d'avoir pu se rendre dans la ville de Québec, furent intercepté·e·s en voiture et arrêté·e·s. Elles furent condamné·e·s à faire de la prison à domicile. Lisez l'histoire en détail ici : http://www.lacrap.org/sites/lacrap.org/files/laffaire_germinal.pdf

18 Plusieurs articles, livres et zines ont été écrits sur le Sommet des Amériques, ainsi nous ne nous attarderons pas à le décrire en détail, mais nous vous recommandons Direct Action, de David Graeber (2010) pour une analyse ethnographique des événements.

et marquante. « J'avais jamais eu aussi peur. Ça donnait l'impression d'être une zone assiégée » nous avoue Celia. En plus des gaz lacrymogènes, des camions à eau et des balles de plastique, la police profite de l'« intimidation » et de la surveillance pour créer un climat de peur propice au contrôle des foules. Tous les camions de location Légaré arrivant à Québec en provenance de Montréal se font suivre par la police, ce qui inquiète beaucoup Marie-Josée (une militante du CIEL qui s'implique aussi avec la CLAC) à cause des nouvelles de l'arrestation des membres de Germinal. Après avoir été suivi·e·s en voiture, elle et ses ami·e·s sont finalement arrêté·e·s en soirée dans le quartier résidentiel de Cap-Rouge, probablement parce qu'elles transportent du matériel de sonorisation pour les soirées-musiques. Plusieurs autres militantes et militants sont arrêté·e·s, notamment plusieurs étudiant·e·s qui dorment dans le gymnase de l'Université Laval (tiens, ça ressemble au G20 de 2010) ou même un qui fut « kidnappé » dans des camionnettes non identifiées. La nouvelle se répand l'été suivant qu'il y a eu un mort lors des contestations contre le Sommet du G8 à Gênes. Une onde de choc frappe les militant·e·s du CIEL. « C'était un militant comme nous, ça aurait pu être notre ami ».

Historiquement, le mouvement altermondialiste, et par le fait même le CIEL, privilégie des modes de luttes et d'organisation plus directes et antiautoritaires pour contester la violence et les oppressions systémiques du système capitaliste. Par exemple, les contre-sommets du début des années 2000, des manifestations, des émeutes, des perturbations

économiques, de l'action directe, des tactiques comme celle des black bloc, etc. S'affirmant dans une confrontation directe face aux États et aux entreprises capitalistes, ces événements sont souvent la cible d'une répression particulièrement féroce. Cependant, des débats intenses germent dans les milieux d'extrême-gauche et commencent à critiquer la figure du militant blanc privilégié qui saute de sommet en sommet pour participer à leurs contestations, un peu à la manière d'une militance touristique¹⁹. Au final, la ZLÉA n'est pas mise en place grâce aux nombreuses contestations populaires en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Groupes affinitaires : Commando UdeMerde et Commando Bonhomme de neige

À travers cette époque riche en mobilisation, plusieurs groupes affinitaires se rassemblent et organisent des actions directes sur le campus. De par leurs caractères secrets et informels, nous ne pouvons pas tous les présenter ici, mais à travers ce projet, nous en avons découvert deux. Le premier, le « Commando UdeMerde » se compose de gens tournant autour du CIEL qui se regroupent pour deux actions. D'abord, un drop de bannière sur le mur de la bibliothèque des lettres et sciences humaines (BLSH) qui porte le slogan « Bagdad sous les bombes, déjà trop de tombes », et la distribution de tracts contre la guerre en Irak. La deuxième action c'est pendant la grève de 2005. Il s'agit d'un autre drop de bannière devant le

19 Graeber, David. 2009. *Direct Action*, New York : AK Press.

pavillon Jean-Brillant. Le « Comité Bonhomme de neige », quant à lui, s'organise autour de personnes un peu plus hippies (principalement un gars qui joue de la guimbarde) qui font des bonshommes de neige en brandissant des pancartes à saveur politique sur le campus.

Chasser les marchands du temple, l'affaire Pepsi

contribution de Caroline Dawson, Pierre-Philippe Lefebvre et David Pilon

Jésus entra dans le Temple de Dieu. Il chassa tous ceux qui vendaient et qui achetaient dans le Temple; il renversa les tables des changeurs, et les sièges des vendeurs de colombes. Et il leur dit : Il est écrit : Ma maison sera appelée une maison de prière. Mais vous, vous en faites une caverne de voleurs.

Mt. 21, 12-13

- Allo?
- Salut, c'est moi. Je capote, faut qu'on se parle. Tout le monde. Rendez-vous à 21h00 au Carré St-Louis.
- Sti, ça va? Qu'est-ce qui se passe?
- Je te dirai là bas. Les autres ont confirmé. C'est big. À neuf heures, tu peux être là?
- Oui, oui, ok. À tantôt.
- Ah sti Bob, je capote. À tantôt.

À 21h00, parmi des drogué-e-s dans la pénombre on se retrouve tous les quatre : Jojo, David, Bob et Caro. Caro a à la main le document pour lequel on se bat depuis des mois. Le document qui, si on le divulgue, pourrait nous coûter des poursuites judiciaires pour des centaines de milliers de dollars, voire plus. C'est pas de la paranoïa : pour nous empêcher d'y avoir accès, Pepsico a engagé Fasken Martineau, une des plus grandes firmes d'avocats au Québec, spécialisée en droit des affaires et reconnue comme chef de file à l'international. On se battait contre Goliath à la Commission d'accès à l'information et quelqu'un, quelque part s'était assuré, en toute illégalité, que nous ayons accès à cette entente hautement confidentielle. On n'avait aucune idée de qui ça pouvait être. Mille hypothèses nous ont traversé l'esprit et l'une d'entre elles était que c'étaient les avocats de Pepsi eux-mêmes, pour s'assurer qu'on divulgue, qu'ils démentent, qu'ils nous poursuivent et nous censurent du même coup. Chose certaine, ce soir là, après l'avoir retrouvé dans la boîte aux lettres de Caroline dans une enveloppe sans adresse de retour, le document nous brûlait les mains. On était euphorique, mais on était aussi dans la merde.

Trois apprentis sociologues vs. Pepsi : rappel chronologique

En juin 1999, l'Université de Montréal, PepsiCo, la FAECUM et l'Association générale des étudiantes et étudiants de la faculté de l'éducation permanente signent une entente d'exclusivité pour l'approvisionnement en boissons gazeuses d'une durée de dix ans, comportant une clause de confidentialité empêchant les étudiant-e-s ou le grand public d'y avoir accès. Il s'agit alors de la première entente de ce type entre une institution et une compagnie privée pour une durée aussi longue, au Québec.

Interpellé-e-s par les enjeux soulevés par le partenariat, choqué-e-s par l'opacité entourant les modalités du contrat et déçu-e-s de la FAECUM qui n'a pas su tenir, selon nous, le débat de fond qui aurait dû avoir lieu au sujet de cette entente, nous, alors étudiant-e-s en sociologie, entreprenons des démarches juridiques pour faire divulguer l'intégralité de ce contrat. C'est au nom du RÉÉSUM (Regroupement des étudiantes et étudiants en sociologie de l'Université de Montréal) que les démarches sont poursuivies par la suite. Le 22 novembre 2000, une première demande d'accès à l'information est adressée conjointement à la FAECUM et à l'Université de Montréal,

en vertu des dispositions de la loi d'accès à l'information. La réponse de l'Université arrive un mois plus tard, le 20 décembre. L'accès au document nous est refusé étant donné qu'un tiers – ici PepsiCo – est partie prenante à l'entente et doit donner son accord à la divulgation. Il va sans dire que l'entreprise privée n'est pas soumise aux mêmes dispositions de la loi d'accès que les organismes publics. L'ironie du sort veut que cette réponse nous parvienne le lendemain du traditionnel échange de voeux de Noël du recteur dans le hall d'honneur du Pavillon principal, lors duquel nous remettons bruyamment un Pepsi en format 2 litres à M. Robert Lacroix. La saga vient de commencer et Monsieur Lacroix ne se doute pas que nous allons bientôt faire les manchettes avec toute cette histoire.

Dès janvier 2001, une demande de révision de la décision de l'Université est adressée à la Commission d'accès à l'information qui accepte la demande et fixe une audience pour le 14 août 2001. Emballé-e-s et forcément intimidé-e-s par la tournure des événements, nous passons le printemps et l'été à rassembler de la jurisprudence de cas semblables au Québec (Collège Dawson), mais aussi de cas provenant d'autres juridictions canadiennes, spécialement la Colombie-Britannique (Tromp vs. UBC). Le 6 septembre 2001, un nouvel avis de convocation fixe la date de l'audience au 25 octobre 2001. Le jour de l'audience, nous nous rendons aux bureaux de la Commission d'accès à l'information, dans le Vieux-Montréal, à proximité du Palais de justice. Les trois étudiant-e-s de sociologie que nous sommes expérimentent ce jour-là le concept de « violence symbolique » (Bourdieu). Sitôt entré-e-s dans une pièce, on nous signale que nous sommes assis-es du mauvais côté de la salle d'audience. L'avocat de la partie adverse nous sourit, affable. Nous ignorons les codes, le mode de fonctionnement, le protocole, l'ordre du jour implicite, le langage et les subtilités de ce tribunal. Nerveuse et nerveux, ne sachant quand parler, quand répliquer, quand se taire, quoi demander, tout semble nous rappeler que notre place n'est pas là. Tout, sauf le commissaire Laporte. Il prend soin, dans la mesure de son mandat, de nous indiquer la voie à suivre pour présenter correctement nos arguments.

Lorsque le dossier perd de sa couverture médiatique, il faut faire du bruit. Nous prenons donc la balle au bond en mars 2002, quand la FAECUM invite Bernard Landry, alors Premier Ministre du Québec, à prononcer un discours à l'UdeM devant des centaines d'étudiant-e-s et de nombreux et nombreuses journalistes. Comme pour Lacroix, nous décidons que Landry aura lui aussi sa bouteille de Pepsi. Toutefois ce n'était pas prévu qu'un des gardes du corps du PM craigne pour sa sécurité et se jette sur Pierre-Philippe. Dans tous les cas, le coup d'éclat lors du passage de Bernard Landry à l'UdeM nous permet de faire la une du quotidien *Le Devoir* et d'obtenir une dizaine d'entrevues dans les médias pour exposer notre démarche auprès de la Commission, et expliquer les enjeux de la présence de la multinationale au sein de l'Université.

Après une série de demandes de reports successifs, la suite de l'audience a lieu les 9 mai et 3 octobre 2002. C'est dans l'intervalle de ces deux dates, en plein été, que nous recevons de manière anonyme le fameux contrat. L'idée de nous envoyer le document n'est pas bête et d'aucuns seraient tombés dans le piège de le divulguer sur la place publique. Nos adversaires pensent peut-être faire d'une pierre deux coups : arrêter les procédures à la commission d'accès à l'information et empêcher le développement d'une éventuelle jurisprudence favorable à la divulgation en cas de victoire, mais aussi nous exposer à des poursuites pour avoir rendu public un document renfermant de l'information privée et préjudiciable. Après de nombreuses discussions stratégiques et politiques, nous rangeons donc le document qui pourrait mieux nous servir plus tard.

Excédé-e-s par les délais qui s'allongent, même si ç'aurait été l'occasion pour nous de nous préparer davantage, nous ne pouvons aller plus loin dans la voie légale par nous-mêmes. Lorsque c'est notre tour de livrer

nos commentaires et observations à la cour, nous avons l'occasion de transmettre, en une courte demie-heure, le résumé de mois de recherches et de discussions, et la critique des témoignages de la partie adverse. Malhabiles certes, mais sincères et déterminé·e·s. Et surtout sociologues.

L'objectif de maître Delwaide, qui défend Pepsi, est de convaincre le commissaire que l'information contenue au contrat – la structure de prix dans l'entente – appartient à Pepsi, qu'elle est fournie par cette dernière dans le cadre de la négociation de l'entente et que sa divulgation pourrait causer des dommages pour l'entreprise dans un contexte de concurrence féroce pour l'obtention de ce type d'ententes. En bon·e·s élèves de sociologie, nous avons abordé cette situation de manière très empirique et concrète : il est impossible de démontrer un lien de cause à effet entre la divulgation d'un contrat et des pertes éventuelles. Quant à la compétitivité de Pepsi qui reposerait sur le secret de sa structure de prix face à d'éventuels clients, des ententes du même genre, conclues avec Coca-Cola, ont déjà été rendues publiques ailleurs au Canada. Ainsi, des clients disposent de facto d'informations pour comparer et évaluer la structure de prix de Pepsi. Le secret, dès lors qu'il est rompu par l'un des concurrents, rend la confidentialité caduque pour tou·te·s. Fait cocasse, tout le long de l'audience du 3 octobre, pendant que, nerveusement, nous plaidons notre cause, nous avons avec nous, discrètement rangée dans nos dossiers, la copie du contrat reçu anonymement...

En septembre 2002, l'Université de Montréal envoie une mise en demeure à l'endroit de Pepsi pour défaut de paiement des sommes dues (500 000\$) depuis le 21 juin 2002. La relation de partenariat bat de l'aile. Le 4 décembre 2002, après plus de deux ans de démarches et de délais, le commissaire Michel Laporte rend finalement sa décision et tranche en notre faveur, les demandeurs, en se rangeant aux arguments voulant que l'information contenue dans l'entente n'est pas fournie par Pepsi, mais a fait l'objet d'une négociation et donc ne lui appartient pas en propre. La Commission ordonne alors à l'Université de Montréal de produire le document en litige ou d'en appeler de la décision dans les 30 jours.

Presque 4 ans après le début de l'histoire, le RÉÉSUM, et de ce fait toute la communauté universitaire, obtient enfin une copie du contrat le 21 janvier 2003. Nous trois, on l'avait depuis belle lurette.

Questionner le « Ici, c'est Pepsi »

L'analogie avec le temple présentée en début de texte explique bien l'état d'esprit avec lequel nous avons abordé le problème, toujours actuel, des rapports entre l'institution universitaire et le monde des affaires. La question à laquelle nous nous sommes heurté·e·s le plus souvent était plus ou moins celle-ci : « Qu'est-ce que ça fait qu'une université ou une école ait quelques revenus additionnels en échange d'espaces offerts à la publicité ? » Pour nous, c'était d'abord de préserver de l'influence publicitaire l'un des derniers espaces publics dans un monde littéralement envahi par les sollicitations marchandes. Plus profondément encore, nous défendions l'idée que l'éducation comporte quelque chose de sacré. L'université a une mission, à titre d'institution publique, qui ne doit pas être entachée ou compromise même symboliquement par de la publicité dont la fonction entre en contradiction avec les visées éducatives. Pourquoi n'y a-t-il pas de publicité dans les églises? Pourquoi pas dans les garderies? Les revenus additionnels seraient utiles ... Pour nous, comme pour d'autres, il devait y avoir une démarcation claire entre le monde extérieur et l'enceinte de l'institution. Sans cette distinction, l'institution publique risque de s'inféoder aux impératifs du commerce, ce qui pourrait compromettre sa mission.

La notion d'autonomie, particulièrement celle des institutions, est un des aspects essentiels d'une institution comme l'université car elle façonne les rapports entre le secteur privé et le secteur public. Notons

également que les institutions tendent à se démarquer physiquement et symboliquement de la société ambiante. Pour faire une histoire très courte, disons ici que la distance critique qui assure l'autonomie de l'université est cruciale pour que cette dernière joue proprement son rôle.

Au courant de la lutte, nous avons réalisé que nous combattions une organisation (ou l'émergence d'une organisation) au nom d'une institution. L'explication des défenseurs de l'entente de l'époque est toujours la même : c'est la quête de financement. En d'autres mots, l'entente avec Pepsi rapporte des sous. Il est important de comprendre que le Québec s'est lancé dans « l'économie du savoir » en tentant de se démarquer au niveau international par sa main-d'œuvre spécialisée. C'est d'ailleurs une première historique lorsque le Ministre de l'Éducation de l'époque cumule également la fonction de Ministre de l'Emploi. Le gouvernement de l'époque questionne et change le mode de financement des institutions universitaires. Les mesures mises en place s'apparentent à ce qui sera connu plus tard comme la « nouvelle gestion publique » (NGP) dans ses premiers balbutiements. Les universités d'alors signent des contrats de performance avec le gouvernement, ce qui change considérablement les rapports entre l'État et l'université. C'est cela qui explique l'enthousiasme des campagnes publicitaires de l'époque.

La question du financement devient une question de survie pour plusieurs institutions. La quête de financement et les nouveaux modes de financement soulèvent cependant plusieurs questions. L'information publique concernant l'entente d'exclusivité entre Pepsico et l'Université de Montréal représente officiellement 1 % du budget annuel. Mais qu'arrivera-t-il à l'institution lorsque les contributions externes représenteront 10 ou 15 % des budgets annuels? Avec l'affaire Pepsi, nous voulions nous assurer de soumettre ces questions à la communauté universitaire avant que le train soit déjà en marche et qu'il soit alors impossible de l'arrêter.

L'adaptation cosmétique de l'Université

L'examen du contrat d'exclusivité signé par l'Université révèle que si le volume de vente n'est pas atteint au bout de dix ans, la compagnie Pepsi peut continuer de distribuer ses produits sur le campus sans verser le moindre sou à l'UdeM jusqu'à l'atteinte du volume minimal prévu ou, à défaut, pendant trois ans supplémentaires. Pressé-e-s de questions, les représentant-e-s de Pepsi finissent par admettre qu'au rythme des ventes de l'époque, le volume de vente minimal serait atteint au bout de 27 ans. Notons que le volume en question représente 17 litres de boisson gazeuse par étudiant par session ou encore 12 millions de litres en dix ans. Dès lors, il faut recompter la durée de l'entente (ainsi que sa valeur annuelle) sur treize ans et non sur dix. Pour savoir si le jeu en vaut la chandelle, il faut considérer les éléments suivants : premièrement, les fonds que la compagnie rend disponibles pour la conduite des activités étudiantes (en rappelant que, pour obtenir l'argent de la compagnie, les étudiant-e-s doivent littéralement se couvrir de publicité), ensuite, les emplois que la compagnie offre aux étudiant-e-s (dont les salaires sont inclus dans le montant total de l'entente et qui comprend également un représentant marketing sur le campus) et finalement, les montants faramineux qui sont versés pour l'intermédiaire lors de la négociation de l'entente. Si toutes les dépenses en salaire et en négociation sont retirées de l'entente, il ne reste plus que des miettes pour l'Université de Montréal. En fait, il demeure 6,44 millions de dollars sur dix ans alors que, sur treize ans, il ne resterait que 495 385 \$ par année. La portion que représente cette entente passe alors sous la barre des 0,3 % dans le budget annuel de l'institution. La question est alors de savoir pourquoi une institution comme l'Université de Montréal a fait le choix conscient de signer une entente d'exclusivité avec le géant Pepsico bien qu'elle ne soit pas au bénéfice de l'établissement.

Il est bien sûr nécessaire de rappeler que tout ceci est arrivé avant l'obsession de la santé au Québec et le souci d'exclure la malbouffe des établissements d'enseignement. Cette histoire se déroule avant le scandale immobilier de l'UQAM et les agissements douteux de plusieurs conseils d'administration et leurs décisions plus que questionnables. Tout ceci, c'est aussi avant la commission Charbonneau et le regard plus critique face aux décideurs.

Les universités québécoises souffrent toutefois d'un déficit de sympathie. Elles sont traitées de tour d'ivoire, de repère pour les « pelleteux de nuage », de vase clos, de lieu non rentable pour individus peu productifs. À notre époque, les universités semblent avoir peur du rejet de la société et procèdent à un ajustement cosmétique spectaculaire. Comme « appât » on utilise maintenant les doctorats honoris causa comme une décoration pour le milieu des affaires. Concrètement, dans cette inversion, rien ne serait moins crédible et dangereux qu'une université dirigée par ses membres. Il est nécessaire de se doter d'une campagne de publicité digne des grandes chaînes. Il faut adapter le langage ambiant et développer projet après projet et, au détour, signer une entente insensée à tous les niveaux : symbolique, institutionnel, financier ; sauf au niveau de l'adaptation cosmétique.

Nous voulions mettre à jour le contrat pour qu'un débat ait véritablement lieu sur l'impact appréhendé de ce type de financement. Sa divulgation nous aura dans tous les cas appris deux choses :

- Le contrat n'a pas rapporté autant que Pepsi le souhaitait
- La structure du contrat (volume de ventes, comité de promotion, calendrier des décaissements) tentait de favoriser la dépendance de l'UdeM et de la FAECUM face à ce type de financement.

On peut donc voir dans ce contrat une tentative avortée de part et d'autre pour rapprocher les finalités et intérêts de deux modes d'organisation aux logiques opposées. Et qui plus est, dans l'opacité, ce qui est absolument contraire à la transparence et au débat qui devrait avoir lieu dans une institution universitaire. C'est d'ailleurs peut-être l'opacité, qui relève de la logique guerrière et stratégique propre à la compétition dans le secteur privé, qui aura au final le plus nuit à Pepsi, qui n'a pas su au final s'adapter aux finalités universitaires.

- Sti, le contrat est pire que tout ce qu'on avait imaginé.
- Fuck off, on publie. On appelle Legendre du Quartier Libre, il va le faire.
- Mais si on fait ça, on ne pourra jamais prouver que c'est le bon contrat. Et Pepsi va nous poursuivre. On va se retrouver avec des millions en poursuite. Pis après, on ne pourra plus parler dans l'espace public. Ils nous ont bien eu, les estis. Ils savent qu'on peut pas garder le contrat pis ne rien dire. C'est jouer le jeu de la FAECUM ça, c'est être dans leur gang. Savoir ce qui devrait être légitimement connu de tout le monde et ne pas le divulguer.
- C'est pas la même chose. On vise justement à le rendre public. Pour tous. Pas juste pour nous trois.
- Ok gang. On continue avec la commission. On va gagner.
- Pis si on gagne pas? C'est Fasken Martineau, dude! On a aucune chance.
- On va gagner. Mais si jamais on gagne pas, on publie pis on assume les conséquences. Êtes-vous game ?

Au carré St-Louis cette nuit là, nous avons fait le serment de divulguer le contrat dès qu'une décision en notre défaveur tomberait de la Commission. Nous avons entrepris des démarches avec le journaliste Frédéric Legendre pour s'assurer qu'il serait lui aussi prêt à le publier dans le Quartier Libre. Mais nous nous sommes aussi jurés de garder le contrat secret jusqu'à ce que la Commission d'accès à l'information nous donne raison. Parce que même si nous voulions chasser les vendeurs du temple le plus rapidement possible, on voulait aussi s'assurer qu'ils n'y entrent plus jamais comme dans un moulin. Lorsque nous avons finalement gagné la bataille judiciaire

les médias ont rapidement voulu des réactions et des analyses des termes de l'entente. Nous savions évidemment déjà quoi dire, on avait eu des mois pour apprendre le contrat par cœur, l'analyser, le décortiquer et le détester. Des mois pour arriver à bien le détruire, par nos mots. Nous avons passé l'automne à en structurer une critique, article par article, ce qui nous a permis de livrer une synthèse exceptionnellement rapide de l'entente dès sa divulgation. Dans les heures et jours suivants la réception de l'entente, nous avons publié des communiqués de presse, nous donnions des entrevues dans les médias écrits, à la radio et à la télé. Nous connaissions l'entente dans ses moindres détails et cela a contribué à la diffusion de notre point de vue sur celle-ci.

Certain-e-s pourraient critiquer aujourd'hui notre silence de l'époque sur l'entente que nous avions en notre possession. Mais nous pensons toujours que la divulgation immédiate du contrat aurait pu avoir comme effet de nous museler, à la suite de potentielles poursuites judiciaires de la part de Pepsico, alors qu'une décision de la Commission ferait jurisprudence pour toutes les universités canadiennes désirant signer ce type de contrat avec n'importe quelle autre multinationale. Et ce n'était certainement pas seulement pour l'UdeM qu'on avait fait tout ça, mais bien pour l'université. L'université comme institution.

Nous n'étions que trois ou quatre. Et durant toutes ces années, nous nous sommes sentie-s parfois bien minuscules face à ce Goliath qu'est Pepsico. À l'époque, nous savions qui avait fait tous les graffitis contre Pepsi à l'UdeM. De même que nous connaissions ceux qui ont bousillé la plupart des machines distributrices durant certaines nuits. Par contre, plus de dix ans plus tard, nous ne savons toujours pas qui nous a envoyé illégalement le contrat sous le sceau de la confidentialité. Ce qu'on sait et qui demeure pour nous encore aujourd'hui immuable, c'est que l'espace public s'était transformé en espace publicitaire. Et qu'on a eu raison de décrier pendant des années la caverne de voleurs : l'institution, ce n'est pas Pepsi, c'est nous.

Août 2014.



De gauche à droite : Robert Lacroix, recteur de l'UdeM. David Pilon et Pierre-Philippe Lefebvre.
Photo : Caroline Dawson.

Les machines ***contribution anonyme***

On en avait marre. Les procédures entamées par le RÉÉSUM prenaient une éternité. Il fallait les attaquer là où ça fait mal. Les empêcher d'empocher de l'argent. Nous nous sommes souvent demandés comment bousiller leurs machines de boissons gazeuses. Puis, nous avons rendu visite à des spécialistes de matériel de rénovation. Pour un prix abordable, nous sommes ressortis du magasin avec l'arme magique : du coulis. Quelques bouteilles de mousse expansive qui gonfle de nombreuses fois son volume et durcit en quelques minutes seulement.

La nuit tombe sur la CIEL ***contribution d' Aymen Romdhani***

« Rassemblant des étudiants de différents milieux, la Coalition interdépartementale des étudiants libres (CIEL) est un regroupement critique, pas toujours homogène, aux positions sociales et idéologiques marquées. Considérée parfois comme l'association anti-FAÉCUM, la CIEL serait depuis cette session sur son lit de mort.

[...]

Décès constaté

Lors du dernier congrès de l'ASSÉ, le porte-parole de l'association d'histoire, Francis Hamel, annonçait « la mort officielle de la CIEL ». La fin de la CIEL a été constatée selon plusieurs anciens militants quand « Tomber du Ciel », l'émission radiophonique d'information de la Coalition sur CISM, a cessé d'être en ondes, et ce, en décembre 2004. Le caractère interdépartemental de la Coalition a été un frein pour la survie de la CIEL.

L'octroi d'un local étant prioritaire aux associations étudiantes modulaires, la Coalition a dû tenir ses activités dans le local du RÉÉSUM, ce qui était très contraignant pour les militants de la CIEL, mais aussi pour les étudiants en sociologie. « La régie des immeubles n'acceptait que la FAÉCUM comme interlocuteur et refusait donc de s'entretenir avec nous concernant les locaux », ajoute un autre ancien représentant de la coalition qui a préféré garder l'anonymat. Selon lui, « la difficulté d'être joint physiquement, sans local, était un grand handicap pour [leur] mouvement. Ça a été le début de la fin ». Toutefois, l'obstacle principal à la survie de la coalition n'était pas essentiellement d'ordre logistique. « Le noyau de la CIEL a fini par quitter l'Université, la relève était loin d'être nombreuse ni facile à intégrer », explique Francis Hamel. Le départ de la cohorte militante sans assurer un suivi, le manque de documentation et la disparition de la charte de la Coalition ont accéléré la disparition du regroupement étudiant. Mais, Francis Hamel reste optimiste. « Avec la grande mobilisation des étudiants pour la grève, on voit que l'esprit de la CIEL est toujours là. Il restera après à revoir les structures pour faire renaître la Coalition ». Toutefois, certains militants de la CIEL ont dit avoir été surpris d'apprendre la mort de la Coalition, signe du caractère « libre » et pas toujours coordonné du regroupement. »

Autres luttes locales entre 2002 et 2004 ***contribution anonyme***

- Lutte pour le retrait des espaces publicitaires Zoom Médias et leur remplacement par des œuvres artistiques ;
- « Dîner au rectorat » organisé par l'asso de Pharmacie pour revendiquer plus d'espaces de dîner dans leur pavillon ;
- 21 février 2002 : manifestation de l'ASSÉ contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché; l'AÉAUM l'appuie et coordonne l'envoi d'autobus de l'UdeM vers Québec avec l'aide du CIEL, payés par AÉAUM, RÉÉSUM et ADÉPUM. Semaine d'actions locales et grèves.
- 31 octobre 2002 : grande manifestation contre la ZLÉA, départ de Concordia.
- Février 2003 : l'AÉAUM se présente en CC de la FAÉCUM et se sert d'un argument faécumien (ou plutôt du « boulet légal », faisant en sorte que même si l'association n'est pas membre, les individus de l'AÉAUM sont membres de la FAÉCUM) pour demander la démission du secrétaire général Nicolas Fournier.
- Mobilisation et manifestation contre la guerre en Irak (15 février 2003 : 150 000 personnes dans les rues de Montréal, alors la plus grande manifestation au Québec)
- 2003 : grève de deux mois des employé-e-s de soutien de l'UdeM (syndicat du 1244). Plusieurs actions de perturbations.
- 7 avril 2003 : le syndicat des employé-e-s de soutien bloque les pavillons. L'administration obtient une injonction pour les refouler hors de l'université. Illes se seraient faits « avoir » parce qu'illes gagnent alors une augmentation de salaire non rétroactive de 4 %, alors que les cadres obtiennent une augmentation de 12 %, 48 heures plus tard.
- Aussi en 2003, le RÉÉSUM se désaffilie de la FAÉCUM (désaffiliation toujours pas reconnue un an plus tard, un avis écrit n'ayant jamais été envoyé) et publie le document « FAÉCUM coupable ».
- 6 novembre 2003 : manifestation de l'ASSÉ à Québec pour le gel des frais de scolarité et la gratuité scolaire. Des bus partent de Jean-Brillant, coordonnés par le CIEL. Des grèves sont votées. Premières discussions de Grève Générale Illimitée (pour 2004, mais finalement 2005).
- 1er mai 2004 : c'est l'annonce de coupures de 100 millions de dollars dans l'aide financière aux études. Le gouvernement fait cette annonce après la fin des sessions universitaires pour éviter des réactions directes de la part des étudiant-e-s.

**2005-2008 La grève,
la CALESH, et les autres**

Jean-Pascal Bilodeau

La grève de 2005

La grève de 2005 canalise toutes les énergies militantes dans l'organisation d'une campagne contre les coupures de l'Aide Financière aux Études (AFE) de 103 millions, annoncées par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Pourtant, à l'aube de la campagne, son succès est loin d'être assuré sur le campus de la montagne. À l'automne 2004, Marianne, une militante qui commence son doctorat après avoir étudié au baccalauréat à l'UQAM et à la maîtrise à l'UdeM, assiste à son premier congrès de la FAÉCUM. Les débats devraient alors tourner autour des moyens de pression à mettre en marche contre les coupures. Or, le plan du Bureau exécutif n'implique, même après des mois de réflexion, qu'une timide pétition et le maintien d'un dialogue « cordial » avec l'État. Sidérée, Marianne lance alors l'idée d'une escalade de moyens de pression pour mener à une grève, à moins d'un retrait de l'État. À son grand désarroi, les délégué·e·s, incluant le BE, éclatent de rire, comme si l'idée du débrayage est littéralement impensable et totalement ridicule. Six mois plus tard, alors que la grève secoue le Québec, les assos de l'UdeM n'ont pas manqué le train : elles ont répondu à l'appel massivement. Marianne, qui s'est investie corps et âme dans la mobilisation, croise un des « officiers » de la FAÉCUM, un des premiers à l'avoir ridiculisée. Elle le regarde droit dans les yeux et lui demande de s'excuser. Il bredouille que la FAECUM a « toujours été pour la grève ».

Si cette anecdote n'a pas force de sociologie, elle est somme toute révélatrice. Elle témoigne de la tâche faramineuse qu'exige l'organisation d'une grève dans l'institution francophone, une grève l'exige toujours, mais aussi du climat d'indifférence voire d'hostilité auquel s'opposent les militant·e·s dans ce contexte précis. L'UdeM est le fief bien gardé de la FAÉCUM, qui, par son poids démographique et des raisons historiques, s'est instituée en colonne vertébrale de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), aujourd'hui disparue. Cette dernière, avec la Fédération étudiante collégiale du Québec, a représenté jusqu'à tout récemment la tendance « concertationniste » du syndicalisme étudiant québécois, contre l'ASSÉ, frange « combative »¹. Dans ces conditions, ce n'est pas seulement contre le gouvernement que se déclare toute grève sur la montagne : c'est aussi contre l'inertie de la FAÉCUM, ses officier·e·s payé·e·s, ses documents officiels et l'aura associatif qu'elle construit à grands renforts d'alcool, de publicité et d'études « sérieuses ».

Très peu savent que le 21 février 2005, la première asso étudiante québécoise à voter la grève contre les coupures annoncée par le gouvernement libéral est celle du baccalauréat en Lettres et Sciences humaines de l'Université de Montréal. Cette petite association d'à peu

1 C'est cette lecture qu'en fait Benoît Lacoursière en retraçant, à travers les époques, laquelle de ces deux tendances antagonistes avaient l'avantage, par qui et comment elles étaient incarnées. Si le concertationnisme et la combativité ont, depuis le début des associations étudiantes, pris des visages successifs différents, elles se seraient, selon lui, toujours affrontées.

près trente personnes précède Anthropologie (de l'UdeM aussi) d'une vingtaine de minutes. La grève y est votée sans plancher ni délai. Deux jours plus tard, Histoire débraye à son tour, précédant de vingt-quatre heures le déclenchement officiel de la grève par la CASSÉE, coalition temporaire fondée par l'ASSÉ. Le 24 février, un party d'entrée en grève est organisé par les associations de sociologie, philosophie, anthropologie, histoire et géographie. Des militant·e·s déploient une bannière au pavillon Jean-Brillant où la plupart des cours de sciences sociales et humaines ont lieu. Quant aux associations des cycles supérieurs (surtout sociologie, anthropologie et histoire) elles se mobilisent très tôt et votent plusieurs fois la reconduction de la grève à l'unanimité. Les associations de l'UdeM lancent le bal.

C'est la vie entière des militant·e·s qui se déplace alors sur le campus. La plupart des associations décident de renouveler la grève hebdomadairement. La stratégie des militant·e·s plus radicales et radicaux est aussi simple que drastique. Il faut être partout à la fois : organiser et assister au plus grand nombre d'assemblées, mobiliser sur tout le campus, jusque dans les milieux présumés les plus réactionnaires (pharmacie, médecine, droit), ne rien laisser au hasard. Certain·e·s investissent les comités exécutifs, d'autres préfèrent demeurer des électrons libres. Mais les militant·e·s l'avouent : cette tactique est épuisante. C'est paradoxalement la grève qui permet de dégager l'espace et le temps nécessaire à la mobilisation qui devient énergivore. Entre les réunions, les Conseils de guerre de la FAÉCUM (c'est ainsi

que sont appelés, ironiquement, ses comités de mobilisation) les assemblées, le piquetage et l'organisation d'autres actions, le temps de dormir ou de rentrer chez soi n'existe presque pas. Celles et ceux qui habitent loin de l'université y dorment : les autres squattent les appartements d'ami·e·s et allié·e·s. Un quartier général s'établit dans les locaux de Sociologie et Histoire. Des militant·e·s de nombreuses associations se voient ainsi confier des cartes pour pouvoir y entrer au-delà des heures de fermeture du campus. Ces passepartouts, produits à l'aide de tiges limées, passent de main en main pour permettre l'accès aux différentes salles de l'Université, au grand dam de l'administration. Quant au café d'anthropologie, il est à son tour occupé ; il sert lui aussi de base pour se réunir, décanter, discuter et s'organiser.

Le travail n'a rien d'évident. D'abord, les militant·e·s réalisent que la FAÉCUM n'a aucune envie de soutenir la grève, et, de leur dire, fait tout pour la ralentir. Devant un tel blocage, on change de tactique. Plutôt que d'inviter le Bureau exécutif à entrer dans la marche de la grève, les militant·e·s essaient désormais d'empêcher sa récupération. Aussi, la compréhension mutuelle n'est pas toujours facile entre le « centre » militant qu'est l'UQAM, où s'élabore la stratégie nationale de l'ASSÉ, et la périphérie udemienne. Un militant élu au Comité maintien et élargissement de la grève de la CASSÉE² se voit reprocher les échecs des

² L'association d'histoire est la première à avoir voté la double affiliation CASSÉE – FAECUM. La CASSÉE permet en effet qu'une association, normalement affiliée à une autre association nationale, se joigne à sa coalition temporaire le temps d'un combat.

votes d'AG de l'UdeM jusqu'à être expulsé de ce comité, alors même qu'il participe activement à toutes les assemblées où on lui accorde le droit de parole et où il exhorte les étudiant·e·s à entrer en grève.

Malgré tout, une entraide spontanée se met en place sur le campus pour pallier au manque d'effectif dans le piquetage des cours. Les départements plus militants envoient des gens aider au piquetage des classes les plus problématiques ; une liste est d'ailleurs rapidement établie à cet effet. À l'Université de Montréal, chaque local doit être bloqué physiquement, contrairement à l'UQAM où il suffit très souvent de deux ou trois étudiant·e·s et de quelques minutes pour lever les cours. L'expression « piquetage dur » y prend tout son sens. Les blocages sont l'objet de violentes disputes et sont parfois littéralement attaqués par les étudiant·e·s. Un blocage du bâtiment en entier est pratiquement impossible puisque les votes de grève se font au niveau départemental (et non facultaire comme à l'UQAM). Il est rare que, dans un même pavillon, tous les cours qui se donnent soient des cours dont les associations sont en grève. Deuxièmement, la structure physique de l'Université, le nombre de portes et passages, mais aussi la présence d'une agence de sécurité « spéciale » détenant le pouvoir de procéder à des arrestations, constitue un obstacle majeur. La rumeur veut que le pavillon Jean-Brillant ait été conçu expressément pour empêcher son occupation.

Toujours est-il que le 1er mars 2005, 45 000 étudiant·e·s québécois·e·s sont en grève; le

3 mars, plus de 70 000. À ce point-ci, même les fédérations doivent lancer l'appel. La grève atteint le stade où elle n'est plus négligeable : elle devient générale, c'est-à-dire reconnue comme telle. Mais le gouvernement profite de l'entrée en scène des fédérations pour tenter de s'en tirer à bon compte. Le 9 mars, à peine une journée après leur lancement de campagne, la CASSÉE est exclue d'hypothétiques négociations avec l'État parce qu'elle exige de consulter ses associations membres avant de donner des réponses aux propositions. Pour protester contre cette exclusion, une manif est organisée sur la Place Laurentienne et une occupation a lieu dans le café Anthro. Les militant·e·s se barricadent et se préparent à y passer la nuit. On mandate une personne chargée de négocier avec la police. Pour ça, elle doit passer en rampant par le plafond, dont certains panneaux sont amovibles. Les occupant·e·s, devant l'échec des négociations, sont finalement expulsé·e·s par l'escouade anti-émeute avant le matin. Durant la semaine qui suit, les manif se multiplient partout dans la ville, mobilisant même les élèves du secondaire. Cette séquence se termine à l'UQAM dans la « Nuit de la Création », rebaptisée « Nuit de la Répression » après les quarante-huit arrestations qui y surviennent.

Malgré la répression, la grève atteint alors son plein potentiel de frappe. Elle a construit un rapport de force qui tient l'État en haleine. Même l'association de la Polytechnique débraye pour la première fois de son histoire, même si ce n'est que pour une seule journée. Le BE de la FAÉCUM, dans le procès-verbal du 9 mars, avoue sa surprise : sur le campus, 33

associations regroupant 15 000 étudiant·e·s ont obtenu des mandats de grève. Ce n'est qu'à ce moment qu'il invite, timidement, à des actions : « [Le BE] explique que les votes de grève doivent se refléter en action et conseille aux représentants de se munir d'une liste comprenant les adresses électroniques des étudiants pour communiquer avec eux »³. Pour les associations plongées dans la grève jusqu'au cou depuis de longues semaines, ce CC fait rouler les yeux au ciel. Il est au mieux déphasé, au pire tristement représentatif des tentatives de la FAÉCUM de « se rattraper » et de paraître active.

Le procès verbal du 402e Conseil central est une mine d'or pour comprendre les lignes de tension qui ont cours sur le campus. En général, tous les débats le moins intéressants se font à huis clos, court-circuitant tout effort de mémoire. Mais, pour une raison inconnue, les débats du 9 mars échappent à cette tendance. Sociologie Cycles Supérieurs y remet en question les 5000\$ que la FAÉCUM s'apprête à déboursier pour mobiliser des autobus vers la manifestation du 16 mars qui doit réunir les trois associations nationales⁴. Un tel montant, alors que l'évènement doit avoir lieu à Montréal, et non à l'extérieur de la ville, déclenche les critiques : paternalisme, infantilisation, dépenses inutile, voire dilapidation des fonds de grève dans des « broutilles ». Les débats sont acrimonieux.

Mais ce n'est pas seulement le nombre, dans une grève, qui importe : ce qui fait sa force réelle, c'est l'énergie politique qu'elle libère, l'espace politique qu'elle crée, à l'échelle du Québec comme à l'échelle locale. Le 18 mars, des étudiant·e·s en Aménagement de l'UdeM s'allient à leurs collègues de Théologie pour créer Charestville, un campement au Parc Lafontaine où illes reproduisent ce qu'illes présentent comme « un village typique québécois ». Le 22 mars, le Port de Montréal est bloqué, le Centre du commerce mondial fait l'objet d'un sit-in, les bureaux du Conseil du patronat sont occupés, l'autoroute Métropolitaine est aussi bloquée. Le 23, des militant·e·s udemien·e·s entreprennent une grève de la faim devant les bureaux du ministère. Le 25 mars, les étudiant·e·s de Théologie, une des associations les plus mobilisées alors qu'on la pensait être une des plus conservatrices, organisent le Chemin de Croix de l'accessibilité aux études.

Si le mouvement s'accélère, c'est toutefois la semaine du 28 mars qui est la plus chargée à l'UdeM. Le 30 mars, les militant·e·s se rencontrent à 7 heures du matin avec en tête une cible de taille. Le 9e étage de la Faculté des Arts et des Sciences est envahi par les militant·e·s qui bloquent les ascenseurs et commencent une occupation, répliquant ainsi à la faculté qui menace de refuser de valider les crédits pour les cours en grève. On installe des barricades, la porte de la salle de bain est démontée à cet effet. À l'intérieur, on compte entre vingt et vingt-cinq militant·e·s. Une équipe externe leur achemine de la nourriture : l'occupation s'installe. Pour passer le temps, les militant·e·s jouent au limbo

3 Procès verbal du Conseil central 402, p.12

4 Procès verbal du Conseil central 402, p.13

et au jeu Civilisation. C'est que l'administration ne répond pas immédiatement, souhaitant sans doute éviter que le bruit ne se répande et que l'action ne fasse la une des journaux le lendemain. Aussi, ce sont les pompier·e·s plutôt que les forces de l'ordre qui viennent finalement déloger les occupant·e·s. Les portes de secours ayant été sanglées, les premier·e·s s'attaquent aux murs. Malgré les dommages, l'occupation se termine sans arrestation, sans confrontation, sans même que les noms des occupant·e·s ne soient pris en note. L'absence de répression est à double face : la visibilité de l'action est quasi nulle. D'autant plus que ce soir-là, c'est le spectacle de Loco-Locass qui attire toute l'attention médiatique. L'occupation du neuvième étage de l'UdeM reste assez méconnue, bien que localement, elle se soit transformée en une légende urbaine.

Le 1er avril, même en l'absence de l'ASSÉ, les fédérations étudiantes concluent une entente avec le gouvernement. Le deal est le suivant : les exécutifs échangent leur « influence » contre le retour graduel des sommes coupées. Or, les fonds coupés lors de 2005 ne sont pas rendus, et l'argent est pigé dans des fonds fédéraux plutôt que provinciaux. Les agent·e·s de la FEUQ défendent l'entente dans les assemblées comme dans les médias ; ceux de la FECQ s'enferment dans une « neutralité » qui s'apparente plutôt à une démobilisation. Les fédérations investissent leur énergie à convaincre les étudiant·e·s d'accepter l'offre et de cesser la grève. Ce volte-face est vécu par beaucoup comme une trahison. En représailles, des membres de la FEUQ, dont des militant·e·s de l'UdeM, occupent les bureaux de la fédération et c'est l'exécutif lui-

même qui signe l'avis d'éviction et qui permet à la police de les expulser brutalement ce qui conduit éventuellement à leur judiciarisation. La stratégie des fédérations est finalement une réussite, car même si près de 40 associations, sur les 57 qui se consultent, votent contre la proposition, la grève s'effrite rapidement, et avec elle le rapport de force qui avait été créé.

Pourtant, à l'Université de Montréal, les associations étudiantes qui sont en grève ne veulent pas lâcher prise. L'énergie est toujours palpable. Alors que les délégué·e·s sont en route pour le congrès de la CASSÉE, illes apprennent que la FEUQ vient de voter en faveur de l'entente. Lors d'un Conseil central houleux, la FAÉCUM n'avait d'abord pas pu prendre de décision face à l'enjeu : le vote s'était soldé quatorze pour et quatorze contre. Son abstention dans le débat à la FEUQ a ainsi permis à l'entente de passer. Mais aussitôt arrivé au congrès, à Sherbrooke, les militant·e·s de l'UdeM ont une surprise : même la CASSÉE recommande le « repli stratégique ». Amer·e·s, quelques un·e·s organisent un party d'enterrement chez une militante de sociologie. C'est là que germe l'idée de la CALESH, dans les décombres d'une grève terminée trop vite.

La CALESH, ou rêver en papier

La plupart, sinon l'ensemble des militant·e·s de la Coalition des associations de lettres et sciences humaines de l'Université de Montréal (CALESH) que nous avons rencontré sont aussi ceux qui nous ont raconté la grève de 2005. C'est face à la fin du mouvement qu'illes décident de s'organiser autrement et de créer

un espace alternatif à la FAECUM, considérée comme un obstacle majeur au militantisme et comme une organisation profondément antidémocratique. Le ressentiment face au rôle de la FAECUM durant la grève de 2005 et la récupération « trahison » des fédérations, aide à faire circuler l'idée d'une désaffiliation dans les cercles plus radicaux.

La CALESH doit permettre de coordonner les efforts, de mettre en commun les ressources pour arriver à cette fin autant que d'assurer un « après » FAECUM. Dans ses fondements, elle est donc moins un regroupement militant qu'une structure d'expérimentation, un essai de démocratie associative qui se substituerait à la fédération. Selon une des fondatrices, dans la tradition militante de l'UdeM, « il y a toujours eu une culture, mais pas de structure ». La CALESH doit incarner cette structure. Sur le forum de l'organisation, un militant écrit : « elle est un regroupement d'associations qui permet déjà une meilleure communication entre ses associations membres. Elle cherche à construire un mouvement étudiant démocratique et participatif à l'Université de Montréal ».

Un projet de charte est ébauché durant l'été par un comité. Les débats y ont cours concernant le mode d'organisation, la philosophie qui doit y présider, les questions techniques. La formule adoptée est finalement double : on peut être membre à titre individuel ou à titre associatif pour permettre aux militant·e·s des associations qui refusent de se joindre de pouvoir quand même y prendre place.

L'adhésion est aussi ouverte à des associations d'autres champs d'étude qui se reconnaîtraient dans ses principes, même si la CALESH cherche surtout à regrouper les associations étudiantes disciplinaires de lettres et de sciences humaines. Dans le projet de Charte, les associations doivent cependant se désaffilier ou n'avoir jamais été affiliées à la FAECUM pour en faire partie.

À la première assemblée générale, la fébrilité est à son comble. Le plus gros amphithéâtre est réservé, au cas où, la question de l'animation est débattue longuement. Finalement, à peine une quinzaine de personnes se présentent, dont une majorité d'étudiant·e·s au Baccalauréat en Lettres et sciences humaines. C'est une grande déception.

Le travail se poursuit quand même. L'asso de sociologie y adhère le 31 janvier 2006 et entreprend des tournées de classe pour présenter la CALESH et l'ASSÉ à ses membres (Sociologie est alors doublement affiliée). Le 8 février, une AG de consolidation est organisée. Un plancher de cinq associations membres est décidé pour les assemblées futures. Les associations de Sociologie, Sociologie cycles supérieurs, Histoire et Histoire cycles supérieurs, Lettres et sciences humaines deviennent le noyau de l'association.

La FAECUM ne se soucie pas outre mesure de l'existence de cette nouvelle organisation. La CALESH ne représente pas (encore) une très grande menace. Aussi la fédération s'en sert-elle pour irriguer ses propres structures. Certaines associations de la CALESH sont d'ailleurs membres de la FAECUM, et ce malgré ce que stipule la

charte. À la CALESH, l'argent manque, et les procédures sont, de l'aveu même de ses fondatrices et fondateurs, excessivement lourdes. Au plus fort, elle ne compte qu'un millier de membres. C'est cette lourdeur qui la mène à sa perte, deux ans après sa création. Les militant·e·s tirent cette conclusion : « sur papier, la CALESH était parfaite. Mais c'est vrai qu'on avait beaucoup de temps à l'époque. Avec les cours et la vie, c'est une structure qui demandait beaucoup trop de temps et d'implication pour pouvoir fonctionner ».

C'est qu'il faut provoquer le brouhaha

En 2006, c'est au sein de l'Atelier Nord-Sud, chapeauté par l'Action Humanitaire et Communautaire (AHC), que se rassemblent à l'automne les volontés militantes de l'UdeM. Plusieurs groupes sont créés dès une première rencontre, notamment un comité de mobilisation anticapitaliste. Dès la première réunion, ses membres sont emballé·e·s à l'idée de prendre action sous la forme d'une armée de clowns anticapitalistes, nommée par après le BROUHAHA.

Déclaration d'amour *contribution anonyme*

Libérez le monde des frontières, pour le nous
Libérez le temps de l'espace, pour l'instant,
Libérez le savoir des écoles, pour le partage
Libérez la folie des asiles, pour le délire,
Libérez la manifestation des policier·e·s, pour l'expression
Libérez les arbres des parcs, pour le droit de pousser
Libérez le sourire des adultes, pour la fête
Libérez l'être de l'avoir, pour la simplicité,
Libérez la démocratie des parlements, pour l'autogestion
Libérez le rêve de la raison, pour l'utopie
Libérez l'art des musées, pour les couleurs
Libérez le pain des marchés, pour la gratuité
Libérez vos pulsions des concepts, pour l'irrationnel
Libérez les circonstances de la routine, pour la magie
Libérez les huards des dollars, pour l'envol
Libérez les mouvements des corps, pour la danse
Libérez les lettres des mots, pour la poésie
Libérez les écoles des monopoles, pour l'éducation
Libérez les peuples de leurs chaînes, pour la révolution
Libérez les clowns des cirques, pour la résistance
Libérez les cris des coeurs, pour le brouhaha!

La faim du monde

Le comité de récupération de bouffe La faim du monde est créé à l'automne 2006. Il consiste d'abord en la distribution de denrées de récupération dans les épiceries, majoritairement du pain, trois fois par semaine dans le pavillon Jean-Brillant. C'est au sein des Ateliers Nord-Sud, un comité de l'AHC que germe l'idée. Son incubation est donc institutionnelle : l'AHC est une branche des Services aux Étudiants de l'UdeM. Celle-ci parraine le projet et suggère une marche à suivre pour « légaliser » les choses. En décembre 2006, dans un échange de courriels entre les actrices et acteurs du groupe, la stratégie à suivre est établie : rédiger un « code de conduite » pour rassurer le public quant à la provenance des aliments, et garder sous silence le fait que certains produits viennent directement des poubelles; faire approuver le projet papier, sous forme de charte, par l'AHC qui pourra alors donner un coup de main dans le contact des entreprises; dresser une liste de ces entreprises, rédiger des lettres et les envoyer pour solliciter leurs aliments.

Le comité prend pour inspiration les cuisines populaires de Concordia (People's potatoe) et de McGill (Midnight Kitchen), qui sont fermement implantées et disposent de cuisine pour transformer les aliments. En janvier 2007, une charte est rédigée, affirmant la mission du projet.

Le comité Faim du Monde cherche à réunir tous ceux qui sont soucieuses

et soucieux de se nourrir sainement et gratuitement tout en minimisant l'empreinte écologique et l'exploitation sociale associées à leur consommation. Il cherche également à sensibiliser le public aux enjeux liés de près ou de loin à la production, à la transformation et à la distribution des ressources alimentaires dans nos sociétés marchandes, ainsi qu'à favoriser la diffusion de pratiques et de modes de vie plus écologiquement et socialement responsables (ex : végétarisme, consommation locale et équitable).

Petit à petit, la Faim du monde s'autonomise cependant de l'AHC. Des membres s'affichent de plus en plus ouvertement comme anticapitalistes. De plus, la charte, qui avait été rédigée pour profiter des fonds de la SAE, est plus ou moins respectée. Elle stipule que « les viandes, poissons et volailles ne seront pas récupérés ni les produits laitiers et les œufs crus »⁵. Dans les faits, les militant·e·s s'embarrassent rarement de telles considérations. La question de la récupération directement dans les poubelles est aussi posée. La popularité du comité, ainsi que son rapport de plus en plus subversif face à l'institution, attire les suspicions de l'Université qui craint les poursuites. L'administration obtient la confirmation que la charte n'est pas respectée par un appel du responsable de la cafétéria du Pavillon Jean-Brillant au comité, souhaitant savoir si les étudiant·e·s étaient également intéressé·e·s par les restes contenant des produits animaliers. Suite au coup de théâtre de cet « espion » auquel les militant·e·s

ne s'attendaient pas, l'AHC coupe les fonds et rompt avec le comité.

En février, le collectif envisage l'inscription officielle comme groupe affinitaire face à l'administration. Ce statut pourrait leur permettre de continuer à entreposer le matériel dans les locaux de l'AHC et de s'y réunir, de louer des tables et de monter des kiosques informatifs sur le campus. En contrepartie, la Faim du monde serait dans l'obligation de nommer des administratrices et administrateurs, qui seraient tenu·e·s responsables des agissements du groupe. Peut-être devant la crainte de sanctions ou devant la réticence des militant·e·s à tout ce qui est officiel, cette inscription n'a pas lieu.

En avril, malgré leur divorce, les relations entre l'AHC et les militant·e·s sont demeurées cordiales : un de ses agent·e·s les prévient alors que le collectif est en « danger ». Un·e militant·e explique la situation dans un courriel : « en d'autres mots, puisque nous ne sommes plus chapeauté·e·s par l'AHC et que nous n'avons pas pris la décision de nous officialiser, nous ne sommes donc pas reconnus par l'UdeM. Conséquemment, toute activité sur le campus, utilisation du nom de l'université ou promotion de notre projet aux étudiant·e·s du campus au sein de l'université, est illégale. »

Au même moment, le Quartier libre approche La Faim du monde pour écrire un article sur le sujet. Le collectif craint pourtant qu'à l'annonce écrite du projet, les autorités de l'Université ne mettent fin à la tolérance qui avait rendu la distribution possible

jusqu'alors. L'article est publié, et il ne semble pas que le groupe en souffre véritablement. Les militant·e·s continuent de se rejoindre au local de l'association de Science politique et d'Études internationales, où il a élu domicile depuis la rupture avec l'AHC. Mais à partir de 2009, la relève vient à manquer et c'est de lui-même que le comité Faim du monde s'éteint finalement, deux ans après sa fondation.

La grève de 2007-2008

En 2007, le gouvernement libéral annonce son intention de hausser les frais de scolarité de 50\$ par année sur une période de cinq ans. En réponse, deux militant·e·s appellent à une réunion, au terme de laquelle le Comité de mobilisation interfacultaire de l'Université de Montréal est constitué. À peine né, une ligne de fracture se dessine déjà au sein du comité. Certain·e·s souhaitent mobiliser en suivant le plan que vient de dévoiler l'ASSÉ, à savoir une campagne sur la gratuité scolaire. D'autres croient que ce n'est pas le bon moment : le mouvement étudiant se remet des désillusions de la grève de 2005. Les structures sont fatiguées voire désertes, particulièrement à l'Université de Montréal, et le climat est loin d'être fébrile. Ces militant·e·s croient plutôt qu'il faut mobiliser la population étudiante sur la question du dégel, quitte à radicaliser les positions au fil de la mobilisation. Les débats sont houleux et finissent alors que la seconde tendance l'emporte. Les deux militant·e·s qui avaient lancé l'appel claquent la porte, déçu·e·s de l'issue de la réunion.

Le comité se met toutefois à l'œuvre : il distribue un bulletin d'information sur le dégel, bâti sur le mode des histoires « dont vous êtes le héros », dans lequel un appel à la GGI est clairement formulé. Il rédige aussi une déclaration poétique de guerre :

*« Vous savez que l'Université n'est pas à vendre,
Même si de publicité vous l'infestez.
Pourquoi donc vouloir nous aliéner? (...)
Et apprenez, cher restructure-recteur,
Que sans étudiants et sans professeurs,
L'Université ne pourrait pas exister (...)*

*Aussi vous voudrez bien nous excuser,
Nous, étudiants pauvres et endettés,
De ne pas pouvoir nous payer,
Le luxe des beaux documents de la FAECUM*

*Regroupés ici sous le nom de CMIDUM,
Nous sommes venus revendiquer
L'accessibilité pour tous
À un enseignement de qualité. »*

Pendant ce temps, la FAECUM organise un kiosque d'information sur le dégel des frais de scolarité sous le thème « le gouvernement vous passe un sapin ». Dans un éditorial du Quartier Libre, les propos d'un étudiant, assez acerbes, résument les critiques formulées à l'égard de la fédération, qu'on surnomme alors « l'impériale » : « Ah!! C'était le sapin à l'entrée du pavillon! Vu comment c'était présenté, des petits papiers et un bonhomme gentiment assis, je me disais que c'était un vendeur, un peu comme quand l'UdeM vient présenter un projet

ou qu'Antidote fait la promotion de son logiciel [...] Pour moi, des gens qui se révoltent contre de telles mesures sont debout, dans les couloirs, en train de nous distribuer des prospectus et en gueulant!! Pas assis à attendre qu'on vienne leur demander ce qu'ils font là...»⁶.

Sur le plan provincial, des votes de grève ont lieu suite à l'appel de l'ASSÉ en novembre. Des quelques 40 000 étudiant-e-s québécois-e-s qui débrayent entre le 14 et le 16 du même mois, seulement les associations de Sociologie et d'Anthropologie en font partie, selon les chiffres de l'association nationale⁷. C'est que sur le campus de la montagne, la campagne est menée dans la perspective d'une intensification graduelle en vue de la session d'hiver plutôt que celle d'automne. Dès le retour des vacances de Noël, en janvier, les militant-e-s tractent à la sortie des stations de métro une fausse lettre de l'administration⁸. voir p. 83

Des manifestations sont organisées sur le campus, dont une qui se termine dans les bureaux de la FAECUM pour protester contre son inaction et contre le fait qu'elle s'arroge l'exclusivité du discours étudiant sur le campus. La tension entre le comité de mobilisation et la FAECUM est notoire, à tel point que la fédération décide d'envoyer une

6 Quartier Libre, « Édito - Vendeurs de sapin?! », Quartier Libre, 29 janvier 2008, vol.15, no.10, p.3

7 Presse-toi à gauche, ASSÉ : État des mandats de grève, en date du 14 novembre 2007, http://www.pressegauche.org/spip.php?page=article&id_article=1094, 14 novembre 2007.

8 Le vrai nom du recteur de l'époque est Luc Vinet.



Cabinet du Recteur

Chers clients, chères clientes,

C'est avec grand plaisir que toute l'équipe de l'Université de la Montagne vous souhaite une bonne et heureuse année 2008. Que celle-ci soit non seulement remplie de découvertes, mais aussi d'épanouissement intellectuel et professionnel.

Tenant à suivre les nouvelles tendances et à conserver une bonne place au sein du troupeau universitaire qu'elle s'efforce de suivre, c'est avec fierté que l'Université de la Montagne vous annonce une majoration de la facture étudiante. Suivant la volonté du gouvernement Charest de se désengager progressivement du fardeau que représente le réseau d'éducation post-secondaire, nous sommes plus qu'heureux de participer à la responsabilisation des étudiants en leur faisant assumer une part toujours plus grande des coûts prohibitifs de leur éducation.

C'est ainsi que, dès cet hiver, votre participation augmentera à raison de 115 dollars par session. Mais ce n'est qu'un début! Entre 2006 et 2011, de concert avec le gouvernement, nous vous promettons d'augmenter de 47% la facture étudiante. En effet, nous avons confiance que l'absence de mobilisation des étudiants face à nos attaques répétées à l'accessibilité de l'éducation est en somme un encouragement à poursuivre dans cette voie.

En vous souhaitant une excellente session d'hiver parmi nous,

Sa Majesté le Recteur,

A handwritten signature in black ink that reads "Luc Bidet".

C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal Qc H3C 3J7

Téléphone : (514) 343-6776
Télécopieur : (514) 343-2354

lettre à l'AFESH-UQAM, où les militant·e·s du comité impriment leurs tracts, exigeant que l'association facultaire cesse leur aide.

Le 11 février 2008 est envisagé comme la date de déclenchement de la grève à l'UQAM. À l'UdeM, malgré les tensions, le comité de mobilisation travaille d'arrachepied à convaincre les associations de débrayer. Six associations tombent finalement en grève, dont celle de Service sociale. Le gouvernement décide alors de voter une loi pour limiter l'augmentation des frais afférents. Les associations de l'UQAM abandonnent la grève ; celles de l'UdeM aussi. Les frais réguliers, eux, augmentent sans que le mouvement étudiant n'oppose de force susceptible de renverser la décision de l'État.

Le PLUM libertaire

La rentrée 2008 est l'objet d'un coup de théâtre. Le traditionnel spectacle organisé par la FAECUM, dont le groupe OMNIKROM est la principale figure de proue, est perturbé par une pluie de tampons imbibés de rouge sur la scène et par la distribution d'un tract contre les propos sexistes du groupe.

Un nouveau groupe voit le jour : le PLUM, plumes libertaires de l'Université de Montréal. En 2009, une action d'envergure est organisée contre la FAECUM. Elle regroupe à la fois les militant·e·s du RUSH (voir p.93) et ceux du PLUM. Les budgets, à la FAECUM, sont tenus secrets par le huis clos sous prétexte qu'ils constituent des armes stratégiques contre

le gouvernement et les entreprises dans les négociations. Les militant·e·s plus radicales et radicaux jugent que cette restriction vise plutôt à empêcher toute critique de percer et tout groupe opposé de s'organiser, en plus de restreindre l'information à une élite bien rodée et resautée. L'idée est donc de cambrioler le budget et de le diffuser massivement. Pour ça, on organise la mise en scène d'une course à relais, en plein milieu du conseil central. Le but : créer le chaos dans la réunion. Chaque militant·e a un rôle ; empêcher les officier·e·s de récupérer le document en faisant obstruction, courir dans les escaliers, etc. Même l'itinéraire est prévu. Les choses tournent autrement. En fait, elles sont trop faciles. Pour faire exception à l'histoire et pour une raison qui nous échappe, le congrès ne vote pas de huis clos pour ce dépôt du budget. Un militant s'avance comme si de rien était, s'empare du budget et repart sans réaction. C'est le côté performatif du vol, sa mise en scène théâtrale, à même de provoquer un scandale, qui tombe à l'eau. Heureusement, le coup prévoit également la distribution d'un tract préparé par les membres du PLUM :

Bonne nouvelle ! Pendant que vous lisez ce tract, nous, le PLUM, prenons en charge la numérisation du budget dérobé lors d'un huis clos en vue d'une publication sur le web – où il pourra être commenté librement. Il s'agit d'un acte éthique de hacking politique. Nous servons ici à la FAÉCUM une belle leçon de politique ; les propres membres de la fédération étudiante prennent maintenant les moyens nécessaires afin d'atteindre leurs objectifs légitimes.

Le PLUM est un groupe affinitaire. Il s'éteint de lui-même, probablement du fait des changements de cohortes étudiantes.

contribution anonyme

Malgré tout, la campagne de grève à l'Université de Montréal peut apporter au mouvement étudiant son lot d'enseignements. Nous pouvons certes apprendre de nos erreurs, mais nous pouvons aussi retenir certains bons coups. Alors que l'AFESH et l'association étudiante du cégep de Maisonneuve ont pu nous fournir de très belles affiches, nous avons aussi pu compter sur notre propre matériel : des articles et des affiches de qualité. Mais surtout, alors que la grève avait débuté et que les militant·e·s du comité de mobilisation n'avaient plus d'énergie, ce sont des étudiant·e·s ayant voté la grève qui se sont engagés et qui ont mis toute leur énergie. Des conseils de grève presque aussi populeux que ceux de l'UQAM avaient lieu tous les jours et comprenaient presque uniquement de nouveaux visages. Le travail qu'ont fait ces personnes, parfois peu politisées, était plus qu'impressionnant. Cela nous indique bien que les gestes du gouvernement Charest provoquaient un mécontentement qui aurait pu être mieux exploité par les syndicats étudiants de gauche. En somme, avec le dégel, il aurait été possible, si de meilleures décisions avaient été prises, de développer une conscience de classe chez une large part d'étudiant·e·s, tout en défendant avec succès les acquis des luttes sociales précédentes.

PLUM

contribution des Plumes Libertaires de l'Université de Montréal

CASSEUX DE PARTY !

Tassez-vous, on rentre ! Le slogan de la FAÉCUM (ça se prononce : fé-koume) est tout à fait de circonstance pour décrire cette rentrée scolaire. TASSEZ-VOUS, Et surtout ne vous interposez pas car la FAÉCUM décide et s'occupe de tout sans que vous ayez un mot à dire.

La fédération étudiante du campus nous a déjà habitués à diluer tout effort de contestation dans un flou mystificateur et dans une langue de bois bien sculptée. Rappelons-nous que la session dernière, la FAÉCUM, s'est opposée au mouvement de grève préconisé par certaines associations étudiantes pour marquer leur opposition au dégel des frais de scolarité – tout cela en prétendant hypocritement s'opposer également au dégel. Qu'on t'ails foutu, sauf bien sûr s'affairer à maintenir leur corporation en vie ? On serait surpris de trouver quelqu'un sur le campus qui puisse donner réponse à la colle...

Mais voilà que dans le plus grand mépris de l'intellect, ils nous annoncent pompeusement la venue d'Omnikrom comme tête d'affiche du spectacle de la rentrée. Les ados boutonneux d'Omnikrom clanchent à l'instinct minimum pour nous offrir des tounes, chiées au synthétiseur, parfaits symboles du règne de l'entertainment aux dépens de la contestation. Omnikrom c'est de l'à-plat-ventrisme mainstream. «J'vas être riche, pute », « achète-moi » vomissent-ils dans leur micro, comme pour souligner leur totale aliénation à un capitalisme individualiste et pornographique.

Machos, Misogynes, indigestes, les textes des faux-pimps d'Omnikrom ajoutent l'insulte à la médiocrité. «Si t'es gentille, tu te lèves avec mon dick dans ton bec», «Pouliche, lèche-moi», «J'ai taché tes draps, désolé, je visais ton visage», crient-ils, dans un irrespect le plus profond de la condition féminine. Pas de trace d'un deuxième degré non plus.

Si les gars d'Omnikrom complexent sur la grosseur de leur queue en crachant sur les femmes comme des ados en manque d'attention, leur présence à l'université leur fait faire un bond vertigineux, eux qui semblent à peine sortis du préscolaire et des jeux de touche pipi. Leur présence est une atteinte scandaleuse à notre intelligence ainsi qu'à tout ce que l'université devrait être.

TASSEZ-VOUS, car les groupies de la FAÉCUM voudront certainement être aux premières loges pour assister aux déjections sonores d'Omnikrom... ce sont eux les désespérés qui les ont payés à même nos cotisations...

Bonne rentrée quand même !

Le déficit démocratique à la FAÉCUM *contribution de Frédéric Legault*

La FAÉCUM, malgré les prétentions de ses exécutant·e·s, ne peut pas et ne doit pas être le seul véhicule de défense des droits et intérêts des étudiant·e·s de l'Université de Montréal. Pour plusieurs raisons, une alternative s'impose. Un des éléments qui soutient cette idée réside entre autres dans le climat de camaraderie entretenu et favorisé par les sphères sociales entourant le Bureau exécutif (BE) de la FAÉCUM. La construction d'un cercle social composé de délégué·e·s autour de l'exécutif, en plus d'altérer les raisons d'une implication politique, nuit à la santé du processus démocratique. Pouvant paraître bénigne à première vue, la culture organisationnelle de la FAÉCUM favorise structurellement une centralisation des tâches, des décisions et des positions politiques, castrant la fertilité des échanges et l'avancement des idées.

Les arguments subversifs soumis en Conseil Central (CC) ou en Congrès sont trop souvent perçus comme un fardeau imposé par la démocratie représentative, une obligation exigée par la structure organisationnelle. Sachant que certains arguments ne seront pas adoptés à cause de cette convergence des idées politiques, les représentant·e·s de certaines associations étudiantes se renseignent insuffisamment sur les propositions soumises (également dû à une politique d'accès à l'information contraignante), remplaçant un potentiel échange d'idées par une discussion flasque et puérile. C'est lorsque ces mécanismes népotiques font défaut que le BE se doit d'entrer activement en jeu. À cet égard, rappelons que des votes furent dictés à des délégué·e·s par texto en CC. Rappelons aussi la tenue d'un méta-congrès sur Facebook lors du congrès annuel 2011 de la FAÉCUM. Contrairement à ce qui est stipulé dans ses principes et dans le discours de ses officières et officiers, la FAÉCUM fonctionne dans les faits sur une logique caractérisée par une vision top-bottom du processus décisionnel.

Englué·e·s dans une culture organisationnelle centralisée et directive propre au modèle fédératif, les délégué·e·s downshift en mode passif et participent à la création d'un climat d'attente envers l'exécutif. En conséquence, les positions politiques à la FAÉCUM émergent du BE, sont rubberstampées en instance et percolent par la suite vers les associations membres. Selon la même logique, l'intensité avec laquelle le bureau exécutif de la FAÉCUM défend ses mandats demeure foncièrement sélective. Il ne suffit que de penser à quelques-unes des nombreuses parjures commises par le BE, notamment lors de l'appel pusillanime à la démission de Guy Breton; ou bien à l'appel vindicatif en CC de la part de la secrétaire générale de la FAÉCUM à rejeter l'entente minimale; ou encore aux commentaires fuyants et superficiels face aux épisodes répétés de sexisme et de racisme lors des événements socioculturels organisés sur le campus.

La norme politique ne fait pas exception à la FAÉCUM : les informations transmises par l'exécutif et les enjeux traités en instances sont teintés des intérêts des exécutant·e·s et présentés sous couvert d'objectivité. En l'occurrence, pourvoir des services, maintenir de bonnes relations avec le rectorat et entretenir une vie socioculturelle dynamique deviennent les préoccupations centrales pour le BE, évacuant conséquemment la défense des intérêts et des droits politiques des membres de la FAÉCUM. Suite à cette divergence politique fondamentale maintes fois constatée, il est nécessaire de voir naître une association facultaire parallèle sur le campus. Ce projet, dont la mise en application fut tentée à maintes reprises, se nourrit constamment d'un désabusement face aux structures en place et d'un espoir de changement politique dans la communauté udémienne.

Cultures politiques et assemblées générales à l'UdeM **contribution de Thomas Lafontaine**

Quels clivages existent entre les militant·e·s de la FAECUM et du RUSH entre 2010 et 2012? Bien qu'elles soient parfois présentées comme l'espace politique suprême, les structures délibératives que sont les assemblées générales ne sont pas des hauts lieux de démocratie. La plupart restent longues, complexes, intimidantes et très peu inclusives. Malgré l'existence de codes de procédures formels (Code Morin, Code L'Espérance) qui encadrent le déroulement des délibérations, les assemblées sont loin d'être exemptes de relations de pouvoir. C'est dans le traitement de ces relations de pouvoir que peuvent être distingués les cultures politiques de la FAECUM et du RUSH. Je les nomme respectivement « traditionnelle » et « participative » par souci de comparaison.

La perspective traditionnelle accorde un rôle plus autoritaire à la personne-animatrice. Celle-ci est présentée – ou se présente elle-même – comme une personne « experte » qui tranche les débats d'interprétations du Code d'assemblée ou des Statuts et règlements. Il arrive très souvent que cette personne se permette d'intervenir au sein des débats pour fournir des informations complémentaires (non sollicitées) ou passer des commentaires personnels (notamment quand elle est elle-même membre de l'AG). Ce type d'animation tend à imposer des modes de délibération plutôt qu'à les suggérer à l'assemblée. La perspective participative privilégie un rôle davantage axé sur la participation active et diversifiée des membres plutôt que sur le respect des règles procédurales. La personne en charge porte d'ailleurs bien souvent le titre d'« animation » plutôt que celui de « présidence ». Celle-ci s'appuie sur les mêmes codes de procédure, mais tend à s'effacer et à n'intervenir qu'à la demande des membres de l'AG pour suggérer des avenues lorsque les débats s'enlisent. Son rôle est plus celui d'une personne-ressource amenée à intervenir dans des situations de manque d'informations pour prendre une décision, d'inconforts, de fatigue ou d'urgence.

La personne-animatrice peut également proposer des procédures informelles, qui ne font pas partie des codes d'assemblées pour favoriser une prise de parole diversifiée. Par exemple : la prise des tours de parole par un·e volontaire et l'alternance hommes-femmes au micro. Un·e gardien·ne du senti peut aussi être nommé·e pour intervenir au besoin, réveiller une AG endormie, désamorcer un échange agressif, rendre visible le langage de domination ou encore veiller à ce que les discussions soient féminisées. L'objectif : distribuer les rôles d'animation et de « gestion » de l'assemblée pour dépasser les procédures formelles et aider à ce que celles-ci deviennent des espaces politiques un peu plus accessibles et inclusifs.

À l'Université de Montréal, entre 2010 et 2012, la plupart des assos étudiantes faisaient appel à la FAECUM pour animer leurs AG. S'appuyant surtout sur le Code L'Espérance, ces personnes animatrices privilégiaient bien souvent une perspective traditionnelle de l'animation. À l'aube des votes de grève de l'hiver 2012, cette situation s'est en partie renversée. Plusieurs personnes ont fait appel aux membres du RUSH pour animer leurs AGs. Cette vague de demandes ne s'expliquait pas par un désir soudain d'obtenir des assemblées plus participatives. Elle s'expliquait davantage par l'inaction de la FAECUM devant l'escalade des moyens de pression construite contre le gouvernement ainsi que par la mésinformation sur le processus de grève. En réponse à ces demandes d'animation, certain·e·s membres du RUSH ont organisé deux ateliers: « Introduction à l'animation d'assemblée générale » au début de l'hiver 2012. Les questions d'autorité, de privilège et d'inclusivité ainsi que les mises en situation étaient au coeur de ces ateliers, plus que les connaissances pointues des Codes d'assemblées. Le mérite de ces ateliers était précisément de fournir des outils complémentaires à ceux retrouvés dans la perspective traditionnelle. Ils avaient aussi pour but d'élargir le bassin de personnes animant les AGs pour éviter que ce soit toujours les mêmes personnes qui le fassent. Cette volonté de partage des ressources et de renouvellement s'est poursuivie après la grève par la création d'un groupe Facebook consacré à l'animation d'AGs sur le campus de l'Université de Montréal.

**Les années « pré-2012 » :
Le RUSH et la mobilisation
graduelle contre la hausse des
frais de scolarité**

Philippe T. Desmarais

Création, début et dynamiques du RUSH

Suite à la mobilisation et à la grève échouée de 2007, le RUSH fait sa première apparition dans l'enceinte des murs de l'université de Montréal. Le RUSH signifie d'abord « réseau des universitaires en sciences humaines » et n'est formé que d'une poignée d'individus. Le RUSH est créé dans un contexte où les assemblées générales sont désertées et très peu actives. La nécessité se fait rapidement sentir quant à l'émergence d'un nouveau groupe pouvant regrouper les militant·e·s du campus.

À sa fondation, le RUSH est perçu comme un organe de coordination plutôt que comme un groupe de mobilisation. En ce sens, une charte minimale est adoptée et permet de s'organiser autour de quelques principes de base. Ses membres peuvent être des individus et/ou des exécutant·e·s d'associations étudiantes. La plateforme sert à l'organisation d'actions et de mobilisations, mais également à échanger et à préparer des stratégies pour les exécutant·e·s dissident·e·s siégeant aux instances de la FAECUM. L'objectif de ses membres fondateur·e·s est de se doter d'un espace d'échange, tant d'idées que de matériel. Une volonté forte existe afin d'éviter les écueils vécus lors de l'époque de la CALESH; aucun membership associatif, aucune nécessité de prendre position pour participer aux réunions. Toutefois, lorsqu'un jour, le directeur du BE

se présente pour assister à une rencontre, la décision est prise à l'unanimité : les exécutant·e·s de la FAECUM n'ont pas leur place ici.

À l'automne 2009, une série de nouvelles personnes commencent à s'impliquer en participant activement aux réunions, mais des problèmes d'inclusion se font rapidement ressentir. Peu de tentatives sont réalisées afin de faire comprendre aux nouveaux et aux nouvelles membres ce qu'est le RUSH, quels sont ses objectifs et quel est son fonctionnement général. Certain·e·s trouvent que les réunions sont désagréables et dénoncent les attitudes paternalistes de la part de quelques membres.

Avec du recul, plusieurs militant·e·s du RUSH avouent n'avoir pas assez réfléchi sur cette question d'inclusion, qui a été un des problèmes majeurs de l'organisation. Au fil des années, il n'était pas rare de voir une personne se présenter à une réunion et ne plus jamais y retourner.

Dans la même période (2009-2010) et au courant de l'année scolaire, la plupart des fondateurs et fondatrices du RUSH quittent l'organisation : certain·e·s ont simplement quitté l'université, d'autres croient que le réseau est voué à l'échec. Les nouvelles personnes impliquées dans le RUSH le voient alors comme le potentiel bras armé de l'ASSÉ à l'UdeM.

À ce moment, le RUSH commence à rassembler un nombre important d'individus, malgré des dynamiques d'inclusion problématiques. Le réseau travaille sur plusieurs

fronts et se regroupe aux deux semaines, voire à chaque semaine. Étant donné la ligne politique prônée par certain·e·s participant·e·s très proches de l'ASSÉ, le groupe commence à mobiliser les étudiant·e·s de l'UdeM dans l'optique d'une augmentation des moyens de pression contre les hausses de frais de scolarité, qui culmine à la grève de 2012. Le RUSH devient le « réseau universitaire en sciences et humanités » (plutôt que sciences humaines) puisque les gens qui s'y impliquent proviennent de programmes divers et que la mobilisation qui se prépare s'apprête à toucher l'ensemble du campus.

L'organisation interne et le tournant de 2009

En 2008, juste avant la réélection du Parti Libéral du Québec (qui obtient un mandat majoritaire), la ministre de l'éducation, Michelle Courchesne, dépose en assemblée parlementaire les projets de loi 107 et 110. Ces projets de loi visent principalement la réforme des conseils d'administration des institutions postsecondaires, dans une logique de gouvernance, tandis que le gouvernement tente d'implanter des agent·e·s extérieur·e·s au sein de celles-ci. Plusieurs voient cela comme de l'ingérence de la part du milieu des affaires au sein des conseils d'administration et critiquent cette tendance de plus en plus forte vers la marchandisation du savoir.

Alors que la FEUQ ne réagit pas face à cette annonce et que la FECQ appuie les projets de loi, une mobilisation s'organise autour de cet enjeu. À la fin du mois de mars 2009, l'ASSÉ organise une manifestation contre les projets de loi et contre la privatisation des services publics.

L'UdeM, quant à elle, ne se positionne pas vraiment sur le sujet. La campagne est menée principalement par l'ASSÉ, alors qu'il n'y a encore que très peu d'associations udeumiennes qui y sont affiliées. De plus, les militant·e·s de l'UdeM semblent plus préoccupé·e·s par la lutte contre la privatisation des services publics de manière globale que par celle, trop spécifique, qui s'oppose aux projets de loi 107 et 110². Du côté de la FAÉCUM, le bureau exécutif tarde à se positionner pour ne pas devancer la FEUQ qui reste muette à ce sujet.

Au cours de l'automne 2009, plusieurs associations du campus commencent à se rapprocher de l'ASSÉ et à participer aux congrès, seulement à titre d'observatrices. Le 1er octobre 2009, l'ASSÉ organise une manifestation contre le projet de loi C-38 en vu des élections fédérales à venir. Ce projet de loi comprend plusieurs mesures controversées, notamment des changements apportés aux régimes de pensions et de rentes des personnes âgées, à l'immigration et à l'assurance-emploi, l'abolition de l'équité salariale dans les contrats fédéraux et la fin de l'agence Droits

1 Fédération Étudiante Collégiale du Québec

2 Tout cela concorde d'ailleurs avec la création de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics (connue aussi sous le nom de la « main rouge ») à l'automne 2009.

et Démocratie. Du côté de l'environnement, le projet de loi officialise le retrait canadien du protocole de Kyoto, accélère le processus des évaluations environnementales, modifie la loi sur les opérations pétrolières et modifie la loi sur la pêche, en changeant le zonage des cours d'eau protégés³. Sur ce sujet, la FAÉCUM hésite à se positionner et décide de ne pas s'associer aux revendications de l'ASSÉ. Selon la fédération, la participation à la manifestation du 1er octobre « serait une action incohérente et une perte de crédibilité qui donnerait des munitions à nos ennemis »⁴. Notons qu'en 2009, l'ASSÉ compte moins de membres qu'à l'heure actuelle et n'a pas le rapport de force qu'elle possède éventuellement face aux fédérations étudiantes (FECQ-FEUQ).

Dans la même période, la tendance des associations militantes de l'UdeM à faire chaise vide lors des instances de la FAÉCUM commence tranquillement à se renverser. En cherchant à créer un contre-discours général face aux orientations politiques de la FAÉCUM, c'est principalement à travers le travail de mobilisation du RUSH que s'organise ce renversement.

Cette vague de participation culmine même par l'affiliation de l'association d'anthropologie à la FAÉCUM, alors qu'elle en était désaffiliée depuis plus de trois décennies.

Une des logiques derrière ce choix s'explique par le fait que chaque étudiant·e de l'UdeM est dans l'obligation de payer individuellement sa cotisation à la FAÉCUM, et ce même si son association respective n'y est pas affiliée⁵. Les étudiant·e-s réfractaires à la fédération préfèrent donc se présenter aux conseils centraux (CC) pour exercer leur droit de vote et de proposition, dans l'objectif ouvert de contrer le discours dominant qui règne au sein des instances.

Durant le CC du mois d'octobre 2009, les tensions sont plus que palpables. De plus en plus de voix dissidentes exigent de la FAÉCUM des prises de positions politiques plus radicales. On relève une fois de plus à maintes reprises les problèmes de transparence concernant les huis clos abusifs et répétitifs lors des conseils centraux.

La grève des chargé·e-s de cours, le budget Bachand et l'année 2010

L'année 2010 marque le début de la mobilisation massive qui mènera à la grève de 2012, du moins dans le cas de l'Université de Montréal. Lors de la session d'hiver 2010, les 2 400 chargé·e-s de cours de l'UdeM entament une grève qui dure plusieurs semaines, du 24 février au 11 avril. « Les chargé·e-s de cours exigent notamment un rattrapage salarial et un meilleur accès à la prime de départ à la retraite. Ils voudraient aussi voir la taille des groupes

3 <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2012/06/19/001-projet-loi-omnibus-c-38-adoption-chambre-des-communes.shtml>

5 Le paiement est automatique et inscrit dans la facture

auxquels ils sont affectés être restreinte »⁶. Les étudiant·e·s restent assez silencieux·ses sur le sujet. L'association de sociologie (RÉÉSUM) fait toutefois parvenir une lettre d'appui qu'elle fait circuler auprès de l'université, de la FAÉCUM et du syndicat des chargé·e·s de cours. Le RUSH tente de faire une campagne d'appui aux chargé·e·s de cours, mais il s'agit plutôt, en bout de ligne, d'une campagne d'appuis informels lors de discussions qui ont lieu en réunion. Au final, le combat est un peu délaissé par les associations étudiantes.

Lors du 458^{ème} CC de la FAÉCUM, les discussions et positions adoptées montrent bien le climat qui règne entre les étudiant·e·s et les chargé·e·s de cours du campus. Plutôt que de donner un appui réel, les étudiant·e·s tiennent davantage à défendre leurs propres intérêts. Les positions suivantes sont adoptées :

Que les deux parties (l'administration et le SCCUM) négocient de bonne foi ;
Que la présente négociation ait pour priorité absolue l'amélioration de l'encadrement et de l'enseignement pour les étudiants ;
Que les deux parties prennent toutes les mesures nécessaires afin d'éviter une plus grande perturbation des activités académiques.

Les chargé·e·s de cours en arrivent à une entente de principe et obtiennent des augmentations salariales de 6,5% sur quatre

ans, un peu moins que ce qu'elles réclamaient à l'origine. L'université s'engage également à « (...) embaucher des auxiliaires pour aider ceux qui enseignent à de grands groupes »⁷.

Sur le campus et partout ailleurs, la mobilisation pour la manifestation du 1^{er} avril, organisée par la Main rouge, est palpable. Cette manifestation dénonce le budget Bachand qui prévoit l'augmentation des tarifs dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'hydroélectricité. Plusieurs associations universitaires et collégiales votent la grève pour cette journée, dont les assos de sociologie et anthropologie de l'UdeM. La manifestation est populeuse et rassemble plus de 10 000 personnes.

À l'automne 2010 et suite à la mobilisation contre le G20 à Toronto, qui a lieu au mois de juin de la même année, les revendications se concentrent presque uniquement autour de l'enjeu des frais de scolarité, même si pour plusieurs, il s'agit également de dénoncer la logique globale du système d'exploitation capitaliste. Les premières grandes vagues d'affiliations à l'ASSÉ (à l'UdeM) commencent lors de cette session. Le 23 novembre, l'association de philosophie, l'ADÉPUM, est la seule association à voter une journée de grève pour participer à la manifestation organisée par la Main rouge, qui dénonce une fois de plus le budget du ministre Bachand. 1500 personnes y participent et réussissent, en fin de parcours, à bloquer l'ensemble des entrées

6 <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201002/23/01-954517-les-charges-de-cours-de-ludem-en-greve-demain.php>.

7 <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201004/11/01-4269274-udem-fin-de-la-greve-deschargesdecours.php>.

de la tour d'Hydro Québec dans le centre-ville, pendant près d'une heure et demie.

Le 6 décembre 2010, à Québec, se tient une rencontre des « partenaires de l'éducation », dont l'objectif principal est de discuter de la question du financement des universités. Line Beauchamp, alors ministre de l'Éducation, entend déterminer quelles seront les modalités futures de la hausse des frais de scolarité prévue pour 2012. Le débat de fond est écarté : il s'agit uniquement de déterminer de combien les frais seront augmentés et dans quelles mesures. En réaction, plusieurs assos du campus (dont philosophie et anthropologie) votent une journée de grève pour aller manifester dans les rues de Québec. Des autobus de la FAÉCUM partent vers la capitale et y emmènent plus de 350 personnes. D'autres décident de s'y rendre autrement, ne voulant pas être associé·e·s à la fédération. La FAÉCUM profite de cette journée pour distribuer des tuques vertes et blanches, commandées par milliers pour l'occasion. Au cours de l'événement, plusieurs boîtes de tuques se font voler par des individus qui critiquent les méthodes de mobilisation minimales de la FAÉCUM. Durant les mois suivants, on peut voir plusieurs militant·e·s porter ces tuques de manière ironique, ce qui devient avec le temps un *running gag*.

Plus de 60 000 personnes sont en grève lors de la journée du 6 décembre. À la rencontre des « partenaires », l'ASSÉ ne participe pas. La FEUQ, quant à elle, s'y présente mais claque la porte quelques heures plus tard, face à une impossibilité (prévisible) de dialogue.

La pression monte; le rôle est les actions du RUSH en 2011

À partir de 2011, le RUSH, qui se réunit alors chaque semaine, décide de créer des structures un peu plus solides. Un « comité suivi » est formé, chargé d'assurer la réalisation des tâches collectives et individuelles distribuées lors des réunions. Une « liste ressource » est également créée, en fonction des capacités et envies de chaque militant·e : animation des réunions, graphisme, rédaction, mob, etc. Le groupe se structure autour de comités spécifiques qui s'organisent en fonction des décisions prises dans les réunions « centrales ». On voit ici la similitude avec le fonctionnement de l'ASSÉ et même du CIEL.

Le regroupement multiplie et diversifie largement ses actions. Le RUSH organise d'abord une soupe populaire dans le but de sensibiliser les étudiant·e·s autour de l'enjeu des frais de scolarité et de la gratuité scolaire. Après en avoir fait la demande auprès de la régie des immeubles⁸, cette dernière refuse d'accueillir l'événement, sensé se dérouler devant l'entrée principale du pavillon Jean Brillant. En fait, la régie impose des conditions auxquelles le RUSH refuse de répondre et n'a pas, de toute manière, les moyens nécessaires pour y répondre. On demande que l'événement se tienne sur la place Laurentienne plutôt que devant le pavillon et que des gardes de sécurité soient présent·e·s à raison de 65\$/heure par tranche de cent personnes présentes. Le RUSH décide de ne

8

Ce qui avait été un gros débat, leur demander ou non.

pas se plier à ces contraintes et va directement sonner chez les habitant·e·s des maisons de la rue Jean Brillant, en face du pavillon. Après une brève explication de la situation, le propriétaire d'une des maisons accepte d'accueillir la soupe populaire sur l'espace réservé pour son stationnement, tout en fournissant un accès direct à des prises électriques. L'action est un succès, plusieurs étudiant·e·s se rassemblent autour de la nourriture distribuée gratuitement. L'administration, qui réalise que le RUSH s'organise malgré les obstacles imposés, n'est pas contente. Plusieurs gardien·ne·s de sécurité observent la scène se dérouler devant leurs yeux tandis que l'administration fait appel, en vain, à davantage d'agent·e·s de sécurité et au service d'incendie de la ville de Montréal.

Le soir même, le RUSH organise un débat entre le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, le président de la FEUQ, Louis-Philippe Savoie, et la secrétaire générale de la FAÉCUM, Stéphanie Tougas. L'activité, au delà d'agrémenter les débats sur le campus quand à la question de l'augmentation des frais, vise aussi à financer les activités du RUSH. Plusieurs personnes se présentent et on fait passer un chapeau durant le débat, pour récolter finalement un montant total de... treize dollars.

Le RUSH organise aussi une action flash-mob théâtrale qui se passe sur l'heure du midi à la cafétéria *Chez Valère*. Les participant·e·s décident d'entrer avec une bannière, des trompettes et des tambours dans la cafétéria bondée de gens. Chacun·e porte un masque,

quelques personnes s'occupent de distribuer des tracts et la plupart montent sur les tables pour réciter un texte qui reprend les principaux arguments contre la hausse des frais de scolarité.

Dans un autre contexte, plusieurs militant·e·s du RUSH se présentent en complet veston-cravate lors d'une réunion du conseil central de la FAÉCUM, pour déposer un argumentaire contre l'impôt postuniversitaire (IPU) défendu par la fédération. Effectivement, un document rédigé de leur part qui traite de la « contribution des diplômés » crée beaucoup de vagues et de dissensions dans les associations du campus. Le RUSH critique le document de la fédération puisque « (...) la contribution de diplômé·e·s, au moyen d'un impôt postuniversitaire (IPU) payable durant toute la vie active de l'individu (jusqu'à 65 ans), y est envisagée comme succédant à l'augmentation des frais de scolarité, une solution non seulement plus équitable, y lit-on, mais aussi plus « profitable » à la « saine gestion » de nos universités »⁹. Le RUSH fait ressortir la contradiction de cet argumentaire, selon lequel « (...) [on troque] la promotion d'une accessibilité plus large aux études pour le discours aseptisé « de la juste part », si cher aux oreilles de Mme Beauchamp »¹⁰. Après plusieurs mois de mobilisation, de réflexion et de critiques envers la FAÉCUM, la question de l'IPU comme « moyen alternatif de financement des universités » est mis en dépôt lors d'un conseil central. Jusqu'à maintenant, le dossier n'a toujours pas été rouvert en CC.

9 <https://rushmontreal.files.wordpress.com/2011/02/argumentaire-contre-lipu.pdf>

Autre anecdote du RUSH en 2011 : pour l'Halloween, plusieurs équipes de deux ou trois militant·e·s se séparent les différents pavillons du campus pour une action de mobilisation. Chacun·e est déguisé·e, dont un individu par équipe en « personne sandwich » et dont les pancartes indiquent « aide financière aux études ». Les équipes distribuent des sous noirs aux passant·e·s, tout en tractant et en mobilisant pour les manifestations à venir contre la hausse. À la fin de l'action, les sous restant sont laissés dans un petit panier devant le local de l'association d'anthropo, à côté d'une pancarte qui indique : « servez-vous en pour payer vos frais ». Le panier y reste jusqu'à la fin de la grève de 2012.

La participation de l'UdeM aux événements nationaux de 2011

Environ un mois après la rentrée scolaire, le conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM) organise une manifestation contre les politiques néolibérales du gouvernement Charest et contre la hausse. Le RUSH, qui mobilise alors la population étudiante sur des enjeux locaux (contre l'administration et Guy Breton, le recteur), annonce tout de même la manifestation sur des tracts et invite les gens à y participer. Un départ collectif s'organise à partir du pavillon Jean Brillant pour ensuite rejoindre le point de rencontre principal au square Berri (parc Émilie Gamelin).

Au début du mois de mars, la tension monte d'un cran avec le dépôt du budget Bachand prévu pour le 17 mars. Le montant de la hausse des frais de scolarité est annoncé officiellement :

325\$ par année pendant une période de cinq ans, totalisant 1625\$. En réaction, la coalition Main rouge organise une manifestation le 12 mars qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le 31 mars, plusieurs associations sont en grève, dont l'AEAUM (anthropologie) qui réserve un local pour que tout le monde puisse se rassembler et confectionner des bannières et des pancartes entre les moments de piquetage. Pour aider à la mobilisation, le RUSH et plusieurs associations étudiantes se réfèrent au site internet de l'ASSÉ qui tient une liste de l'ensemble des assos qui ont votés la grève pour la journée du 31. Au delà de celles de l'UdeM qui sont « traditionnellement » en grève lors des journées d'action nationales (comme anthropo, philo, socio, service social, etc), d'autres, moins « militantes », se joignent à la grève (comme l'association de psychologie).

Avec l'annonce du montant de la hausse, les choses commencent à bouger davantage à l'UdeM. Le 31 mars, sous la bannière du RUSH, les étudiant·e·s se dirigent vers la station de métro et sautent les barrières pour se rendre au point de rencontre, devant le centre de commerce mondial. Cette journée-là, 60 000 étudiant·e·s sont en grève au Québec, alors que la manifestation rassemble plus de 4 000 personnes et qu'un groupe de plusieurs centaines d'individus dévie l'itinéraire principal pour soutenir une occupation qui se déroule au même moment dans les bureaux de la CRÉPUQ (dans la tour Loto-Québec).

Le mois d'avril est chargé, alors que la session s'achève et que le RUSH publicise le grand Rassemblement National Étudiant

(RNE) prévu pour le mois de mai.

La FAÉCUM, quant à elle, organise une action symbolique le 3 avril devant le congrès du PLQ tenu à Boucherville. Quelques autobus sont remplis, le repas est servi et on scande des slogans devant les portes du congrès.

Le RNE a lieu les 7 et 8 mai 2011 à l'Université Laval et a pour objectif d'explorer les possibilités d'un front commun entre les différentes associations locales et nationales face à la hausse. Le rassemblement, d'abord appelé par l'ASSÉ, est un grand succès puisque les trois clauses de l'entente minimale sont adoptées à majorité. Ces clauses sont :

la clause de solidarité : *que chacune des associations étudiantes nationales refuse de négocier avec le gouvernement si celui-ci exclut l'une d'entre elle ;*

la clause de non recommandation : *que les associations étudiantes nationales s'engagent à ne pas recommander une proposition du gouvernement à ses membres afin de laisser réellement aux assemblées générales locales le dernier mot ;*

la clause de non-dénonciation : *que les associations étudiantes nationales s'engagent à ne pas dénoncer dans les médias les actions entreprises par les autres organisations nationales et associations locales.*

Malgré le fait que le rassemblement n'a aucune valeur réelle et que les positions adoptées n'existent que dans le cadre du rassemblement lui-même, les clauses servent à éviter la reproduction de ce qui avait mené à la fin de la grève de 2005. Plusieurs militant·e·s

restent très méfiant·e·s envers les méthodes de concertation, la récupération et les trahisons répétées et historiques de la FECQ et de la FEUQ. Sans grande surprise, plusieurs associations membres de la FEUQ s'opposent aux clauses, dont la FAÉCUM, qui se sent manipulée et qui menace à plusieurs reprises de quitter la rencontre, qu'elle juge trop orientée, sans toutefois le faire. Une représentante de la fédération s'exprime devant le rassemblement et affirme que les clauses sont trop contraignantes et ne correspondent pas aux positions de la FAÉCUM.

Au retour des vacances, à la session d'automne 2011, le RUSH est à son plus fort moment de mobilisation. Le réseau militant s'organise en vue d'une manifestation régionale contre la hausse, organisée par le CRAM. Celle-ci a lieu le 4 octobre et rassemble plus de 400 personnes. Un peu partout sur le campus, des militant·e·s se font élire sur les comités exécutifs de leurs associations respectives, en prévision de la grève générale illimitée prévue pour la session d'hiver. Au mois d'octobre, une série d'actions et de manifestations s'en suivent, auxquelles l'UdeM participe de façon régulière. Face à la pression constante des associations étudiantes durant les CC, la fédération se voit obligée de réagir et de prévoir un minimum d'actions à son calendrier. Des autobus partent du campus le 6 octobre pour manifester devant les bureaux du ministre Beauchamp. La FAÉCUM est vivement critiquée pour la location de navettes, alors que le bureau se situe à une trentaine de minutes de l'UdeM en transport en commun. Les 21, 22 et 23 octobre, la FAÉCUM s'assure

d'une présence devant le congrès des libéraux et le 31 octobre elle appelle et participe à la « marche funèbre de l'éducation » organisée par le CREM (groupe régional lié à la FEUQ). Finalement, la FAÉCUM distribue des tracts sur le campus durant tout le mois, chose rare pour la fédération.

Au mois de novembre, devant la mobilisation massive qu'elle voit s'organiser partout sur le campus, l'administration de l'université décide d'envoyer un message à l'ensemble du corps professoral, en introduisant de nouvelles mesures de sécurité au cas où des perturbations violentes surviendraient en cas de grève. Une contre-lettre est envoyée pour démystifier les peurs que les professeur-e-s pourraient avoir et pour en appeler plutôt à une solidarité entre élèves et professeur-e-s.

Le 10 novembre, suite à une occupation du bureau du ministre des Transports quelques jours plus tôt, l'ASSÉ donne un dernier ultimatum au gouvernement avant d'entamer les procédures associatives menant à une grève générale illimitée (GGI). 30 000 personnes participent à la manifestation et défilent dans les rues de Montréal. Au total, plus de 200 000 étudiant-e-s sont en grève un peu partout au Québec.

Le RUSH, en prévision de la manif, fait beaucoup de mob et envoie un message à toutes les associations militantes et/ou jugées mobilisées. Le but est de créer un rassemblement à La Brunante (pub bar de l'UdeM) pour discuter d'un plan d'action pour cette journée de manifestation. Le RUSH appelle à une

« auto organisation » face à une fédération étudiante qui refuse de s'activer et qui ne fait pratiquement rien. Le réseau propose que chacun-e s'entraide afin de renforcer la mobilisation et puisse organiser des actions sur le campus. Effectivement, la FAÉCUM ne peut pas et ne veut pas voter la grève en tant que fédération, ce qui oblige les associations départementales à s'organiser d'elles-mêmes.

Finalement, un nombre impressionnant d'assos votent une journée de grève, ou du moins une levée de cours : démographie, criminologie, psychologie, sciences infirmières, réadaptation, psychoéducation, philosophie, orthophonie et audiologie, kinésiologie et éducation physique, anthropologie, histoire de l'art, géographie, cinéma, etc. Avant la manifestation nationale, un autre rassemblement interne s'organise, suivi d'un « métro populaire ».

Le lendemain, le 11 novembre, le gouvernement ne réagit pas face à l'ultimatum lancé par l'ASSÉ et par les 200 000 étudiant-e-s en grève. La régie des immeubles de l'UdeM envoie un message de menace aux doyen-ne-s des départements dont les assos sont affiliées à l'ASSÉ : elle n'en peut plus des milliers d'autocollants qui ont apparu un peu partout sur le campus. Une « enquête » est ouverte :

« Nous connaissons, depuis quelques semaines, plusieurs épisodes de vandalisme au 3200 J-Brillant. Des autocollants sont placés sur des bancs de classe, dans les toilettes et dans les corridors. Nous avons fait des recherches

(...) pour trouver vos associations qui s'identifient clairement ou qui sont membres de [l'ASSÉ]. Nous vous informons qu'une plainte est formulée à la Sûreté de l'Université de Montréal et qu'une enquête est en cours. Bien que l'enquête ne soit terminée, nous vous demandons que ces actes de vandalisme cessent immédiatement. Vous ne devez pas participer ou inciter vos membres à poser ces gestes répréhensibles. L'Université de Montréal ne peut tolérer ce type de comportement. »

Le message crée une petite secousse chez les étudiant·e·s, qui décident momentanément de diminuer l'affichage d'autocollants. À long terme, on agit avec plus de sécurité en continuant quand même à en mettre un peu partout, mais en moins grande quantité. Des militant·e·s qui avaient participé à la grève de 2007 trouvent le message de la régie plutôt étrange, puisque l'affichage était autrefois toléré et était alors bien plus intense. On voit bien que la régie des immeubles, tout comme l'administration, est craintive face au contexte de mobilisation et à la grève générale qui s'annonce prochainement.

Le 29 novembre, une grande action de visibilité se prépare sur le campus. Un certain nombre de personnes se rassemble en partant du pavillon Jean Brillant afin de réaliser un tour complet du campus en portant une grande bannière où y est inscrit :

« 30 000 étudiant·e·s dans la rue ce n'est pas assez ? Réagissons ! Grève générale illimitée »

On s'occupe de distribuer des journaux « Ultimatum GGI » publiés par l'ASSÉ, de coller des affiches qui démystifient la GGI et de mettre des autocollants « Sabotage Libéral » un peu partout.

Le 30 novembre, l'asso de communication politique invite le RUSH à réaliser une nouvelle action de visibilité devant le pavillon Marie-Victorin, souvent délaissé en raison de son éloignement géographique par rapport aux autres pavillons. Le RUSH accepte, dans l'objectif de créer de nouveaux liens de solidarité et pour élargir sa portée mobilisatrice. L'action consiste à distribuer du couscous devant le pavillon, tout en discutant de la hausse et de la gratuité scolaire avec les étudiant·e·s et les passant·e·s. En bout de ligne, l'événement est un échec puisque le RUSH fait tout le travail et ne reçoit pratiquement aucune aide de la part de l'association de communication politique. De plus, la police (qui est sur les nerfs depuis le début du mouvement *Occupy* dans le centre-ville, au square Victoria) arrive assez rapidement sur les lieux et déloge les étudiant·e·s qui s'étaient installé·e·s devant le pavillon.

Le 4 décembre, la coalition large de l'ASSÉ, la CLASSE, est créée au congrès du CÉGEP de Valleyfield. Les associations déjà membres de l'ASSÉ et le RUSH concentrent leurs efforts pour que le plus d'associations possibles adhèrent à cette nouvelle structure. À terme, c'est un succès puisque plus d'une vingtaine d'asso de l'UdeM s'y affilient pendant

la grève de 2012¹¹.

La rentrée de la session d'hiver 2012

La rentrée de la session d'hiver s'annonce très intense. Plusieurs se préparent à des assemblées de grève, tandis que la FAÉCUM en appelle, au contraire, à ne pas aller en grève. La fédération juge que celle-ci est un moyen trop extrémiste et radical, même si quelques années plus tard, dans son agenda 2014-2015, elle se vante d'avoir été l'une des premières associations à avoir organisé des actions.

Le 11 janvier, le CÉTASE (études Est-Asiatiques) est la première association de l'UdeM à voter un plancher de grève de 20 000 étudiant·e·s, tel que prévu par l'ASSÉ. Le vote donne un bon coup d'envoi aux autres assos et facilite la mobilisation sur le campus. Au même moment, la FAÉCUM est largement critiquée par l'ensemble des associations militantes, alors qu'elle fait circuler une vidéo promotionnelle de son carnaval hivernal. Des étudiant·e·s écrivent conjointement un texte qui critique la vidéo, qui présente des scènes faisant directement référence au viol et à l'exploitation sexuelle des femmes ; on y utilise des propos tels que « ils vont se faire *raper* sans condom ». Le

texte critique le fait que « le message projeté est une banalisation de la domination masculine, des agressions sexuelles et du viol »¹². La vidéo circule et le texte est appuyé par beaucoup, ce qui ne fait pourtant pas tiquer la fédération. Celle-ci refuse de s'excuser et de reconnaître ses torts, ne voyant dans ces images que du « second degré ». Elle finit par se faire retirer son permis d'alcool par la direction qui juge que le « contenu de la vidéo ne reflétait pas les valeurs de l'Université »¹³. Stéphanie Tougas, alors secrétaire générale de la FAÉCUM, indique qu'il « (...) y a eu du dérapage, comme des étudiants qui buvaient de l'alcool et aussi des propos vulgaires, mais ce ne sont que des extraits de quelques secondes. On ne pensait pas que ça pourrait choquer »¹⁴. La fédération se voit finalement obligée d'annuler son classique party 2ème étage.

Outre cela, le mois de janvier est consacré à du tractage massif en prévision de la grève, qui est maintenant imminente. À la fin du mois, l'asso de littérature française vote le plancher de grève de 20 000, tandis qu'anthropologie cycles supérieurs, jugeant qu'un mouvement plus petit n'aurait aucune force, vote un plancher de 50 000. Le RUSH envoie plusieurs militant·e·s dans les assemblées pour appeler à suivre le plan d'action de la CLASSE (un plancher de 20 000). Les événements du mois de février s'enchaînent. Le 1er du mois, le RUSH organise un débat ouvert sur l'escalade des moyens de pression et sur la GGI. La salle de classe réservée à cet effet est pleine à craquer et les débats sont

11 Les associations de : sociologie, histoire, histoire cycles supérieurs, science politique et philosophie, science politique cycles supérieurs, littérature comparée, littérature et langues modernes bibliothéconomie, service social, philosophie, musique, littérature de langue française, géographie, études Est-Asiatiques, information et recherche opérationnelle, anthropologie, anthropologie cycles supérieurs, cycles supérieurs en études internationales, géographie cycles supérieurs et sociologie cycles supérieurs.

12

13

14

des plus animés. Le 2 février, l'ADÉPUM (philo) et l'ÀÉAUM (anthropo) votent le plancher de grève de 20 000. Le 6 février, la FAÉCUM organise enfin une action pour perturber une rencontre ministérielle du gouvernement libéral. Trente personnes participent, entrent dans le lobby de l'immeuble où se tient la rencontre et font du bruit pendant dix minutes.

Par la suite, les votes de grève arrivent en masse : le 8 février, littérature comparée et histoire (plancher de 30 000) ; le 9 février, géographie ; le 15 février, musique et service social, etc. Sociologie cycles supérieurs déclenche la grève le 15 février, en considérant que le plancher de 20 000 est atteint. Les autres associations décident plutôt de partir en grève le 20 février.

La journée du 20, à 14h, une première manifestation pour marquer le début de la grève se tient sur le campus. Celle-ci concorde avec une assemblée des affaires académiques, vers laquelle les grévistes finissent par se diriger. Les manifestant·e·s réussissent à lever l'assemblée et Guy Breton, le recteur, est furieux ! Par la suite, tout le monde se dirige vers la bouche de métro pour rejoindre la manif régionale organisée par le CRAM dans le centre ville. La grève a officiellement débuté, et le nombre de grévistes à l'UdeM ne fait qu'augmenter avec le temps, comme partout ailleurs au Québec.

contribution anonyme

Journée de grève du 31 mars 2011. Le café anthropologie décide de fermer ses portes pour inviter les gens à participer à la manifestation et à la journée de grève. Il existe alors de fortes tensions entre l'association (AÉAUM) et le café. Certain·e·s membres de l'association essaient de négocier pour que le café soit fermé lors des assemblées générales de l'AÉAUM (spécialement lors des assemblées générales de grève). Le café, quant à lui, clame sa neutralité et le fait qu'il n'est pas redevable envers l'association.

À travers les années, cette situation évolue beaucoup, tandis que le café décide parfois de fermer ses portes, et d'autres fois non. Les décisions se prennent en réunions de bénévoles, et la variation dans les décisions s'explique (entre autres) par le fait que les bénévoles changent à chaque session. Les tensions s'élèvent à un plus haut niveau alors qu'une poignée d'étudiant·e·s d'anthropologie (et membres du comité exécutif) écrivent un texte qui s'intitule « café contre asso ? » et qui dénonce la supposée « neutralité » que le café revendique. Au mois de novembre 2011, le café tient finalement un référendum interne sur les questions soulevées par l'AÉAUM et décide qu'en cas d'assemblée générale (normale ou de grève), il resterait ouvert.

Malgré cette décision, le café ferme tout de même ses portes tout au long de la grève de 2012, et est ouvert par des bénévoles à la demande des militant·e·s. Le café se transforme, durant la grève, en quartier général pour un nombre important de militant·e·s du campus et cesse de remplir de nouvelles commandes alimentaires. Une bonne partie des bénévoles appuie la grève et y participent pleinement, malgré les contradictions inhérentes à l'organisation. Les tensions restent palpables à plusieurs niveaux alors que certain·e·s bénévoles menacent, en plein milieu de la grève, d'empêcher l'accès au café.

Suite à la grève de 2012, alors que la murale collective du café, qui datait de la grève de 2005, est effacée et remise à neuf du jour au lendemain, plusieurs étudiant·e·s d'anthropologie manifestent leur mécontentement face aux prises de décisions et au fonctionnement général du café. Durant la nuit, alors que le mur a déjà été repeint en blanc et qu'il est prêt à être refait, des individus s'introduisent dans le café pour y inscrire en grosses lettres rouges « ZONE D'EXPRESSION LIBRE ». Il s'agit de dénoncer non seulement le choix unilatéral et tenu quasiment secret visant à remplacer la murale de 2005, mais aussi de dénoncer la composition même de la nouvelle murale, qui reste sujette à controverses. Fermant les yeux sur l'événement de cette nuit-là, décrit comme un acte de vandalisme par certain·e·s, et préférant faire la sourde oreille face à des contestations évidentes, le dialogue est écarté et le café poursuit son plan initial. Il se proclame comme étant un espace politiquement « neutre » et remplace la murale anticapitaliste de 2005 par une illustration des quatre « sous disciplines » de l'anthropologie, remplie de pénis et de vagins...

Même si ces anecdotes cherchent à démontrer les tensions historiques qui existent entre le café, ses bénévoles et l'AÉAUM, le café anthropologie reste toujours, jusqu'à maintenant, un des seuls espaces autogérés dans lequel il est possible de s'organiser à l'UdeM.

2012, la grève

Auteur·e·s multiples

On nous l'a demandé et redemandé : « votre projet de livre-là, c'est sur la grève de 2012 ? » Non. Bien qu'elle consiste maintenant en une partie essentielle de l'histoire sociale et militante de l'UdeM, au début, nous ne voulions même pas en parler du tout. Parce que c'est encore très récent, parce que ça a été très dur, mais surtout parce qu'on ne voulait pas contribuer à sa sacralisation. Elle n'est ni le début ni l'aboutissement de rien. Nous choisissons de ne pas utiliser le terme « printemps 2012 » (et encore moins « printemps érable »). La grève n'a jamais été un printemps. Elle a commencé pour nous dans le début de la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité en 2010, et elle s'inscrit dans une longue histoire politique de la mobilisation universitaire, et pour plusieurs d'entre nous, elle ne s'est jamais vraiment terminée. Dans les faits, la grève commence à l'UdeM le 13 février 2012 et se termine quand l'AEAUM vote le retour en classe le 6 septembre la même année, deux jours après les élections provinciales. Pourtant, les procès continuent pour plusieurs et les traces que la grève a laissés nous poursuivent. Surtout, le travail politique d'aujourd'hui s'inscrit dans sa continuité.

La grève est largement médiatisée, beaucoup de livres peuvent vous relater en long et en large son jeu politique, ses retournements. Nous ne recommencerons pas ici. Nous n'écrirons pas d'histoire officielle de la grève. Plutôt, nous voulons nous intéresser à la vie quotidienne, aux récits personnels, aux souvenirs subjectifs des événements. La forme de ce chapitre est fragmentaire un peu à la

manière dont nous nous rappelons la grève; comme une série de flashes. En espérant que ça puisse en inspirer d'autres.

Premier jour de grève

20 février. La majorité des assemblées pour le déclenchement de la grève ont lieu ce matin, entre 10h et 11h30. Après les assemblées, le monde se rassemble au point de rendez-vous pour la première manifestation de grève sur le campus. La peur ne nous habite encore pas trop. Le recteur tient une assemblée universitaire dans une salle de classe du pavillon McNicoll, et sa réunion devient rapidement une cible facile. On est à peu près 200 personnes à partir en manif depuis Jean-Brillant avec un seul but : annuler cette rencontre. L'énergie est palpable, ce n'est que le début et on ne sait pas trop encore à quoi va ressembler la grève.

Arrivé·e-s au pavillon, nous scandons des slogans en montant les trois étages. Évidemment, les portes de la salle dans laquelle se tient l'assemblée sont fermées. Par défaut, l'action de perturbation prend donc place dans le couloir. On est quand même beaucoup à crier. On tape dans les murs, sur le sol, les pancartes deviennent nos instruments. On a chaud, il ne se passe rien donc on s'installe. À force de taper sur la poubelle, le gars à côté de moi finit par la défoncer et la fait tomber du mur sur lequel elle est vissée. D'autres, à force de piocher dans un mur, ont fait un trou. Finalement, des agent·e-s de sécurité arrivent et nous ordonnent de partir. La fanfare repart, contre son autorité.

Plusieurs minutes plus tard, l'agente réussit à prendre la parole et propose des négociations avec la direction. Les militant·e·s improvisent une assemblée pour décider de la stratégie à adopter. Les personnes qui souhaitent parler se lèvent, on vote. On désigne deux représentant·e·s pour négocier avec la direction. Illes entrent dans la salle, accompagné·e·s de quelques militant·e·s masqué·e·s. Illes en ressortent avec une « entente » : si l'assemblée cesse alors les personnes regroupées dans la salle peuvent sortir en sécurité, sinon, les perturbations continuent. Ça semble marcher mais en fait pas vraiment : personne ne sort de la salle. Les perturbations recommencent, mais cette fois-ci avec beaucoup plus de colère, une volonté de se faire entendre, de se faire respecter. En tout cas, c'était ce que chacun de mes cris voulaient dire. Après au moins dix minutes, la porte de la salle s'ouvre et les gens commencent enfin à quitter l'assemblée. On leur fait une belle haie d'honneur jusqu'en bas du pavillon, leur chemin est celui de la honte.

Guy Breton, le recteur, qui sort de l'assemblée.
Photo : Pascal Dumont.



Détournement de la manif de la FAÉCUM du 1er mars

Le 1er mars, la FAÉCUM annonce le début de la grève à l'Université de Montréal. Abasourdi·e·s devant tant d'hypocrisie et devant une récupération politique si flagrante, nous décidons de participer exceptionnellement à leur manifestation sur le campus. La veille, nous fabriquons la première bannière officielle du RUSH au Café anthropo, de même que nous préparons la sortie de notre premier bulletin pour qu'il soit prêt à être distribué le lendemain. Nous ne sommes pas les seul·e·s à avoir cette idée; pendant le rassemblement devant Roger-Gaudry, deux autres textes critiques sont distribués, dont un par le GROS (Groupe de Recherche en Objectivation Sociale). La manif part, encadrée par un « service d'ordre » organisé par la fédération. Ça nous met vraiment en colère. Moins d'une heure plus tard, on arrive devant les bureaux du Ministre des Finances, Raymond Bachand, sur la rue Côte-des-Neiges. La police nous attend vu qu'elle a été mise au courant du trajet par la FAÉCUM. Discours. C'est plate. La manifestation se termine; on nous dit qu'il faut maintenant retourner sur le campus. Des militant·e·s du RUSH se servent de la bannière pour briser la ligne du service d'ordre étudiant et invite les autres étudiant·e·s à les rejoindre. Quelques centaines de personnes emboîtent le pas, même des personnes qui ne s'impliquent pas vraiment avec le RUSH (dont la nouvelle mascotte de l'asso de Sciences politiques – le dragon). La manifestation déambule pendant une heure encore dans le quartier, fière de son pied de nez

à la FAÉCUM. Sur le retour, on se rapproche des HEC et la décision est prise, implicitement et en peu de temps... On rentre dans les HEC avec allégresse. Bientôt, les militant·e·s sont sur les trois étages du pavillon et on n'entend plus que les slogans : « HEC avec nous » ! En nous approchant de la sortie, deux ou trois gardes de sécurité essayent de nous empêcher de sortir. Après un bref moment d'hésitation, on force le passage. Quelques étudiant·e·s et un garde de sécurité tombent mais ça permet à tout le monde de sortir. Dehors, l'anti-émeute nous attend. On continue la manif jusqu'au métro Université de Montréal pour se disperser en s'assurant que personne ne reparte seul·e et ne soit la cible facile de la police.

Organisation du blocage des quais de livraison

C'est par le biais du RUSH que des individus se rencontrent plusieurs fois pour organiser cette action. Les participant·e·s sont recruté·e·s par bouche à oreille. Vers 7h, deux groupes se rencontrent : le premier au métro Université de Montréal et le deuxième au Tim Hortons derrière la montagne. C'est là que les personnes volontaires pour l'action prennent connaissance de celle-ci, ce qui leur donne l'occasion de se rétracter si elles ne sont pas à l'aise d'y participer. Dans la noirceur du matin, une cinquantaine de militant·e·s avancent vers leurs cibles, d'un côté l'avenue Louis-Collin et de l'autre le Chemin de la Rampe, et bloquent toutes les voies d'accès menant aux quais de livraison de l'UdeM, de 7h30 à 12h30¹. La police

n'est pas appelée sur le terrain de l'université, et donc n'intervient pas. Elle est quand même présente et regarde de loin. Finalement, il y a peu de répression, sauf un accrochage devant le garage Louis-Collin avec un étudiant fâché qui essaye de renverser un piqueteur avec son véhicule. Devant le succès de l'action, plusieurs étudiant·e·s prennent l'initiative de rejoindre les piqueteuses et piqueteurs pour les aider à bloquer les voies d'accès. Les étudiant·e·s quittent vers l'heure du midi devant le peu d'achalandage routier et parce qu'il fait très froid ce jour-là.

Blocage du pont Champlain

Le 20 mars, un autobus plein quitte le pavillon Jean-Brillant à six heures du matin vers un point de rencontre collectif à la station de métro Longueuil. C'est grâce à un réseau militant issu d'assos membres du CRAM que les participant·e·s se regroupent. À partir de Longueuil, les militant·e·s rassemblé·e·s n'ont aucune idée de l'action ni du lieu vers lequel illes se dirigent. Il s'agit en fait du pont Champlain, qui est bloqué pendant près d'une heure. Le blocage se déroule assez bien. Des blocs de béton sont coulés sur quelques voies. Il est tôt, ça bouchonne assez rapidement. Les militant·e·s repartent vers le stationnement où les autobus les attendent. Seulement deux des quatre véhicules sont au point de rendez-vous. Les « organisateurs »² disent aux étudiant·e·s qui viennent de l'UdeM, de Lionel-Groulx et

Source en ligne : Quartier libre,

¹ Un article du journal étudiant est disponible à ce sujet.

² Le masculin était la forme employé lors de l'événement

de St-Laurent de prendre ces bus étant donné que leurs établissements sont moins accessibles en métro. Un premier bus part. L'autobus n'a pas encore quitté le stationnement que la SQ lui fonce dedans et le met à l'arrêt. Piégé·e·s dans l'autobus, les militant·e·s sont escorté·e·s par six véhicules de police jusqu'au poste de Candiac. Les autres manifestant·e·s sont repoussé·e·s par l'anti-émeute vers le métro. Le deuxième autobus, celui de St-Laurent est intercepté sur l'autoroute un peu plus tard. Toutes les personnes arrêté·e·s passent près de six heures enfermé·e·s dans ces autobus, sans accès à l'eau, à des toilettes ou de la nourriture. En tout, 75 arrestations, et chacun·e reçoit une contravention de 637\$ en vertu du Code de la route (500.1). C'est le règlement qui est, à ce moment là, le plus utilisé pour pénaliser les manifestant·e·s lors des arrestations qui ne font pas partie du domaine du criminel.

Deuxième levée de l'Assemblée universitaire, mars 2012

Le rendez-vous est à 16h. Le but? Perturber et faire annuler l'assemblée universitaire. Une représentante de la FAÉCUM est à l'intérieur et doit nous ouvrir la porte, un des rares moments de solidarité entre les militant·e·s et la FAÉCUM. Heureusement pour moi, mon stage est proche de l'université et j'arrive souvent à partir à temps pour participer aux actions directes. J'arrive devant les portes barrées du Pavillon Roger Gaudry juste à temps, avec mon sac à dos et mes pantalons « propres » de stage. On est dans les escaliers,

il fait chaud, je trouve enfin mon copain de l'époque. On attend le signal. On est beaucoup, peut-être 300. Finalement, la porte s'ouvre. Tout le monde s'y engouffre en même temps. On force l'entrée donc les gardes à l'intérieur tentent de nous bloquer le passage avec leur corps. Quand c'est à mon tour de passer, le garda pousse sans arrêt et de toutes ses forces sur ma petite cage thoracique d'asthmatique. Je m'étouffe un peu, mais je réussis à passer. Une fois dans l'entrée du pavillon, tout le monde court pour se trouver des choses à lancer et on crie des slogans. Ça marche! On entre dans la salle de réunion. Il n'y a plus personne, tout le monde a eu le temps de partir. Pas grave. On a quand même le sentiment d'avoir réussi et la salle est à nous. En quelque sorte, on reprend un peu de contrôle sur notre lutte. Donc, la salle est vide, il ne reste que le pichet d'eau de la table d'honneur. En signe de victoire, on se passe le pichet pour boire. Ça paraît ridicule à raconter comme moment, mais c'était important pour nous. C'était notre moment pour travestir le leur, pour ridiculiser leur pouvoir et leur organisation. Le reste s'enchaîne rapidement. On sort de la salle pour aller dans le hall du pavillon en cherchant à accéder aux bureaux du recteur³. Toujours en bas dans le hall, je me retourne et je vois des agent·e·s de sécurité qui essaient d'attraper des militant·e·s qui frappent sur la porte du bureau où se sont réfugié·e·s les membres de l'assemblée. Ceux et celles-ci

³ À ce moment-là, un militant trouve des papiers, qui sont en fait le budget de l'UdeM. Plusieurs semaines plus tard, cette personne est arrêtée et interrogée par la police pendant sept heures, et, comme beaucoup d'autres militant·e·s, il écope de conditions de libération qui lui interdisent l'accès au campus de l'UdeM pendant longtemps.

passent sous les bras des gardas. Le porte-voix est passé de main en main à quelqu'un un peu à l'écart du centre de la mêlée. Rapidement, cette personne est ciblée et est immobilisée par les gardas. Un cercle se forme autour de lui et de l'agent, qui, visiblement, panique. On crie « libérez notre camarade », on ne s'en va pas. Plusieurs autres gardas arrivent et se placent entre lui, qui est acculé au mur, et nous. On tire aussi fort qu'on peut, mais finalement c'est notre ami qui nous demande d'arrêter. Des gens commencent à crier que la police arrive. Un policier prend la parole et annonce qu'il est encore possible pour nous de sortir sans se faire arrêter mais que dans quelques minutes, ce sera l'anti-émeute qui prendra le relai. Sans trop se consulter, tout le monde sort, comme une évidence. Tout le monde se dissipe alors que F. reste dans le hall avec la police.

Blocage de l'UdeM, 26 mars 2012

À 6 heures du matin, un groupe anonyme accroche un carré rouge géant sur la grande tour du pavillon Roger-Gaudry. Blocage étanche du pavillon Lionel-Groulx, Jean-Brillant et du pavillon de Droit. La confrontation est violente. Quelques étudiant·e·s en droit qui n'étaient pas en grève demandent une injonction le lendemain. Elle ne leur est pas accordée mais cette demande revient et est accordée le 12 avril 2012 au matin.

5 avril

Infestation de sauterelles dans un des pavillons du HEC au matin. Un tract est laissé.

On y accuse les HEC d'incarner « la collusion du commerce » et d'être un lieu de science transformé en « repaire de brigands ».

« Que l'opération plaie d'Égypte soit lancée, bande de putes babyloniennes [...] Que le Pharaon durcisse son cœur, mais que justice soit livrée. Qu'elle salisse vos murs et vos conduits d'aération »⁴.

Lutte contre la vente du 1420 Mont-Royal⁵

« Nous sommes aujourd'hui réunie·s à l'aube d'un printemps. L'hiver a été long. Il a été frette. Il nous a rapproché·e·s aussi. Il nous a uni·e·s! Aujourd'hui, nous sommes devant le 1420 Mont-Royal. Jusqu'à tout récemment, il abritait la maison mère des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie. En 2003, l'Université de Montréal fait l'acquisition du Couvent des Sœurs, au prix de faveur de 15 millions de dollars. (...) En 2006, l'administration annonce son intention de se départir du 1420 Mont-Royal. Le Groupe F. Catania se fait acquéreur du bâtiment et projette d'y construire de luxueux condominiums. L'Université de Montréal a d'autres projets : direction la Gare d'Outremont. Une improvisation immobilière qui coûtera plus d'un milliard de dollars à l'Université de Montréal. Les Sœurs se font poignarder dans le dos. Le contrat moral est

⁴ Une photo du tract est disponible sur le site des HEC Montréal, http://www.hec.ca/nouvelles/2012/nouv_201233HECMontreal_victime_vandalisme.html . Site consulté le 29 janvier 2018.

bafoué! « Aucune close dans le contrat de vente ne nous empêchait de faire une telle transaction » affirma, en toute impunité, le présent recteur, Guy Breton. Avec la complicité de la ville de Montréal, le zonage a été changé, permettant ainsi un pas de plus dans le projet domiciliaire. Grâce à la détermination et au courage de nombreux citoyens et citoyennes, la décision est actuellement en appel. L'histoire s'écrit, et ensemble, aujourd'hui, encore, nous sommes debout [...] »

11 avril 2012

La tour de la Banque Nationale est bloquée par des militant·e·s. Il n'y a pas d'appel public lors de cette « manif-action ». Elle est organisée par des groupes affinitaires qui viennent de douze écoles différentes. La banque est bloquée pendant plus d'une heure. D'autres militant·e·s bloquent le pont Viau et des manifestations partent du Square Victoria à chaque heure durant le reste de la journée.

Suspension des cours à l'UdeM

Après l'injonction, l'administration de l'Université de Montréal suspend les cours à l'UdeM (d'abord en sciences politiques, puis pour l'ensemble des associations en grève de la Faculté des Arts et Sciences). D'un côté, ça enlève le poids de devoir piqueter les cours tous les jours. Mais, de l'autre, ça rompt avec notre habitude de rassemblement et notre milieu de vie. N'ayant plus besoin de piqueteurs et de

piqueteuses, les grévistes de l'UdeM s'éloignent de la montagne et ne partagent plus vraiment un quotidien même si ça faisait déjà un moment que la grève n'a plus de « frontières ». Les grévistes se regroupent moins selon leurs établissements et plus par affinités. Illes se retrouvent quand même de temps en temps pour les assemblées générales hebdomadaires.

La mort du RUSH et la guerre autour de la « trêve des élections »

À travers la mobilisation pour la grève, les contacts entre associations étudiantes se raffermissent et permettent la création de nouveaux groupes. C'est dans ce cadre là que des militant·e·s du RUSH et de l'association de philosophie proposent en assemblée générale de créer un nouvel organe de coordination : la Table de Grève (TAG). C'était un moyen, surtout pour les exécutant·e·s, de se rassembler dans une instance qui ne serait pas décisionnelle mais plutôt de l'ordre de l'information et de la stratégie. Les rencontres se multiplient très vite et sont souvent interminables. Dès le début, la FAÉCUM s'oppose à la création de ce regroupement parallèle et organise à son tour des réunions de coordination au sujet de la grève ce qui dédouble rapidement le nombre de réunions pour les membres des exécutifs. Sur le campus, peu de gens connaissent réellement la TAG ou les discussion qui s'y tiennent. La communication entre les assemblées générales et la Table ne fonctionnent pas vraiment et tout ça contribue plutôt à la formation d'une nouvelle clique militante.

En juillet, pendant l'arrêt de la session, une militante du RUSH a l'idée d'utiliser la politisation et la radicalisation apportées par la grève pour transformer le RUSH en un organe clairement anticapitaliste et libertaire, un peu plus à l'image de la CIEL des années 2000. Une proposition de principe est rédigée, accompagnée d'un appel à se rencontrer pour en discuter au mois d'août, à la bibliothèque anarchiste DIRA. Cette rencontre rassemble beaucoup de monde et les débats y sont enjoués. Toutes les personnes présentes ce jour-là semblent prêt·e·s à coordonner le « retour en classe » et à organiser une résistance contre le projet de loi 78⁶.

Pendant ce temps, d'autres individus, plus proches de la Table de grève commencent à militer en faveur de la « trêve », une stratégie qui vise à choisir un « repli stratégique » et à attendre la fin de la période électorale pour décider de poursuivre ou non la grève. Les débats sont virulents et deviennent vite très émotifs. Pour ceux qui veulent continuer la grève, le choix n'est pas facile car beaucoup sont épuisé·e·s mais illes croient qu'il faut résister à la loi 12 par principe et que la grève ne doit surtout pas se clore par le déclenchement des élections provinciales. Plusieurs associations votent pour le retour en classe. À l'UdeM, sept décident de poursuivre la lutte jusqu'au bout et d'ignorer les

élections, stratégie du gouvernement pour faire mourir un mouvement social qui commence à s'étirer dans le temps. Le mouvement de « trêve » est perçu par beaucoup comme une trahison, dure et douloureuse, d'autant plus par les personnes qui ont été arrêté·e·s au criminel et qui ne peuvent toujours pas revenir sur leur campus. Nous pensons que ces conséquences individuelles de la lutte auraient peut-être pu être affrontées collectivement si nous avions continué la grève en demandant une amnistie complète et totale pour tout le monde.

**27 et 28 août : « On rentrera pas comme ça! »
avoir la chienne**

C'est finalement la rentrée après la suspension des sessions de l'été et après plus de six mois de grève. La tension est palpable d'autant plus que ça fait plusieurs semaines qu'on redoute cette journée. Personne ne sait exactement à quoi s'attendre.

Le matin du 27, on se rejoint devant le pavillon Jean-Brillant, mais peu de militant·e·s sont présent·e·s ce qui ajoute énormément au stress. Ça fait mal de voir les étudiant·e·s et les ami·e·s avec qui on a milité se diriger vers leurs cours puisque leur association a voté le retour en classe. Nous sommes tout de même déterminé·e·s à faire respecter nos mandats d'assemblée et à piqueter nos cours malgré la loi spéciale. Un petit groupe se rassemble et part vers le pavillon Roger-Gaudry pour aller piqueter un cours, exactement comme cela se fait depuis plusieurs mois. Je monte les escaliers

⁶ La loi 12 (issue du projet de loi 78), est une loi selon laquelle « nul ne peut, par acte ou omission, entraver le droit d'un étudiant de suivre ses cours ». La loi oblige également les directions des établissements et les enseignants à dispenser l'enseignement. Source : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/562321/projet-loi-speciale-resume>. Consulté le 14 janvier 2015.

et mes genoux tremblent. Plusieurs dizaines de policier·e·s se présentent devant la ligne de piquetage. On ne bouge pas, sans savoir ce qu'il va se passer. La professeure arrive à son tour et tente de négocier avec la police, en vain. Elle refuse de donner son cours dans ces conditions, mais les flics la prennent dans un coin et la menacent. Pratiquement aucun·e étudiant·e n'est là pour le cours à part les piqueteurs et piqueteuses. La police s'enfuit. Sous la pression, la professeure fond en larme.

Finalement, la professeure est relâchée, la police quitte et personne ne se fait arrêter. Nous retournons rapidement vers le département d'anthropologie, où il y a besoin d'aide pour annuler un cours dans un laboratoire. La police arrive rapidement et nous encercle dans les couloirs de notre propre département! Ça dure une trentaine de minutes, tout le monde se fait identifier et fiché puis relâché. La police ne semble pas savoir comment procéder avec cette nouvelle loi. Tout le monde reprend graduellement son souffle, puis à 13h, c'est reparti. Une quinzaine de minutes plus tard, on apprend qu'un cours d'anthropologie a lieu malgré le mandat de grève. Plusieurs personnes arrivent en force pour annuler la séance : on crie, on essaye de convaincre les gens partir, une militante va jusqu'à imiter un primate enragé sur la scène de l'amphithéâtre. Rien n'y fait. Quelques minutes plus tard, c'est l'escouade anti-émeute qui arrive et la plupart des militant·e·s réussissent à s'enfuir. Certain·e·s se réfugient dans la salle de cours et s'assoient comme si de rien n'était, mais elles sont vite dénoncé·e·s par des scabs qui assistent au cours. Les

militant·e·s sont arrêté·e·s devant tout le monde. Paradoxalement, un cours de psychologie a lieu la salle d'à-côté, et, au moment de la pause, les gens qui tentent de retourner dans leur salle s'en voient refuser l'accès par la police.

La confusion est grande et beaucoup de choses se passent en même temps. Ces deux journées là, un trentaine de personnes sont arrêtées au criminel. Au delà des arrestations, les conditions de libération mais surtout la désolidarisation au sein des salles de classe et des programmes heurtent profondément les militant·e·s. Beaucoup gardent un souvenir amer de la rentrée de 2012 et choisissent de ne pas retourner à l'UdeM.

12 avril 2012 : L'injonction et le bélier

Je ne me souviens plus si on m'a réveillé en m'appelant ou si dès le réveil j'ai vu les messages d'urgence sur Facebook. Ce que je sais, c'est que ce matin-là, c'était la première chose qu'on savait et nous sommes partis en panique vers l'Université de Montréal. 11h30 : réunion d'urgence au « château », à l'association de philosophie et manifestation à 13h. De manière assez incroyable, et grâce aux réseaux qui avaient été solidifiés par le RUSH et la Table de Grève, une réunion prévue environ 1h30 à l'avance pouvait être salle comble, au point où des personnes essayaient d'entendre et de participer depuis le couloir. L'ambiance était survoltée, les gens tapaient sur les murs. Pendant la rencontre, un camion de pompier fila toutes sirènes hurlantes vers l'UdeM, parce que quelqu'un-e avait tiré l'alarme de feu. La cloche de guerre avait été sonnée. L'injonction était alors utilisée comme recours par plusieurs étudiant-e-s dans la province pour briser le mouvement de grève. C'était aussi le cas à l'UdeM, mais elle était aussi liée à des incidents qui étaient survenus au pavillon de Musique. La rencontre avait permis de voir le document et de discuter de manière stratégique des conséquences légales et politiques de cette injonction et des possibilités de sa contestation. Finalement, cette rencontre a surtout servi à nous donner une force collective et du courage, car nous savions déjà que nous allions la contester.

À la manif, la vibe avait changé. Depuis quelques semaines, les étudiant-e-s à l'UdeM s'étaient clairement radicalisé-e-s et plusieurs avaient noué des amitiés et solidarités avec des allié-e-s de l'extérieur qui étaient venu-e-s nous prêter main forte. Plusieurs cellules utilisant la tactique du black-bloc étaient présentes, beaucoup de drapeaux rouges et noirs. Cet après-midi, ça allait péter. La manifestation est partie sans itinéraire. Les gens devant avait du mal à se mettre d'accord sur la stratégie à adopter. Finalement, je ne me rappelle plus du trajet exact mais nous sommes enfin arrivé-e-s devant le pavillon Roger-Gaudry. Évidemment, les portes principales étaient fermées. C'est alors que la masse s'est dispersée en sous-groupes qui se sont engouffrés par des portes différentes, plusieurs dizaines d'étudiant-e-s ont aussi décidé d'attendre à l'extérieur. Jeu du chat et de la souris. Qui trouverait en premier la manière d'entrer à l'intérieur? Par ici ça ne passe pas, essayons en haut...

Tout d'un coup, on revient sur nos pas; il n'y a plus de bouchon devant la porte latérale menant au hall d'honneur. Les vitres des portes sont en éclats sur le sol. Quelques personnes hésitent avant de suivre le pas. Nous, on fonce et on se faufile dans l'espace vide qui a remplacé les vitres. La suite des événements me semble confuse mais reste portée par l'intense allégresse de la transgression. Flash : des gens en train d'essayer de défoncer la porte menant au cabinet du recteur avec une sorte de présentoir en bois massif. On peut voir les portes du cabinet du recteur valser, ce ne sera pas long qu'elles sauteront de leurs gonds. La salle de conférence est recouverte de peinture. Dans la journée, des câbles des salles d'ordinateurs ont été sectionnés et des graffitis ont décoré l'UdeM un peu partout. À ce moment là, je ne sais plus trop ce qui arrive mais l'anti-émeute débarque en très grand nombre. On décide de s'en aller ensemble pour ne risquer la sécurité de personne mais nous n'avons pas dit notre dernier mot. En descendant le chemin de la côte, on est surexcité-e-s. Nous décidons de continuer la manifestation mais, sur la rue Côte-des-Neiges, l'artillerie complète nous attend : des dizaines de camions anti-émeute. Ça escalade rapidement et les affrontements durent assez longtemps. Gaz, matraques, etc.

Je ne me rappelle plus comment ça s'est terminé. Ce que je sais, c'est qu'après cette journée, l'admin décide d'engager des firmes privées de sécurité sur le campus. Il y avait aussi les « gardas traditionnels » de l'UdeM, bien sûr, mais en plus de ces deux équipes, d'étranges hommes en costards et lunettes noires se sont mis à surveiller et à filmer les lignes de piquetage. Des tactiques qui s'ajoutent à la liste d'exemples de répression déjà longue qui caractérise l'UdeM.

3 avril 2012 :

Perturbations à Univalor dans le cadre de la semaine de perturbations contre l'économie du savoir
Contribution anonyme extraite d'un journal personnel

Ce matin là, une centaine de grévistes occupent les bureaux d'Univalor pour manifester contre la marchandisation de l'éducation. Univalor est une entreprise privée qui achète les brevets des chercheuses et chercheurs de l'université de Montréal pour lier plus rapidement le savoir à l'économie. L'an passé, l'entreprise a fait plus d'un million de dollars. Elle est aussi subventionnée à 50% par les fonds publics, par le biais du MDEIE (Ministère de Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation). Ça a été beaucoup plus simple qu'on pensait de pénétrer dans les bureaux d'Univalor, situé au 3535 Queen-Mary. Il a suffi que quelqu'un pèse sur le bouton de l'intercom et demande à entrer. Il s'était habillé tout chic, mais ça n'a pas servi à grand-chose, ce n'est même pas quelqu'un qui est venu lui ouvrir. Les huit occupant·e·s masqué·e·s entrent donc... et se rendent compte que le bureau est beaucoup plus grand que prévu ! Les employé·e·s sont prévenu·e·s qu'il s'agit d'une occupation et invité·e·s à sortir pour leur sécurité... Illes n'en reviennent pas. « Vous devez vous tromper de cible » disent-ils, « c'est un bureau privé ici ! » On essaye d'expliquer qu'on est contre l'économie du savoir, tout en essayant d'avoir l'air de militant·e·s tough, mais j'avoue qu'on se sentait un plutôt petit·e·s dans nos culottes. Finalement, on réussit quand même à contacter la manif d'appui qui vient rapidement nous rejoindre (après dix très longues minutes de notre point de vue). Entre 60 et 100 personnes arrivent pour nous soutenir et faire du bruit pour déranger la compagnie avec nous. La police arrive rapidement et annonce la possibilité d'un avis d'éviction. Les agent·e·s commencent à bloquer la sortie du bureau. Nous repartons après une vingtaine de minutes.

« Backstab des scabs » : mini-crise en anthropologie
contribution anonyme

Peu de temps après le vote du plancher de grève de 20 000 personnes, des étudiant·e·s membres de l'AÉAUM obtiennent l'organisation d'une assemblée générale spéciale grâce à une pétition. Celle-ci circule accompagnée d'un texte qui dénonce le comité exécutif et le décrit comme un organe manipulateur qui aurait un agenda caché. Le texte décrie un vote de grève illégitime et demande deux choses : que le vote soit repris et que les membres du comité exécutif soient démis·e·s de leurs fonctions. Une fois en assemblée générale, la plupart des gens qui avaient signé la pétition réalisent qu'illes n'ont jamais vu ce texte, ajouté après l'obtention des signatures. En colère d'avoir été utilisé·e·s, beaucoup prennent la parole pour dissocier la volonté claire de reprendre le vote de grève de la demande de démission en bloc du CE. Cette nouvelle assemblée se termine avec plus de 90% des membres qui votent pour la grève. Finalement, au lieu de semer le doute, cette nouvelle assemblée réaffirme la volonté des étudiant·e·s de l'asso d'anthropo de mener cette grève.

Organisation des ateliers et de la vie collective au Café Anthro **contribution anonyme**

Rapidement, le comité grève mis en place par l'association étudiante d'anthropologie dépasse les structures associatives et le comité exécutif et regroupe jusqu'à une cinquantaine de militant·e·s. Les réunions d'organisation de grève sont très populeuses chaque semaine et c'est là que nous décidons de l'horaire de la semaine et que le piquetage est organisé. Nous organisons des ateliers de formation (féminisme 101, organisation de manif et d'actions, questions de sécurité, animation d'AG, etc.), des ateliers théoriques et des débats (anarchisme, violences, Plan Nord, impérialisme et antiracisme, films, etc.), des présentations étudiantes, et plusieurs activités sociales (comme avec le collectif Maille-à-part). Un comité bouffe s'occupe aussi de fournir des repas et collations aux piqueteurs et piqueteuses (surtout les matins), une tâche ardue et éprouvante, mais qui a permis d'offrir un soutien aux militant·e·s pendant plusieurs mois et de les rassembler.

Mobilisation en travail social, de l'absence d'action à la politisation rapide, du Vieux à l'UdeM **contribution anonyme**

Ma vie militante a commencé au Cégep du Vieux Montréal en 2007. Je m'explique encore mal ce qui m'a poussé lors de mon premier jour d'école à aller dans l'asso pour demander comment m'impliquer. Peu importe, la semaine suivante j'étais exécutante socioculturelle, je m'impliquais dans le comité mob et j'entamais ce qui allait être deux années de radicalisme. Toute ma vie d'alors y était, mes ami·e·s, mes luttes, mes rencontres, mes soirées. On s'en doute, ça laisse des traces.

J'arrive à l'UdeM en 2009, dans une association étudiante de party, un peu morte. Pas d'archives, pas d'animation dans les assemblées, pas de votes, pas de procès verbaux, l'asso n'est même pas légalement enregistrée. Je me rends rapidement compte que mon agressivité de « militante du Vieux » n'a pas sa place, qu'elle rebute plus qu'elle ne mobilise. De 2009 à 2012, je prends des postes dans l'association et, avec un travail acharné que d'autres entreprennent aussi avec autant de passion que moi; on rend l'asso légale, on cumule des archives, on crée une charte, on distribue des tracts, on essaye de faire de l'éducation populaire. Dans les instances de la FAÉCUM, on leur présente l'importance de l'accessibilité aux études supérieures en préparation pour 2012, parce qu'on sait qu'une grève se prépare.

Militer à l'UdeM est une expérience en soi. C'est le meilleur et le plus enrageant. Tout est à faire et n'importe quelle personne qui veut militer devient un·e allié·e. Il faut parler avec les gens pendant des heures, faire des activités colorées, ouvertes, déconstruire sans cesse les préjugés sur l'action militante. Il faut avoir une réelle curiosité envers ses pairs, sans quoi ça ne fonctionne pas. Les grandes instances et les discours rads pompeux qu'on entend ailleurs ne fonctionnent pas ici. C'est à la base, à force de travail invisible, qu'on réussit. J'étais souvent découragée de mes collègues, de leur apolitisme latent. Quand je voulais faire des actions directes, je les mobilisais, mais j'allais faire les actions avec d'autres groupes qui me ressemblaient plus, qui militaient comme moi. Mais en 2012, alors que j'étais en stage et que je n'avais plus de poste sur l'exécutif, elles ont tout fait. Même peut être plus que ce que je n'aurais osé faire. Elles étaient partout, informées, déterminées, politisées. Ça m'a vraiment impressionnée.

Un pas en avant, deux pas en arrière

la valse du reflux

contribution de Jean-Pascal Bilodeau, Noémie Carrière et Mélanie Radilla

La grève étudiante a été une occasion pour nombre d'entre nous d'être confronté-e-s à la politique qui restait jusqu'alors théorique. D'une part, elle a été un véhicule de politisation qui nous a amené entre autres à débattre et à parfaire notre capacité de dialogue, à nous mobiliser pour un but commun et à expérimenter la solidarité et la coopération, contribuant par-là à la formation de nos identités politiques et à l'intégration des valeurs qui leur sont intrinsèques. Or, si comme Fermaille le disait, la grève a été « cet espace où nous sommes ce que nous avons à faire », il a également fallu faire face à une intense répression dont les mécanismes ont été aussi physiques que psychologiques. Si c'est à la fois au mépris et à la banalisation grossière, à l'incompréhension et à la mauvaise foi, à la démagogie et à la manipulation qu'ont été confronté-e-s les militant-e-s, il semble aujourd'hui que les camarades d'hier utilisent, maintenant que leur solidarité est rompue, les mêmes armes pour faire taire la divergence au sein même de notre association.

De la grève aux initiations

Le politique ne se révèle pas seulement dans les grands enjeux et les hautes sphères du pouvoir. C'est au quotidien que l'on peut souvent le mieux percevoir les structures de pouvoir : les petites actions autant que les grandes permettent de juger les êtres et les institutions. Ainsi, les initiations peuvent être perçues comme un microcosme de la vie politique étudiante, un cas exemple révélateur de la manière dont les débats sont vécus dans et par l'AÉSPÉIUM.

Les initiations que nous venons à peine de terminer auront été le théâtre d'un débat houleux sur le jeu de « l'arbre à concombre », au point où certain-e-s l'ont baptisé humoristiquement le « cockumbergate ». Ce jeu consiste à lécher un concombre, les mains derrière le dos, dans le but d'enlever la mayonnaise dont il est enduit. Des membres de l'AÉSPÉIUM se sont présenté-e-s dans le but d'exprimer un malaise quant à ce jeu, arguant non contre son obscénité, mais bien contre la position de soumission qu'il reproduit, contre la contrainte qui lui est associée et contre l'aspect symboliquement machiste qu'il revêt. Le contenu du débat n'est cependant pas l'essentiel ici, bien que nous considérons que le jeu soit effectivement machiste et sexiste : ce qui nous importe, c'est la tournure qu'il a pris dans sa forme. Nous tenons à souligner comment un débat que plusieurs ont jugé aussi « anodin » en est venu à créer un schisme aussi important et a même mené à une agression teintée d'un antiféminisme viscéral.

Mécanismes répressifs

Il faut qu'il soit clair que le jeu du concombre n'a été que le prétexte d'un débat autrement plus profond sur le rôle et le contenu des initiations, d'autant plus que celles-ci ont pour principal objectif l'inclusion de tous et toutes et que l'AÉSPÉIUM s'est dotée d'un mandat féministe à l'hiver dernier. Or, tout au long de ce débat, des mécanismes de banalisation, de déni, de mépris et d'intimidation se sont graduellement mis en place, dans le silence le plus complet des exécutants l'AÉSPÉIUM ou même dans son soutien tacite. Teinté par un corporatisme – au sens où « l'aura » et le prestige de l'association, via ses initiations, a pris le pas sur le bien-être de ses membres – et par un refus de la critique, sous le couvert du ralliement et de l'unité, l'attitude d'une partie des membres de notre association a obéi aux mêmes logiques que celle du pouvoir libéral durant la grève.

Banalisation

D'abord, c'est par la banalisation de la critique qu'on a tenté de marginaliser la position féministe. C'est également la même logique qui s'est déployée lorsque, par exemple, un-e exécutant-e a déclaré : «soyez présents [à la réunion] lundi prochain, ça se jouera là. Mais criss qu'on ne passera pas plus que 15 min sur la question, croyez-moi»¹²¹, refusant par là la pertinence d'un débat dont la sensibilité était pourtant à ce point évidente. Et c'est à cette même logique banalisante qu'ont obéi les commentaires suivants :

CRIME CA RESTE UN CONCOMBRE, on va p-e trop dans l'analyse du légume là... ?

ou encore :

Je trouve que le monde du bacc de pol/études ont toujours senti le besoin de défendre même les sujets les plus niais! Pas obligé d'être pour ni contre guys c'es juste un jeu vrm drole à se rentrer des concombres dans la yeule! Jeu sexuel comme dans toute les autres initiations du Qc!

Le débat ayant lieu sur Facebook, il mena à une déresponsabilisation généralisée d'une part comme de l'autre. L'aspect virtuel de la situation lui donna un aspect fictif, voir irréel qui contribua à banaliser l'escalade de l'agressivité et du mépris engendrés :

Perso c'est pas un légume qui va venir démolir ma fierté de femme/sexuée/québécoise/libérée. Mais bon, pour d'autres la crudité est symbole de détresse identitaire.

L'utilisation de l'ironie reflétait d'ailleurs ce mépris :

Non jvoudrais pas que tu t'humilie en apportant deux douzaines de symboles phalliques.

L'agressivité, elle, s'est exprimée par le discours qui caractérise si souvent l'antiféminisme : «vierges offensées», «casseuses de party»; les discours radicaux sont pratiquement toujours accolés à cette image de celui ou celle qui se mêle de ce qui ne le-la regarde pas, qui « vient juste faire chier », comme si la critique devait se cloisonner à un idéalisme théorique et n'avoir aucune implication dans la réalité concrète et quotidienne :

On est pas dans une ag de grève, vous pouvez aussi rien dire et vous aurez pas l'air plus caves... parler de machisme la come on!

Mais elle a surtout culminé dans ce qui s'apparente fort à une agression. Déjà que certain-e-s membres avaient perdu jusqu'à l'envie de participer à ces initiations pourtant prétendument inclusives, ceux et celles qui avaient décidé de mettre de côté leurs rancunes et d'y participer se sont fait brusquement ramener sur terre lorsque les mêmes partisan-e-s d'une «trêve» visant à ne pas inclure les nouveaux et nouvelles dans les guerres intestines de l'AÉSPÉIUM ont instrumentalisé la compétition entre groupes d'initié-e-s dans une vendetta personnelle. D'abord en visant toujours les équipes où étaient représentées les féministes, cette rivalité s'est ensuite exprimée par des « attaques » à la blague durant l'une desquelles des hommes en grand nombre ont tenté d'emmener de force une femme à leur table, trouvant là un humour discutable qui justifie à lui seul toute la critique féministe. Et cette instrumentalisation a atteint son sommet lorsque, probablement sous la pression

de ses pairs, un homme s'est étendu de force sur une femme qui s'était fermement opposée au jeu de l'arbre à concombres et l'a maintenue au sol, malgré son refus évident et répété, agression qu'on a fait passer sous le couvert de la blague.

Infantilisation, paternalisme, déni social et déresponsabilisation

Nous n'affirmons pas que l'exécutif de l'AÉSPÉIUM aurait pu ou du intervenir au sens de la prise de décision du haut vers le bas, donc à l'imposition ou à l'arbitrage, sur le jeu en question. Cela relèverait de l'infantilisation et d'un paternalisme que nous récusons. Mais en ne créant pas d'espace de débat, en tentant même de le nier et de le limiter, ce même exécutif a permis une gradation de l'hostilité dans les discours et l'attitude aussi bien que dans les gestes des deux parties. L'intimidation, que l'on a ignoré puisqu'elle était faite sous le couvert de l'humour, jusqu'à l'agressivité latente dans les comportements, qui a culminé par l'agression physique d'une membre, ont été décrits comme des gestes isolés, et l'analyse de ceux-ci s'est faite de la même façon que lorsque les étudiant-e-s ont subi la violence pendant la grève.

On nous a souvent dit que ce genre d'acte n'est issu que d'individus, comme si on souhaitait par là occulter le contexte social qui les a suscité, l'histoire qui s'y est écrite, comme si nous souhaitions au plus vite nous en dissocier et nous absoudre. Comme si souvent, nous oublions par-là comment la banalisation et le déni permettent ces actes, et surtout, comment ils sont le reflet d'un rapport social de domination qui existait déjà avant leur exécution. Si le cas de l'agent 728 dont on parle tant est emblématique des préjugés entretenus par le corps policier à l'égard de la «marge», cet incident l'est tout autant de ceux qu'entretient l'AÉSPÉIUM à l'égard du féminisme et de ce qu'on nomme souvent la «gauche radicale». C'est la même complaisance qu'on y voit, la même tentative d'individualiser un cas pour éviter à tout prix une critique en profondeur.

La question qui nous importe désormais, après avoir mis en lumière ce qui s'est produit, est ce qui doit se produire à partir de maintenant. En niant d'abord le débat, en le restreignant ensuite, par les mécanismes de banalisation et de mépris collectifs enclenchés, l'AÉSPÉIUM a laissé dégénérer une situation qui aurait pu être un débat constructif. Si elle a prouvé tout ce que la critique féministe a de pertinent par la simple réaction démesurée dont cette critique a fait l'objet, il semble que l'AÉSPÉIUM ne soit pas exempte de ces dogmes qui sont si difficiles à attaquer. En témoigne l'agression dans laquelle cette situation a culminé, ainsi que ce commentaire, qui représente bien l'état d'esprit que nous avons voulu critiquer :

Les initiations c'est définitivement pas un vecteur par lequel on est sensé mettre de l'avant la défense de la femme et tout le tralala.

Ainsi que celui-ci:

MET LE DANS TA YEULE, LE COCKOOMMMBREEEEE!!!!

**L'après-grève, 2013, 2014,
et encore...**

Auteur·e·s multiples

Le « retour à la normale »

Le retour en classe est très dur. Les assemblées générales de fin de grève sont des moments plutôt tristes. Dans beaucoup de cas, plusieurs membres ne peuvent se présenter à cause de leurs conditions de libération qui leur interdit d'entrer sur le campus depuis leur arrestation lors de la rentrée forcée du 27 et 28 août. Deux textes sont lus à l'occasion des assemblées pour faire entendre l'opinion des personnes interdites d'accès au campus. Les textes appellent à la reconduite de la grève. À ce moment là, l'administration de l'Université, conjointement avec les départements concernés, décide d'annuler sept cours d'anthropologie et un cours en sociologie (aux cycles supérieurs). La raison : il « [serait] impossible d'atteindre, d'ici le 28 septembre, les objectifs pédagogiques »¹. Ceux-ci pourraient être repris sans frais lors d'une session ultérieure. 400 étudiant·e·s sont touché·e·s par l'annulation de ces cours.

Dans le cadre de la « session de rattrapage », les cours reprennent quelques jours plus tard, dans les mêmes salles de classe où des collègues avaient été séquestré·e·s pendant plusieurs heures par la police. Dans ces classes, les scabs et les militant·e·s se retrouvent de nouveau côte à côte, et doivent reprendre leur fin de session dans un rythme effréné puisque l'administration décide que la session d'automne 2012 commencerait le 1er octobre.

Reprise des cours le 1er octobre : action de la rentrée

Cinq individus organisent un drop de bannière devant le CEPSUM le 1er octobre (la même bannière utilisée pour la « rentrée » du 27 et 28 août), et passent des tracts pour informer les nouvelles cohortes de la complicité tacite de l'admin avec la police lors de la rentrée forcée grâce à la loi 78².

Pendant la session d'automne, le RUSH organise quelques réunions, mais l'énergie est plus concentrée sur l'organisation de discussions que sur la mobilisation. Les raisons de ce changement semblent multiples : les militant·e·s sont tristes et épuisé·e·s, il y a moins d'enjeux concrets qui appellent à l'organisation d'actions. Peut-être aussi que le RUSH, en se transformant en organe anticapitaliste, perd un peu sa vocation rassembleuse sur le campus. Bref, le groupe finit lentement par se dissoudre et n'a bientôt plus de concret que le nom (qui reste utilisé comme couverture par différents groupes affinitaires). Lentement, cette transition annonce une rupture dans la transmission des savoirs pratiques militants entre les générations d'étudiant·e·s.

Malgré ce climat, plusieurs associations étudiantes de l'UdeM votent deux journées de grève en novembre, le 14 et le 21, selon le plan national adopté à l'ASSÉ. L'objectif est d'appuyer la semaine de grève internationale organisée

¹ <http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2012/09/07/002-universite-montreal-annulation-cours-session-hiver.shtml>

²

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2012C12F.PDF>

par le International Student Movement. Le 21 novembre, un contingent de l'UdeM est organisé pour rejoindre la manifestation nationale organisée par l'ASSÉ.

2013

Le moral est au plus bas. Les sacrifices individuels semblent lourds, le rythme condensé des sessions de rattrapage se poursuit lors des sessions d'automne 2012 et d'hiver 2013. Peu ont vraiment eu le temps de se reposer après la fin de la grève. Le Sommet sur l'éducation arrive à grand pas et tout le monde sait qu'on y proposera l'indexation des frais de scolarité. À l'UdeM, on a peur que le vieux mandat de l'impôt postuniversitaire (IPU) refasse surface à la FAÉCUM. Heureusement, après une courte campagne contre celui-ci, ce n'est pas le cas.

Au début de l'année, le recteur appelle à un colloque pour rétablir la « paix » dans la communauté universitaire. Voici ce qu'en pensent certain·e·s (page suivante) :

Ne participons pas aux mascarades du pouvoir – boycottons le colloque du recteur
contribution anonyme

Guy Breton, du haut de sa grande tour, nous invite à venir nous exprimer et à réfléchir sur l'enseignement supérieur à l'Université de Montréal. Cette rencontre, nous dit-on, est l'occasion d' « entendre la diversité des points de vue de notre communauté ». Mots creux d'un recteur sourd aux critiques qui lui sont adressées depuis qu'il est en poste. La forme même de ce colloque va à l'encontre du dialogue : le temps alloué aux discussions est incroyablement court (la moitié d'une matinée), les intervenants et intervenantes sont tiré-e-s au sort et ce grand show, en se tenant à porte close, n'est malheureusement pas public.

Cet exercice de discussion avec la communauté universitaire ne devrait pas se faire en secret, avec la crainte manifeste de la contestation et du différend. La stratégie politique et médiatique n'en est que plus grossière : ce n'est pas une matinée de « brunch convivial » qui pourra effacer la violence dont a usée l'administration tout au long de la grève étudiante. Ce colloque est une mascarade grotesque visant à faire gagner du capital politique et symbolique à notre recteur et qui s'apparente plus au Carnaval d'hiver bien connu à l'Université de Montréal qu'à une véritable invitation au dialogue, dialogue qui, du reste, est complètement exclu de l'enceinte udemienne. Et si ce colloque n'était en fait qu'une manigance pour balayer du revers de la main les maintes positions adoptées en assemblées générales par les étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal exigeant la démission de notre recteur, Guy Breton? Nous ne nous laisserons pas bernier. Cet artifice ne suffit pas à nous faire oublier tout ce que cet homme est et tout ce qu'il a fait. Plus largement, nous remettons en question le principe même de la gestion des universités. Partant du postulat qu'une université appartient à ceux et celles qui la font vivre, c'est-à-dire à ceux et celles qui y apprennent, qui y enseignent, ou qui y travaillent, les décisions qui s'y rattachent ou qui touchent les conditions de vie de ces personnes devraient être administrées collectivement par celles-ci. À l'université et dans nos autres milieux de vie, nous devons faire en sorte que les décisions qui nous concernent soient les nôtres et empêcher que d'autres s'approprient ce pouvoir sur nos vies. À l'université comme ailleurs, nous n'avons pas besoin de patrons ou de patronnes qui s'enrichissent sur notre dos, tirent profits de la clientélisation de la population étudiante et qui perçoivent l'université comme des centres commerciaux. Nous voulons des espaces pour reprendre notre voix politique par l'exercice de la démocratie directe et de l'autogestion. [...]

Nous appelons au boycott de cette rencontre et au rejet de toute forme de structure de ce type, sclérosée dans l'institution. Nous appelons, par ailleurs, à la création d'espaces décisionnels et organisationnels libres de toute ingérence d'intérêts privés et marchands et de toute domination quelle qu'elle soit. Dans l'optique où l'on ne saurait s'attendre à de telles initiatives de la part de gens dont le premier intérêt est de préserver leur autorité sur nous de par la nature même de leurs fonctions et dans la mesure où nous défendons l'organisation autonome et l'autogestion à tous les niveaux, il est clair qu'il n'en tient qu'à nous de mettre sur pied de tels espaces et qu'on ne saurait attendre des autres qu'il les fassent pour nous.

Mutineriz

Aux infâmes qui crieront « pas de quartiers pour les affamé·e·s! », nous leur répondrons « Bouffe gratuite à volonté! »

Quelques ami·e·s étudiant·e·s de l'UdeM se mettent à penser le projet d'une cuisine collective semblable à celles de Concordia (People's Potato), de McGill (Midnight Kitchen) et de l'UQAM (le Ras-le-bol, qui a eu une importance assez grande pendant la grève). Au delà de distribuer des repas, l'idée est aussi de briser la monotonie ambiante et d'offrir un espace où les ami·e·s et militant·e·s peuvent se rassembler. Les objectifs sont multiples : offrir des repas gratuits, proposer une alternative alimentaire (végétarienne et vegan), offrir un espace de socialisation pour la mobilisation et la politisation sur le campus, etc. Plusieurs questions sont soulevées quant à l'organisation du projet qui prend finalement forme assez instinctivement. Une réunion par semaine permet de diviser les tâches de manière rotative entre la récupération des aliments, la préparation et la distribution (qui inclue la tâche d'aller chercher la vaisselle à UnivertCité). Une des volontés des fondatrices et fondateurs du projet est surtout de faire en sorte que le projet puisse perdurer au-delà des premières personnes à lancer le projet. C'est-à-dire éviter à tout prix la formation d'une clique sur qui reposerait le projet. Pas de charte ou de « règles », ce sont les personnes présentes aux réunions qui sont responsables de prendre les décisions pratiques et politiques en lien avec le fonctionnement. Finalement, le projet survit un an et demi avec une grande rotation de personnes et plusieurs

altercations avec la sécurité de l'UdeM. Le bilan est plutôt positif : un des objectifs les plus importants est rempli. Après seulement un an, les personnes les plus impliqué·e·s dans le projet n'ont aucune idée de l'identité de ceux qui en sont à l'origine.

Campagne pour la démission du recteur Guy Breton

Quand Guy Breton annonce son intention de renouveler son mandat au rectorat de pour un nouveau quinquennat, beaucoup d'étudiant·e·s le voit comme l'annonce de cinq nouvelles années de dévalorisation des sciences humaines au profit des besoins du marché, cinq autres années de mépris pour ce qui fonde la mission universitaire hors de ses liens avec les entreprises privées. Sa candidature est d'autant plus arrogante et scandaleuse qu'elle semble se plier aux règlements et procédures alors qu'en fait les statuts de l'UdeM sont utilisés pour que la réélection procède sans réelle compétition. Aucune candidature pour le poste n'est recevable au sein du conseil d'administration de l'université tant qu'un comité formé par des membres dudit conseil n'examine le dossier de Guy Breton et n'en délibère. C'est dire qu'une fois le renouvellement accepté, les démarches arrivent à leur terme. Breton n'a donc aucune opposition.

Les exécutant·e·s de la FAÉCUM exposent ces démarches douteuses aux délégations présentes lors de la première instance suivant l'assemblée universitaire. Il s'agit d'un CASP (conseil des affaires

sociopolitiques). Aucune décision ne peut s'y prendre. Le bureau exécutif laisse quand même entendre qu'il a l'intention de réformer les procédures de renouvellement du rectorat. Il s'attèle à la tâche dans une vision à long terme mais balaye du revers de la main toute lutte concrète. En réaction, des militant·e·s appellent à une réunion de planification et d'organisation de la campagne qui s'impose, on est encore pendant la session d'automne, le temps paraît encore être à notre avantage. Le 2 janvier 2014, une dizaine de militant·e·s répondent donc à l'appel et relancent la mobilisation entamée la session passée. On parle de refonder les comités, de populariser le carré blanc comme symbole de l'opposition à la nomination univoque de Guy Breton. Tenue à la brasserie Beaubien, une seconde réunion est organisée quelques jours plus tard, le 6 janvier, dans l'objectif d'élargir le mouvement. Les militant·e·s qui s'y rassemblent déterminent une escalade des moyens de pression répartie sur l'ensemble de la session.

La campagne s'amorce et trois grandes bannières critiquant la gestion bretonienne de l'UdeM sont déployées à des lieux stratégiques du campus. Au même instant, l'Université tient une consultation pour sonder la communauté universitaire sur l'éventuelle reconduction de Guy Breton. Faisant le pari d'y participer, l'association étudiante de musique est vite rabrouée par l'un des commissaires. La FAÉCUM sent la pression monter, d'un côté de la part des associations militantes, et de l'autre car elle est obligée d'agir selon son mandat en faveur de la démission de Guy Breton, voté en congrès extraordinaire à l'issue de la grève de

2012. Elle convie les associations à former un comité chargé de l'application des mandats concernant le recteur. Coup de théâtre, le plan d'action proposé par la fédération s'échelonne sur plusieurs années et passe sous silence le nom de Guy Breton. En réalité, il s'attarde plutôt à réformer le processus de nomination des recteurs et rectrices. D'ailleurs, l'un des officier·e·s de la FAÉCUM laisse entendre que la fédération sait depuis le mois de décembre que la nomination du recteur, fixée à l'été, est devancée à la fin février. C'est le comble ! La nouvelle provoque la colère de beaucoup de militant·e·s qui claquent la porte.

Cette nouvelle information change les choses et le 19 janvier, on décide en réunion d'accélérer l'escalade des moyens de pression. Les étudiant·e·s sont convié·e·s à une première manifestation le 5 février. Un argumentaire dénonçant la multiplication des cours-usines, des cours en ligne, de la mauvaise gestion du patrimoine immobilier de l'université ainsi qu'une condamnation de la rentrée forcée de l'automne 2012 s'ajoutent aux multiples affiches qui jonchent les murs des pavillons, posées sans l'autorisation de l'administration.

Le 5 février, quelques centaines de manifestant·e·s répondent à l'appel. Le trajet débute au métro Université de Montréal et la marche fait rapidement un peu tout le tour du campus. Coïncidence, elle a lieu le même jour que les portes ouvertes de l'université. L'appel est lancé à se réunir pour perturber l'évènement. Dans cette optique, de faux tracts sont produits reprenant l'esthétique de

l'université en y introduisant une dénonciation de la dérive marchande de l'éducation. L'action est un succès. Plusieurs tracts sont distribués et les publicités confondues avec les documents officiels de l'université. Au même instant, des militant·e·s déploient une bannière, attirant l'attention des milliers de personnes présentes.

Le lendemain a lieu une réunion du PLUM, dans une tentative d'ouvrir le mouvement, jugé sectaire par certain·e·s. Pour autant, c'est l'unique réunion de ce groupe affinitaire. Le 17 février, dans la mouvance de Mutineriz, se tient « MutineGuy ». L'évènement est un succès, des dizaines de militant·e·s y participent jusqu'au moment où la sécurité intervient. Le soir du 20 février se tient un « 4 à 7 » où convergent les militant·e·s impliqué·e·s dans la campagne et on échange sur les actions entreprises et la manifestation prochaine. Le lendemain, sur l'heure sur midi, une immense bannière et de nombreux carrés blancs et carrés rouges sont jetés dans la bibliothèque des lettres et sciences humaines.

Le 24 février, très tôt le matin, une cinquantaine de militant·e·s se réunissent et bloquent les entrées motorisées de l'université. L'action est une réussite. Un trafic monstre se forme sur le boulevard Édouard Montpetit, les conducteurs et conductrices débouté·e·s tournent en rond pour trouver une place de stationnement. De plus, la réplique policière tarde. L'appel à l'action, passé de bouche à oreille, permet de maintenir un piquetage ferme de plusieurs heures avant qu'assez d'agent·e·s soit réuni·e·s pour dégager l'accès. La manifestation, elle, est appelée en fin d'après-midi, vers 16 h.

Encore là, une centaine de manifestant·e·s se présentent. Après avoir marché à travers le campus, une grande majorité des militant·e·s se retrouvent à l'extérieur du pavillon Roger Gaudry et en profitent pour dérober un des deux drapeaux qui finit par être brûlé. Un groupe de militant·e·s continue la marche et décide de forcer les portes des bureaux de la FAÉCUM.

Dès lors, quelles réflexions peut-on dégager de cette courte campagne? La tentative du PLUM de se réunir témoigne d'un côté hermétique du milieu militant. En dehors des réseaux militants, peu d'informations sont transmises au sujet des diverses réunions convoquées. Dans un second temps, bien trop d'espoir est investi du côté des instances plus bureaucratiques de la FAÉCUM. Malgré le mandat de démission de Guy adopté en 2012, la fédération n'est visiblement pas capable d'entreprendre des démarches concrètes et rapides pour l'exécuter et à clairement monopolisé beaucoup d'énergie de la part des militant·e·s pour absolument aucun résultat. Aussi, il aurait peut être été préférable d'élargir le discours : de dépersonnaliser la contestation et créer un véritable mouvement de démocratisation de l'université. Sans cette ouverture, le mouvement n'avait plus beaucoup de perspectives d'avenir après le renouvellement du mandat de Guy Breton.

La préparation au « printemps 2015 »

Le 16 septembre, l'AFESH³ tient une assemblée générale et vote plusieurs propositions en faveur d'une éventuelle grève générale pour la session d'hiver 2015. Ces prises de position ont un impact majeur alors qu'un comité large « Printemps 2015 » est créé et que de nombreuses autres associations étudiantes, dont plusieurs à l'UdeM, adoptent le même type de propositions. C'est dans ce contexte que naît le comité Printemps 2015 UdeM, appelé par des militant·e·s qui publicisent la première rencontre en collant des affiches sur les murs de l'université et en créant un groupe Facebook. La première réunion se tient au mois d'octobre et regroupe plus d'une cinquantaine de personnes, dont des chargé·e·s de cours. La réunion dure plusieurs heures. Alors que certain·e·s sont là uniquement pour discuter, d'autres veulent surtout commencer à organiser des actions et un plan de mobilisation le plus vite que possible. En fin de réunion, la majorité des participant·e·s s'entendent pour que le comité soit centré principalement sur l'action directe et la mobilisation. Il est décidé d'organiser collectivement une action le 29 octobre en vue de la journée de grève nationale prévue pour le 31 octobre. Les tâches sont distribuées et une nouvelle rencontre est établie.

Le mercredi 29 octobre, des militant·e·s impliqué·e·s dans ce comité débarquent dans les couloirs du pavillon Jean-Brillant, près de

la cafétéria Chez Valère, s'accaparent une table et se préparent à distribuer de la nourriture gratuite. Illes tractent et mobilisent en vue de la manif du 31 organisée par la coalition Main rouge. D'autres se mettent en plein milieu des corridors et créent des bannières collectives. Un autre groupe fait de la sérigraphie et invite les gens à faire imprimer un dessin de loup (symbole du « printemps 2015 ») sur leurs chandails. Surprise, la sécurité ne réagit pratiquement pas. Quelques agent·e·s sont là mais personne ne filme l'événement ou cherche à identifier les militant·e·s comme c'était le cas durant la grève de 2012. Les couloirs sont occupés pendant plus d'une heure. Tout au long de la semaine, on s'assure également de tracter devant les pavillons pour faire circuler l'information. Finalement, le 31 octobre, plus de 5 000 étudiant·e·s de l'UdeM sont en grève, sur un total de 82 409 à l'échelle provinciale⁴.

Le 6 novembre a lieu la deuxième réunion du comité. Beaucoup moins de gens sont présents que lors de la première réunion et deux journalistes du Quartier Libre y assistent pour recueillir des informations quant à l'organisation du comité. Leur présence crée vite des tensions mais on finit par accepter qu'illes restent. La réunion s'étire mais on décide d'organiser une manifestation interne pour la journée d'actions locales prévue le 27 novembre. Cette fois, pratiquement tout le monde part avant la fin de la séance et les tâches ne sont pas bien distribuées. Plusieurs sortent de la réunion

3 Association Facultaire Étudiante en Sciences Humaines de l'Université du Québec à Montréal.

4 www.printemps2015.org/fr/31octobre/. Consulté le 10 janvier 2015

avec un fort sentiment d'amertume, le comité se voit déjà fragilisé et remis en question.

Le 13 novembre 2014, une journée d'action nationale est appelée par l'ASSÉ, alors que 33 000 étudiant·e·s votent une journée de grève au Québec. Malgré cela, plusieurs voient en cette journée un échec total : des arrestations ont lieu et la plupart des actions organisées ont échoué lamentablement à cause d'une présence policière ridiculement élevée. À l'UdeM, l'association d'anthropologie est la seule à avoir voté en faveur de la grève. Moins de deux semaines plus tard, le 27 novembre, c'est la journée d'actions locales. Les votes de grève se font rares et au final il n'y a que les assos d'histoire de l'art (AÉÉHAUM) et de cinéma (MEDIAS) qui tombent en grève à l'UdeM. Durant la nuit du 26 novembre, des individus réalisent plusieurs dizaines de graffitis géants un peu partout sur les murs extérieurs du pavillon Lionel-Groulx, du pavillon Jean-Brillant et du pavillon de droit. Le lendemain, la manif organisée par le comité printemps 2015 du campus prend son envol vers midi mais moins d'une cinquantaine de personnes y participent. Ceux-ci tentent de perturber une conférence de Pierre-Karl Péladeau qui se déroule au même moment dans une salle du pavillon Jean-Brillant⁵, mais le SPVM est présent, tout comme la sécurité de l'UdeM, et en bloque l'accès. Des militant·e·s jettent des bombes puantes dans les couloirs du pavillon et la manifestation finit par se disperser.

Le mois de novembre 2014 est également marqué par des menaces portées envers le café anthropologie. La collection ethnographique du département, alors entreposée dans un local du pavillon Roger-Gaudry, prévoit être déplacée dans leur espace. Les bénévoles et étudiant·e·s du département critiquent la mauvaise gestion des locaux à l'UdeM. Une mobilisation assez importante se crée autour de cet enjeu car on craint que la reprise du backstore ne soit en fait une excuse pour faire fermer, à long terme, le café étudiant. L'administration assure que ses intentions sont toutes autres mais le doute plane et les étudiant·e·s restent sceptiques. Malgré les remous des dernières années, le café anthropologie reste encore l'un des seuls lieux de rassemblement des militant·e·s de l'UdeM. Un comité est mis sur pied et prépare un plan d'action global. Le café ferme ses portes toute une journée (un mercredi) et invite les gens à dîner en plein milieu des corridors du pavillon Jean-Brillant comme action de sensibilisation. Une liste de personnes prêt·e·s à se déplacer en cas d'urgence est créée et le café reste sur ses gardes durant toute la session.

5

Conférence lors de laquelle il annonce sa candidature à la chefferie du Parti Québécois

La Peste aseptisée

Réflexion critique sur l'expérience d'un groupe affinitaire qui voulait devenir « la grande menace de l'UdeM »
contribution anonyme

Il y a traditionnellement peu de militantes et de militants à l'UdeM. Ainsi, bien que plusieurs types de groupes radicaux ont existé à travers le temps (groupes affinitaires, groupes de mob, structures exécutives étudiantes radicales), ils ont rarement cohabités dans le temps faute de gens pour tous les faire vivre. Lors de la session d'hiver 2013, quelques militant-e-s ont voulu répondre au marasme ambiant post-grève 2012 par un cataclysme et s'organisèrent autour d'un groupe affinitaire secret nommé « La Peste ». Le groupe ne réussit pas à agir à la hauteur de ses attentes et les vacances et les projets personnels en tout genre finirent par en avoir raison. Cependant, nous considérons qu'un regard critique sur cette expérience pourrait permettre à la communauté militante udemienne d'affiner ses réflexions quant à ses possibilités politiques.

Le contexte est important à comprendre et à prendre en compte. La grève de 2012 est finie. La rentrée forcée par la loi 12 (27-28 août 2012), qui avait été le terrain d'une véritable guerre au sein des murs de l'université, a soulevé peu de contestations ou d'indignations politiques à l'extérieur du mouvement étudiant et n'a pas entraîné de mouvement politique large de solidarité (encore à ce jour [mars 2015], des camarades ne peuvent se rendre sur le campus udemien à cause de leurs conditions de libération). Tout ça, sous l'ombre pourrie des appels à la trêve électorale. Peut-être que nous ne l'avons pas dit assez fort à l'époque, mais que cela soit clair : nous avons été trahi-e-s par cette frange du mouvement udemien. Nous l'avons encore dans la gorge; vous n'êtes plus nos allié-e-s. C'est d'ailleurs cette même gang qui a investi les structures de la Table de grève, que nous voyons seulement comme une récupération institutionnelle de nos énergies et de nos efforts. Puisque la TAG prenait toutes les énergies, les cultures et les groupes de mobilisation mourraient. Nous pensons que cela a contribué à une rupture dans la transmission des savoirs militants. Alors que tant de luttes étaient encore à mener, par exemple la contestation face au Sommet sur l'éducation! Nous avons bien essayé d'organiser une rencontre large pour recréer un comité de mob à l'hiver 2013, après la désertion et la mort du RUSH la session précédente, mais le manque de dénominateur commun nous empêchait de partager des discours ou des moyens d'action avec ces personnes à l'époque. Nous voulions quand même agir au sein de l'université, parce qu'il s'agissait de notre contexte quotidien. Nous pensons qu'il est important de ne pas snober la mob et l'action à l'Université de Montréal si on y étudie, parce qu'en tant qu'anarchistes, anticapitalistes ou anti-autoritaires, nous avons des choses à dire sur l'institution universitaire et que celle-ci constitue malgré tout un espace de mobilisation politique important. Même si essayer d'agir au sein d'une institution à laquelle nous sommes allergiques nous paraissait parfois une tâche insensée et insupportable, nous pensons qu'il est important de tenter la création d'espaces subversifs partout où nous nous trouvons.

Comme une peste contagieuse.

Nos objectifs étaient :

Réinstaurer un climat militant

Inciter à la radicalisation et au conflit en passant à l'action

Foutre la chienne à l'administration et à la FAÉCUM

Appeler à la réappropriation de nos espaces et à la recréation de sociabilités

*Rouvrir les possibilités de l'imaginaire politique
Avoir du fun et cracher notre bile amère*

Ce qu'on a fait:

Nous n'entrerons pas dans les technicités de la culture de la sécurité et de l'organisation en groupe affinitaire. Mentionnons seulement que personne ne devait avoir vent de notre implication dans la Peste. Ce mot et nos projets n'étaient jamais mentionnés devant d'autres personnes ou sur internet. Pour communiquer, nous nous donnions rendez-vous dans des espaces sécuritaires et sans oreilles indiscrètes.

Après plusieurs réunions de réflexion et de préparation, nous avons organisé et réalisé deux actions tournant autour de la création d'un texte politique anonyme (voir l'image). La première action était l'affichage sauvage d'une centaine de ces textes (A4) avec de la colle maison sur les miroirs des salles de bain de tous les étages du pavillon Lionel-Groulx et de la bibliothèque. Nous avons choisi ces lieux à cause de l'absence de caméras de surveillance. Nous avons aussi laissé des tracts du même texte à plusieurs endroits stratégiques, comme les cafés étudiants.

La deuxième action, environ un mois plus tard, impliquait encore une fois de l'affichage sauvage, mais cette fois-ci sur les murs extérieurs et accompagnés de graffitis par stencil. Nous avons organisé trois groupes qui devaient agir pendant la nuit à trois endroits différents du campus et regroupaient en tout douze militant·e·s. Nous avons eu recours à la collaboration d'allié·e·s rencontré·e·s la semaine d'avant pour leur parler de l'action. La première cible était sur le mur du pavillon Lionel-Groulx, face à la rue Jean Brillant. Les trottoirs menant aux pavillons furent remplis de graffitis appelant à la révolte populaire et aux contaminations des espaces aseptisés. La deuxième cible était au pavillon Marie-Victorin et la troisième à Roger-Gaudry.

Nos actions réussirent. Le problème, c'est qu'elles n'eurent pas l'effet escompté. Elles ne furent pas diffusées, peu partagées, peu de personnes en parlèrent et celles et ceux qui le firent en disaient que c'était too much et déplacé. Le policing n'eut même pas à venir de l'administration, elle vint de la part des « militant·e·s. Enfin, ces militants et militantes semblaient ne pas vraiment vouloir analyser pourquoi illes se sentaient provoqué·e·s par l'action (à cause de leur propre immobilisme?) et étaient plus concerné·e·s à ne pas éclabousser leurs CV militant et académique immaculés. Soit, nos actions peuvent être critiquées, mais aucune critique politique de celles-ci n'a été articulée à l'époque.

Évidemment, plusieurs problèmes internes nous mirent des bâtons dans les roues. D'abord, le peu de temps dont nous disposions (nous n'étions pas en grève) et le pessimisme/défaitisme qui accompagnait notre bile de post-grève contribua au fait que nos actions étaient au final à demi-ton : ni théoriquement si solides, ni spectaculairement provocantes. Nous voulions partager des idées, sans pouvoir diffuser ou signer nos textes, puisque ceux-ci étaient accompagnés d'actions directes. De plus, l'absence d'un contexte large de mobilisation contribuait à l'individualisation des risques et des potentielles conséquences légales et académiques, ce qui joua beaucoup dans nos prises de décisions étant donné que plusieurs d'entre nous avaient déjà été criminalisé·e·s et judiciairisé·e·s pendant ou après la grève. Il y eut aussi des failles dans notre pratique de la culture du secret¹, qui devint rapidement toxique, quand une amie fut approchée pour joindre le groupe et après avoir refusé, en parla à d'autres ami·e·s qui, n'ayant pas été mis au courant, se sont senti trahi·e·s. Ce conflit blessa nos amitiés et nous fit beaucoup de mal. Nous comprenons leur colère et leur déception, mais nous pensons quand même qu'il est

1 Pour une explication de la culture de la sécurité dans les milieux militants, <http://www.crimethinc.com/texts/atoz/security.php>

important de pouvoir choisir de s'organiser avec des gens envers lesquels toutes les personnes du groupe ont confiance. Selon nous l'erreur ici est la brèche dans le secret. Ce ne sont pas des décisions faciles à faire, mais il est important que celles-ci ne soient pas comprises comme étant des attaques personnelles ou des rejets, il s'agit plutôt de choix stratégiques visant à protéger le groupe et les individus. Par exemple, ne pas partager ses plans avec des personnes qui ne sont pas dans le groupe ne veut pas dire qu'on n'a pas confiance en ces personnes, on veut plutôt la protéger en ne lui donnant pas d'informations qu'elle n'a pas besoin de savoir.

Bons Coups et suggestions

Finalement, il est important de spécifier que selon le contexte et les contraintes, tout n'était pas mauvais dans cette expérience. Au contraire, nous avons pu partager et créer des réflexions théoriques intéressantes. Bien que nous aurions pu les pousser plus loin, nous savons que ce sont des idées qui ont fait du chemin et qui ont même été reprises à quelques occasions, entre autres lors d'une action de réappropriation des espaces (graffitis) au département d'anthropologie en préparation de la grève du printemps 2015. De plus, cette expérience a permis à certain·e·s de dépasser leurs limites et de s'organiser pour extérioriser leur colère. Cela a aussi permis d'inciter d'autres militant·e·s, que nous avons inclus lors de la deuxième action, à utiliser l'action directe, parfois même pour la première fois, et à se sentir légitime et en confiance d'utiliser ce type d'action. Ça a aussi été l'occasion d'avoir du fun et d'agir immédiatement en espérant rompre avec l'illusion de la pacification ambiante. Mais ce n'était pas non plus seulement un défouloir irrationnel, au contraire, ces actes étaient basés sur des réflexions et des praxis critiques. Si c'était à refaire, peut-être ferions-nous certaines choses autrement. Par exemple, écrire des textes théoriques à part afin d'articuler des réflexions et pointer plus directement des dynamiques du doigt, et ensuite agir dans l'anonymat. Il y a à ce jour dissension entre nous sur ces idées, d'autres groupes devront poursuivre la réflexion. Il aurait peut-être aussi été plus pertinent d'agir contre des événements particuliers, comme les partys de la rentrée ou du 2e étage, ou contre des instances administratives universitaires, au lieu de s'attaquer à des murs pendant la nuit.

Nous espérons que cette expérience saura en inspirer d'autres. Gardez en tête qu'il ne faut pas attendre d'avoir trouvé la praxis pure et parfaite avant d'agir. On devient meilleur·e en agissant, à force de créer des relations de lutte et d'essayer différentes stratégies. L'action directe permet de se réapproprier nos moyens d'actions collectifs, de dépasser l'individualisation rampante et de transformer le rapport à nos corps en agissant directement sur le politique. Il faut continuer d'agir et maintenant (tout le temps) est un bon moment. « Dans la réalité de la lutte contre le capital, au stade actuel de l'affrontement et des contradictions relatives, le jeu n'est pas un « passe-temps », mais une arme de lutte »².

Seule la lutte est réelle.³

2

Alfredo M. Bonanno *La Joie armée*, 1977.

3

voir p.140

GATUM : Groupe d'action trans* de l'UdeM **Contribution de Caroline Trottier-Gascon**

Nous avons fondé le Groupe d'action trans* en février 2014 après avoir constaté à quel point les politiques de l'Université de Montréal étaient aliénantes envers les personnes trans*. En fait, lorsque nous avons commencé notre action, l'université ne disposait d'aucune politique claire pour favoriser l'intégration des minorités de genre, contrairement à d'autres universités montréalaise.

Un des impacts de cette absence est l'impossible d'employer le nom que nous utilisons au quotidien et qui reflète notre identité de genre. Pour les personnes trans* qui n'ont pas encore complété le processus de changement de nom auprès du directeur de l'État civil, mais qui vivent à temps plein dans leur genre d'identification, l'utilisation du nom légal risque de révéler leur statut trans*, ce qui les expose à la discrimination. Les toilettes que les personnes trans* peuvent utiliser de manière sécuritaire sont rares et dispersées, car toutes ne peuvent pas aller dans les toilettes séparant hommes et femmes, soit parce qu'elles ne s'identifient à aucune, soit par crainte de recevoir des jugements ou d'être victime de violence. Enfin, on rapporte de nombreux incidents de transphobie de la part du personnel ou des étudiant·e·s : refus de service, négation de l'identité de genre, intimidation, etc. En créant le Groupe d'action trans*, nous souhaitions développer un regroupement pour unir les personnes trans* étudiant ou travaillant à l'Université de Montréal. Nous voulions autant nous organiser afin de défendre nos droits et nos revendications, avec l'aide de nos allié·e·s, que les réunir pour leur permettre de connaître d'autres personnes dans leur situation.

D'un point de vue militant, nous avons plusieurs objectifs :

- 1) *Modifier les politiques de l'Université entre autres en incluant 'identité de genre et l'expression de genre comme causes de discriminations reconnues ;*
- 2) *Augmenter le nombre de toilette non genrées sécuritaires ;*
- 3) *Obtenir la reconnaissance du nom et de l'identité des étudiant·e·s trans* (carte étudiante, listes de cours, etc.) et sur leurs travaux et choisir un genre autre que « homme » ou « femme » ;*
- 4) *Sensibiliser la communauté universitaires aux enjeux trans*.*

Pour atteindre nos objectifs, nous avons suivi plusieurs approches. D'abord, de la fin février à la fin avril 2014, notre pétition a rassemblé près de 2000 appuis, jusqu'à ce que la fin de session mette fin à nos efforts. Ainsi, nous avons prouvé la légitimité de notre cause, obtenu le soutien de la communauté universitaire et surtout, sensibilisé les personnes rencontrées. En même temps, nous avons produit un dépliant qui explique nos objectifs principaux et qui offre des définitions, des conseils pour les allié·e·s et une liste de ressources pour les personnes trans*. Financièrement, le Groupe d'action dépend pour l'instant de l'aide de L'Alternative, le groupe LGBTQIA* de l'Université, mais nous voulons devenir un groupe d'intérêt reconnu, ce qui nous donnerait un financement direct et autonome de la part de l'Université.

Notre regroupement a déjà occupé une place dans les médias universitaires. Notre porte-parole a rédigé une lettre ouverte pour le journal Quartier Libre (« Identité de genre : Pour une université plus inclusive », publiée en deux parties les 12 et 26 février 2014), qui a mené à un dossier dans le même journal sur les questions trans*. Elle a aussi accordé une entrevue pour l'émission À la bonne heure, sur les ondes de CISM, la radio du campus.

Plusieurs associations ont adopté le libellé de proposition, un appui nécessaire que s'est ajouté aux autres que nous avons obtenus de la FAECUM et de groupes communautaires. On nous a promis que nos revendications en matière de nom seraient priorisées et qu'on pourrait s'attendre à des résultats l'année prochaine. Mais même

en omettant cette difficulté et le soutien émis par la vice-rectrice, le bureau du registraire collabore peu. Aussi, bien que l'Université ait procédé à un recensement de toutes les toilettes individuelles afin de les transformer en toilettes non genrées, nous avons présentement de grandes difficultés à participer au projet du site Outremont. Les responsables universitaires traitent nos revendications comme un « dossier étudiant » et nous renvoient sans cesse à la FAÉCUM, qui ne veut rien faire sans mener des recherches (qui tardent) et sans consulter le Conseil central. Or, il ne s'agit pas d'un dossier étudiant, mais bien d'une question touchant tous les membres de la communauté universitaire, dont les employé·e·s et les professeur·e·s.

Nous ne prévoyons pas nous contenter de nos dossiers en cours — nous avons plusieurs autres projets! Nous aimerions notamment organiser des séances de formation destinées aux étudiant·e·s en sciences de la santé et en journalisme pour les sensibiliser sur les enjeux de discrimination dans le système de santé et sur la représentation des personnes trans* dans les médias, qui sont d'importants problèmes actuels. De manière plus ambitieuse, nous espérons créer des liens entre les différents groupes universitaires qui défendent les enjeux trans* pour militer à l'échelle provinciale. Certains de nos projets (usage du nom usuel, reconnaissance du genre, etc.) impliquent d'obtenir de l'information, voire du soutien de la part du MELS ou du MESRS¹. En s'organisant ainsi, nous avons plus de chance d'obtenir le succès de telles initiatives et de les étendre au plus grand nombre d'universités possible. Ces projets sont tout à fait à l'ordre du jour, près d'un an après l'adoption du projet de loi 35, qui donnerait le droit aux personnes trans* de modifier leur mention de sexe (s'il était appliqué), et alors que le Centre de luttes contre l'oppression des genre poursuit le gouvernement afin d'enlever l'obligation d'assigner un sexe légal à la naissance.

1

MELS : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ; MESRS :
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science

planche 4

LA PESTE FAIT DES RAVAGES

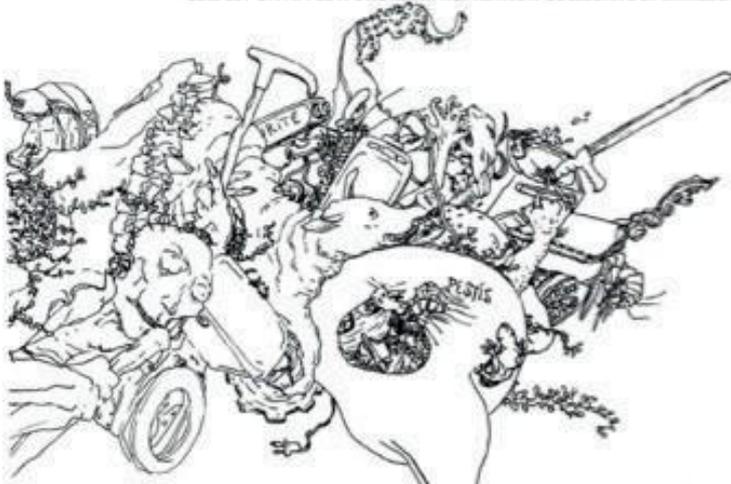
MANIFESTE CONTRE LA STÉRILISATION DE NOS SOCIABILITÉS

L'Université de Montréal, là où il fait bon fermer sa gueule et obéir, empest le formol. Ici, comme dans les blocs opératoires, on s'évertue à éliminer tout corps étranger : pas de microbes, pas de proximité, pas de politique, pas de vie. Le seul mouvement autorisé est celui des allées et venues d'une population devenue clientèle venant chercher son dû et repartie aussitôt. Gare aux âmes socratiques qui viendraient corrompre le bétail en provoquant le dialogue : on ne flâne pas ici, on passe. Vous n'y êtes pas chez vous et on vous le fait sentir : l'espace vous est prêté le temps d'un diplôme et le moindre de vos pas vous y est facturé. Tout ici trahi une inertie hiératique et le moindre remous est immédiatement réprimé avec un zèle militaire par les missionnaires du Saint-Ordre. Le prestige de leur institution, duquel nous sommes tous et toutes complices, se paie de notre vœu de chasteté politique. Et voilà que nous participons, pieux et pieuses volontaires, de la mission sélecte du Bouffon-Breton et de ses sous-fifres ! Marchez bien droit, petitEs soldatEs, vous qui aspirez à intégrer l'uniforme de l'élite avide de consensus dont le discours spéculaire fait partout la Une ! Vous obtiendrez votre congé sous peu, papier en main – garant de votre discipline – contre lequel vous échangerez votre Salut par la prostitution marchande de votre formation. Et soyez sans crainte, pauvres agneaux ! Des déserteurEs, on pointera incessamment la résistance scabreuse, on placera les hérétiques en quarantaine, les gavant d'antiseptiques, afin d'empêcher la contamination.

Ainsi va bon train la marche misérable des universitaires à travers les couloirs immaculés du campus. Pavillons-satellites matérialisant la transformation fordiste de l'éducation dont la paix sociale bénéficie, interdiction de distribuer pamphlets et tracts de tout acabit et de parer les murs de tout ce dont le contenu s'écarte de la prétendue « vie » académique, absence scandaleuse d'espaces de rencontre (sinon les lounges nauséux financés par la Banque Nationale et autres parrains capitalistes) : les moindres structures de l'Université de Montréal transpirent la mission-bâillon des rats de l'Admin et concourent à en faire un lieu libéré de tout procès politique. Ici, pas de graffs, pas de retards, pas de foule, pas de conflits : l'Obéissance est la première et l'unique Vertu – et les gros débles de GARDA s'engagent à le rappeler à tout vent. Certes, on y dérogera brièvement, le temps d'une camaraderie superficielle, durant les 5 à 7 et autres cérémonies oiseuses qui consacrent toute l'activité de la FAËCUM et des associations étudiantes qui lui servent de chiennes. Là, comme dans un piètre rituel, on nous permet de laisser derrière manuels et bonnes manières afin d'extérioriser notre connerie collective tout en réaffirmant notre loyauté à la race udemienne. Or le coma végétatif dans lequel nous sommes plongéEs est continu et les carnivals du wet T-shirt ainsi que le pathétique torchon qu'est Quartier Libre y contribuent.

Hélas ! Les enduits chimiques, si chers payés, n'auront pas su prévenir l'infection. La Peste, insidieuse, se répand sur les sols et putréfie peu à peu l'institution. Bien avant que vous n'en ayez repéré le foyer, elle s'attaquera au statisme ambiant et aux prescriptions stérilisantes et corporatistes de l'Administration Breton par tous les moyens, contaminera les espaces aseptisés afin de les reprendre coûte que coûte. Sa propagation est horizontale et exponentielle : vous n'aurez rien vu venir que l'Université sera sienne, marquée de son odeur, bigarrée de nos désirs et de nos luttes.

***CECI EST UN APPEL À UNE RÉAPPROPRIATION COLLECTIVE ET IMMÉDIATE DE NOS MILIEUX UNIVERSITAIRES.**



LA PESTE

conclusion

Par ce livre, nous avons voulu rendre compte d'une partie de ce continent mémoriel invisible que représente le militantisme radical à l'Université de Montréal. Soyons clair·e·s : cet état de fait n'est pas unique. De l'Université Laval à l'UQO, du cégep de Rimouski à l'école secondaire, les obstacles au développement de réelles contre-offensives sont nombreux et sont souvent les mêmes. Comment rejoindre un public abreuvé aux appels à la haine des « radios poubelles » de Québec? Comment mobiliser dans les universités anglophones, dont la culture n'a pas souvent connu la grève, quand il faut traduire la documentation, en plus de surmonter toutes les rancunes culturelles et les incompréhensions qui les fondent ? Comment s'organiser à Chicoutimi ou à Gaspé ? Nous croyons que ce savoir existe, et qu'il est dans les mains de celles et ceux qui, dans ces périphéries hostiles, se sont organisé·e·s et s'organisent encore.

Non, le cas de l'Université de Montréal n'est pas unique. Il ne vaut pas nécessairement plus la peine que d'autres d'être relaté. Ni moins. Et cependant, il est bien exemplaire de quelque chose. Sur le campus de la montagne, il ne se passe rien tant que personne ne fait rien. Non, rien ne s'acquiert sans lutte, et ces luttes sont toujours tenues à bout de bras. À l'Université de Montréal, il y a eu autant de grandes que de minuscules victoires, mais il y en a eu. Le 13 avril 2012, les militant·e·s ont brisé une des injonctions les plus sévères décrétées durant la grève. En 2005, une occupation a réussi à tenir, toute une journée, au 9ème étage de la Faculté des Arts et des Sciences. En 1968, une

campagne jamais vue auparavant au Québec a participé à la fondation de l'UQAM. Le Café Anthrope a été acquis par une occupation ; le journal du Quartier Latin a été, durant des années, le feuillet critique au plus grand tirage dans la province.

Nous avons souvent eu l'impression que nos années de militantisme ont été une succession de séances de chialage, de faux espoirs, de travail dans le beurre. Et pourtant, rétrospectivement, nous l'admettons; nous avons obtenu des victoires. Nous avons aimé militer à l'UdeM, là où tout est toujours à faire.

L'Université de Montréal reste un milieu ingrat, peu importe l'époque. Combien de soirées investies pour un article de journal ignoré? Combien de réunions pour une action contrecarrée par les autorités? C'est qu'au sein de ces murs, dans les corridors rendus volontairement lisses, l'évacuation des contre-récits est la norme. L'administration y est particulièrement hostile, la population, tristement indifférente. Une avocate se surprenait récemment du zèle de l'administration dans les poursuites à l'encontre de ses étudiant·e·s. Presque tous les cas sur lesquels elle avait travaillé qui impliquaient l'UdeM étaient également ceux qui lui donnaient le plus de difficultés. Là où d'ordinaire la Couronne aurait reconnu un manque de preuves et aurait abandonné conséquemment les poursuites, l'admin s'acharne, et se découvre mystérieusement une envie d'en découdre. On semble avoir bien mesuré à quel point la punition réside, avant tout, dans la procédure elle-même.

Les 27 et 28 août 2012, jours de la « rentrée » forcée, ont bien prouvé une chose : l'Université est loin d'être le sanctuaire de liberté auquel on aurait pu croire. Ces deux jours-là, alors que des étudiant·e·s sont séquestré·e·s dans des salles de classes, alors qu'une étudiante se fait menacer de viol par un agent de sécurité, alors que d'autres se font arrêter et emmener au centre opérationnel devant les journalistes, des bataillons de l'escouade anti-émeute s'engouffrent dans Jean Brillant comme s'ils y étaient chez eux. Dans les corridors ils mettent les « voyous » aux arrêts, intimident les étudiant·e·s, les chargé·e·s de cours et les professeur·e·s. C'est qu'il faut laisser les investisseur·e·s profiter de leurs « investissements ». Une fois de plus, la police se prouve à la hauteur pour défendre les intérêts de l'administration qui cherche à maintenir le statu quo à tout prix.

Le campus de l'UdeM, en tant qu'espace social et politique, a bien quelque chose de désertique. La vie militante y est toujours arrachée au vide. Les solidarités qui s'y tissent gardent ce côté hallucinant de l'improbable. C'est peut-être là le propre de militer décentré. Les militant·e·s de ce qu'on appelle au Québec les « régions », terme qui témoigne de l'univers sémantique du « proche » qui serait montréalais face au « loin » et qui désigne, par défaut, le reste, se reconnaîtront sans doute dans cette situation. Pourtant, à l'Université de Montréal, le militantisme est bien vivant, farouchement vivant. Mais il s'enracine dans un sol rêche et essaye de survivre dans un climat hostile.

Au delà de l'ingratitude du milieu, c'est aussi les ressources matérielles qui font défaut aux associations départementales et aux groupes militants autogérés. Lorsque les « Trois Braves » vont à Québec en 1958, c'est par leurs propres moyens : sans attendre ni le sceau de l'association l'étudiante, ni le financement pour le faire. Plus récemment, les clowns du Brouhaha (2006) et le RUSH ont dû faire appel à des réseaux extérieurs pour imprimer leurs tracts ou obtenir de la peinture pour des bannières. Encore aujourd'hui, aucune imprimante n'est réellement à disposition de nos groupes. Aucun budget n'est officiellement constitué pour appuyer les initiatives politiques des étudiant·e·s. L'équipement informatique laisse à désirer, même avoir accès à une brocheuse est considéré comme une chance inestimable, alors ne parlons même pas d'avoir un porte-voix! Rien n'est fait pour encourager la créativité, l'autonomie et la diversité des luttes.

Quand on lit que la mobilisation du début de l'UdeM se faisait plutôt dans le centre ville et que la FAÉCUM paye des autobus pour y emmener les étudiant·e·s, on met en lumière la centralisation géographique du militantisme. Beaucoup plus facile, visible et accessible, le quartier latin a souvent été privilégié à la montagne comme lieu d'action politique, au détriment des actions locales. L'attrait et la facilité de réunion dont jouit ce périmètre sont positives mais deviennent une barrière au développement d'autres espaces et surtout, à leur reconnaissance au sein du milieu militant.

Cette tendance souligne le problème de l'absence de lieux de rencontre et de réunion. L'organisation spatiale de l'Université de Montréal est faite selon une logique de passage. L'architecture semble pensée contre la formation d'une vie collective. Nous avons des couloirs et des salles de classe, ou des espaces de consommation comme la cafétéria ou le bistro de Jean-Brillant. Les lieux de rencontre, de création et de socialisation sont importants pour faire de l'université un espace d'échange et de réflexion, de curiosité, de rassemblement. Si nous avons le Café Anthrope, ses cinq mètres carrés ne suffisent pas vraiment. L'absence de ces endroits qui nous ressemblent nuit à la mobilisation et à l'information. C'est une organisation spatiale qui rend les mobilisations invisibles et les rencontres fortuites. L'architecture agit comme un obstacle à l'organisation collective. À plusieurs reprises dans l'histoire de l'UdeM nous avons vu la direction des bâtiments et la direction de l'université interdire à des groupes ou des individus la réservation ou l'occupation d'une salle. Contrôler, surveiller et contraindre l'organisation autonome reste, semble-t-il, la stratégie principalement employée à l'Université. Finalement, c'est cet amalgame de contraintes qui font qu'il n'y a pas vraiment un endroit au sein des murs de l'université qui puisse être qualifié de safer space. Pas de lieu où l'on se sent en sécurité et dans lequel on ne ressent pas le besoin d'être sur nos gardes. Cet état permanent de tension, dans lequel aucun sursis n'est permis, contribue grandement à la fatigue que les militant·e·s peuvent ressentir à force de mobilisations.

Au niveau des grands organes étudiants comme l'AGEUM ou la FAÉCUM, c'est surtout la rigidité de leur fonctionnement, et des personnes qui y occupent des positions de pouvoir qui font mal à la mobilisation à l'UdeM. Plus encore, nous dénonçons le manque de transparence de ces organisations. Les budgets cachés, les décisions à huis clos, les discussions de couloirs, tant de pratiques maintenant institutionnalisées, toutes dans l'intérêt des exécutant·e·s et de leur agenda personnel alors qu'elles devraient être pensées pour favoriser les membres.

C'est dans cette optique que nous saluons toutes les tentatives de groupes autonomes, tous les essais de démocratie directe qui ont eu court à l'UdeM. Nous reconnaissons aussi l'importance de l'implication dans les associations départementales, une échelle davantage accessible et représentative dont on néglige trop souvent le poids politique et les possibilités d'autonomisation.

Quelles sont les limites du travail de Memento? Notre travail, clairement, est politiquement et socialement situé. Nous avons fait le choix de mettre l'accent sur les luttes contestataires, sur l'action directe et sur les micro-milieus militants qui se développent. Ainsi, il faudrait substituer à cette question une interrogation sur ce que nous n'avons pu trouver à travers notre angle alternatif de recherche. Alors que nous souhaitons rendre visible l'invisible, force est de constater que les groupes ignorés par le traitement officiel de l'histoire ne retrouvent pas complètement leurs lettres

de noblesse ici. Les mobilisations autochtones, féministes, écologistes et de groupes culturels minoritaires n'ont certainement pas l'attention qu'elles méritent dans notre ouvrage, malgré les recherches et les intentions que nous avons. Beaucoup de facteurs expliquent ces manques. Hors de question de penser que ces enjeux ne sont pas présents à l'Université de Montréal. Ces luttes se sont vécues, soit individuellement, soit collectivement, à travers les décennies. Selon nous, si nous n'en trouvons pas de trace aujourd'hui, c'est à cause du traitement politique de l'histoire. Cette sélection est due aux autodafés, aux négligences, au contrôle politique, aux oublis volontaires, aux conflits d'ego. Évidemment, les premières luttes à être écartées sont les plus sensibles, celles qui ne rentrent pas dans le calcul carriériste de certain·e·s et qui risqueraient de ne pas faire l'unanimité. C'est, par exemple, la lutte de mon ami Ricardo contre l'utilisation de black face dans le carnaval de l'UdeM. C'était non seulement une lutte contre le racisme, mais aussi une bataille contre l'association du HEC qui défendait l'événement, contre la FAÉCUM qui refusait de condamner, et surtout une lutte pour la reconnaissance d'un passé inégalitaire utilisé par des gens qui ne comprennent pas leurs privilèges.

Plusieurs contestations de cet ordre ont eu lieu mais aucune ou peu de traces existent aujourd'hui pour en témoigner, ou elles se trouvent hors de notre portée. La précarité de ces mobilisations tient aussi aux inégalités fondamentales qui composent notre société et avec elle la fréquentation

universitaire. Rappelons-le, la première femme à être diplômée de l'UdeM l'est 33 ans après sa fondation! L'université est un milieu de privilèges dans lequel les gens en situation de précarité financière et sociale, les femmes, les Autochtones et les personnes racisées doivent se battre davantage; d'abord pour y entrer, ensuite y rester et finalement pour y avoir une qualité de vie et une reconnaissance¹.

Plus on remonte dans l'histoire, plus le temps fait son œuvre pour adoucir et lisser la mémoire collective. Une partie des gens qui ont participé aux premières mobilisations ne sont plus des nôtres et l'autre partie est souvent difficile à retracer. Ce sont les noms, les coordonnées, les contacts qui disparaissent avec le temps. Alors que les derniers chapitres regorgent de détails sur les événements, d'entretiens et de contributions directes des activistes, les premiers ont dû se baser davantage sur un remaniement des données écrites de l'histoire. Le défi des premiers chapitres était donc de rendre compte d'une histoire en la confrontant sans cesse avec toutes ses zones d'ombres, ses oublis, son orientation idéologique.

Nous invitons quiconque qui se sent concerné·e par les histoires de ce livre à les reprendre à leur compte et, surtout, à les faire vivre. Qu'elles soient racontées, critiquées, débattues, réutilisées, toujours renouées et

¹

Au sujet du premier étudiant noir : Bessière, Arnaud. La contribution des Noirs au Québec : Quatre siècles d'histoire partagée. Les Publications du Québec, 2012. p. 173
Williams, Dorothy W. Les Noirs à Montréal : Essai de démographie urbaine. VLB éditeur, 1998. p. 212

enrichies de nouvelles anecdotes, de nouveaux faits, de nouveaux récits comme de nouvelles analyses. Mieux, nous invitons toutes les communautés à se réapproprier leur propre « histoire populaire ». Ces savoirs, quand ils ne font pas la spécialité d'une élite, enrichit notre rapport de force d'un répertoire d'action plus grand et d'une meilleure connaissance de nos forces et de nos faiblesses. Comme des leurs. Il faut multiplier les voix, briser les solitudes et inspirer des potentiels. C'est ce que les militant·e·s ont conclu tout au long du livre pour nous. Nous aussi, nous nous sommes senti·e·s minuscules face à l'immensité de ce qui a été occulté. Nous n'avons été que six ou sept à rédiger ce livre.

Nous espérons que nous serons nombreuses et nombreux à le réécrire.

COLOPHON

Cet ouvrage, publié hors-collection par les éditions AURA en collaboration avec le collectif Mementum, fut achevé d'imprimer, après trois ans de durs et joyeux labeurs, par les presses conjointes de l'atelier universel et de KataSoho, à Kanien'kehaka, territoire autochtone non cédé, au mois de février deux mille dix-neuf.

L'éditeur tient à souligner l'aide précieuse de Lola Maselbas qui a rendu possible l'aboutissement de cet ambitieux projet.

8^{1/8} x 11^{1/2}
152 pages

Sabon LT Pro, *Jan Tschischold*, 1927
Avenir, *Adrian Frutiger*, 1988
Presse numérique Xerox
Challenge Proof Press 2028 KA
Papier Enviro Naturel (Rolland)
Recyclé à 100%

300 ex.